SOUS-CHAPITRE II: LE JOURNALISTE A L'ECHO ROCHELAIS (FEVRIER 1933 A SEPTEMBRE 1936)

<u>Texte définitif sous réserve de « découvertes documentées » et compléments</u>

NB: - les recherches à La Rochelle pour connaître les écrits d'André Bach dans L'Echo Rochelais se sont déroulées pendant une quinzaine de semaines entre 2013 et 2020, et pour l'essentiel au service Patrimoine de la Médiathèque Michel Crépeau. La quasitotalité de ces écrits est reproduit et commenté ci-après a été consultée sur place sur des microfiches enregistrées sur des clés UBS puis tirées sur papier (soit environ 2000 pages!). Malheureusement, pour des raisons techniques, il n'est plus possible aujourd'hui d'effectuer les ultimes vérifications, par exemple de dates, noms de personnes, lieux, citations, ... Il aurait été également opportun de pouvoir compléter, préciser, nuancer et corriger le texte de ces quatre centaines de pages avec de nouvelles recherches.

De plus les polémiques parfois très vives entre L'Echo Rochelais et Ouest-Océan nous ont obligé à citer souvent Ouest-Océan. Cette dernière publication jusqu'en 2020 était en consultation aux Archives départementales des Charentes Maritimes uniquement sur papier avec autorisation de faire des photos. Ainsi notre texte souffre de ce fait probablement de quelques erreurs, faute d'ultimes vérifications ainsi que d'informations complémentaires pour bien comprendre les raisons, enjeux et contexte des affrontements journalistiques et politiques entre L'Echo Rochelais et Ouest Océan pour de futures recherches sur cette période en Charente Inférieure. Un nouvel examen d'Ouest Océan sera incontournable.

- A notre connaissance il n'existe pas d'études publiées sur L'Echo Rochelais de 1933 à 1936. C'est ainsi que pour de futurs travaux d'historiens ou de journalistes, nous indiquons l'intérêt du « Texte intégral à lire », mention indiquée tout au long de la présentation ci-après.

A) <u>UN EDITORIALISTE ENGAGE.</u>

- 1) 1933. André Bach se fait connaitre à La Rochelle
- 1) Février et mars 1933. Les premiers « Points de Vue » d'AB
 - a) Le 4 février 1933 : Point de Vue au titre de « Entre deux crises »

<u>Le premier article signé André Bach dans L'Echo Rochelais commente l'actualité française en page 1</u>: « Le nouveau Ministère (JPC : Daladier) se présente aujourd'hui à la Chambre (Assemblée Nationale). On prévoit que la déclaration ministérielle sera fraichement accueillie. Les socialistes voulaient éviter la rupture complète du Cartel (des gauches) et s'abstiendront probablement. Comment voteront les autres groupes de l'Assemblée ? Le groupe radical a élu, à l'unanimité et par acclamation, M. Ed. Herriot, en remplacement de M. François-Albert, devenu Ministre du travail ».

En Allemagne l'évolution de la situation politique se précise : « Le Président (de l'Allemagne) Hindenburg vient de dissoudre le Reichstag (Parlement) sur la proposition du Chancelier (chef du gouvernement) Hitler. Les nouvelles élections auront lieu le 5 mars prochain. Elles semblent devoir être un gros succès pour le parti nazi et son chef (Hitler) (1) »

(1) : Succès qui sera confirmé

André Bach, dans son « Point de Vue » (PDV) ne dramatise pas tout en laissant apparaître une ironie critique correspondant à la « ligne éditoriale » de l'Echo Rochelais, accompagné d'un humour bien personnel :

« Un nouveau ministère est à peine formé que le bruit court qu'il ne durera que quelques jours, voire quelques heures! Voici qui est bien ennuyeux pour le président de la République qui, un de ces matins, va encore être réveillé par des gens à mine funéraire qui viendront lui dire : - Nous venons d'être renversés, voici nos démissions, il va falloir former un nouveau Cabinet (gouvernement)! Sans compter que notre premier magistrat risque de prendre froid en allant, au petit matin, ouvrir la porte de l'Elysée, en réponse au coup de sonnette de M. Daladier. Si j'étais à sa place, je profiterais de la faculté que la Constitution donne au chef de l'Etat de proposer des lois et j'en ferais voter une interdisant de renverser les ministères la nuit. La nuit est faite pour dormir, que diable ! ... Il y a cependant des gens qui bénissent les périodes de crise et de mécontentement : ce sont les propriétaires de salles où l'on peut tenir des meetings. Ils font actuellement des affaires d'or ; tous les jours, les salles sont louées par les Syndicats de contribuables, d'agriculteurs, de fonctionnaires, d'abonnés au gaz, de plombiers-zingueurs ou de marchands de verres fumés pour les jours d'éclipse. Au fait, il y a peut-être un moyen de faire servir le mécontentement général à l'équilibre du budget en mettant un gros impôt sur les réunions publiques? Plus il y aurait de mécontents, plus l'impôt rapporterait. Un bon ministre des finances ne doit rien laisser perdre. »

Toujours en page 1, un édito signé trois croix : « Après la crise, le Ministère Daladier est-il viable ? L'union est nécessaire pour remédier au désordre politique ». Le texte démontre que ce gouvernement « tombera à la première difficulté et de conclure : « Ministère de 4 heures ou ministère de 15 jours, la forte personnalité de M. Daladier, son intelligence et sa volonté très réelle de travailler dans le sens de l'intérêt général du pays méritaient mieux que cela ». Pierre Taittinger a-t-il la même opinion sur les « qualités » de M. Daladier ?

b) <u>Le 8 février 1933 : Point de vue « Les mains dans les cheveux et le coup de pied au derrière »</u>

Sous ce titre un peu racoleur, AB va attaquer les pacifistes, notamment A. Briand et leur presse qui, face à Hitler, « s'est attribuée le monopole de veiller sur la cage en osier, au sommeil la colombe de la paix » :

« Donc, selon cette Presse, fidèle à la sainte doctrine briandesque, ce sont les nationalistes français qui sont directement responsables de l'accession d'Hitler au pouvoir, parce que, n'ayant pas fait en temps utile les concessions qui s'imposaient envers le Reich, ils ont permis aux extrémistes allemands de se faire une arme du « mauvais vouloir » français pour pousser leur propagande dans l'opinion allemande ... Et, pourtant, il nous a bien semblé à nous autres, naïfs, que depuis l'armistice et, surtout, depuis l'évacuation de la Ruhr, les Allemands ont obtenu toujours et tout (1) ce qu'ils demandaient. Et loin d'en témoigner

quelque satisfaction, à défaut de reconnaissance, ils n'en ont été que plus gourmands. De sorte que toutes les concessions faites à l'Allemagne, au nom de la Paix et pour consolider la République outre-Rhin (2) n'ont aucunement ralenti le mouvement fatal qui, de Stresemann à Hitler, en passant par Bruening, a pour aboutissement fatal le retour à la monarchie des Hohenzellern. Ce que l'infortuné Briand, qui était pourtant renseigné (3), ne sut ou ne voulut jamais voir, est en train de se réaliser sous nos yeux. C'est un assez beau succès pour les partisans de la manière douce et des arrangements à tout prix! »

(1) (2) (3): mis en italique par AB

Nos commentaires :

Depuis la « grande réconciliation franco-allemande et surtout à l'occasion des commémorations des deux guerres 1914-1918 et 1940-1945 quelques auteurs ont repris les arguments des pacifistes des années trente pour expliquer que la France a été responsable « de la revanche allemande », origine de la guerre de l'Allemagne contre la France en 1940. Nous laissons aux historiens et politologues le soin de savoir qui de la France ou de l'Allemagne est responsable de « l'épisode » 1939/1945. Cette réconciliation franco-allemande (de Gaulle-Adenauer) avait-elle besoin depuis vingt ans d'un révisionnisme historique des années trente... AB doit se « retourner dans son tombe » à Serres-Castet.

c) <u>Le 15 février 1933 : une « une » bien remplie</u>

- « Les Finances et l'Etat. L'équilibre budgétaire », signature « P.P. »
- Point de Vue d'AB : « <u>Comment résoudre une crise ministérielle</u> ». AB entend « discuter sur les mérites et les défauts du régime parlementaire », à sa manière. Rien de nouveau sur le fond. Déjà dans les points de vue en 1932 ci-dessus et ci-après.
- « Le Cartel recollé » signé « J.P. ? »
- « Pour le redressement de la situation. Le programme des partis. Logique et raison ». Très long article non signé.

d) Le 18 février 1933, Point de vue : « Ou le rouge ne veut pas être vert »

Il faut attendre la fin de ce point de vue pour comprendre le titre.

Pour expliquer « la répugnance que marque Léon Blum à participer aux responsabilités gouvernementales », AB prend le détour d'une histoire de « joueurs de billard... « Or, s'il y a un jeu qui s'apparente à la politique, c'est bien le billard quand il se joue avec des quilles... actuellement, le jeu est encore plus compliqué, du fait que la boule rouge socialiste est bien sur le billard, mais avec interdiction du gouvernement d'y toucher, même si toutes les quilles – c'est nous les quilles – risquent d'être flanquées par terre ... M. Daladier, d'un air obligeant a bien tendu une perche à M. Léon Blum pour qu'il montre ses talents en public mais le maître des requêtes a refusé ... C'est qu'il (L. Blum) sait très bien que s'il prenait en main la queue de la poêle – Pardon! la queue du billard, il ferait un trou dans le plafond avec sa boule rouge et un accroc avec la queue dans le drap vert (déjà mal rapiécé). Et il (L. Blum) ne tient pas à se présenter devant les électeurs avec un complet vert qui prouverait qu'il joue encore plus mal que les copains. Le complet deviendra une veste (1) »

(1) : en 1936, Blum gagnera les élections !!

Pour conclure : « Aux dernières nouvelles, la partie (de billard) et sans y participer, les contribuables sont néanmoins certains d'être verts ! »

Si AB n'était pas déjà chauve en 1933, je lui aurai dit que la manière d'écrire ce Point de vue est un peu « tirée par les cheveux ».

Le 18 février, un article signé « P.P », pseudonyme d'André Bach : « La France et les Etats-Unis. Le problème des dettes ».

e) Le 25 février 1933, Point de Vue « Vers la simplification administrative »

Même si la forme n'est pas agressive, l'éditorialiste se montre cruel vis-à-vis des syndicalistes / grévistes. On frise le démago/populisme comme on dirait aujourd'hui. Mais les éditos, dans tous les journaux, sont à replacer dans le contexte du moment et les « engagements » politiques du propriétaire du journal. Ce même texte a été publié le 23 février 1933 dans Le Matin Charentais.

- « Dans mon village de banlieue (JPC : AB n'a donc pas encore quitté la région parisienne), je connais un fonctionnaire en herbe « Mercure aux pieds nickelés » qui distribue les télégrammes, en combinant savamment ses tournées pour opérer la jonction avec ses collègues des communes voisines afin de jouer aux billes (JPC : peut-être) et commenter les matchs de boxe , (il) négligeait en ce jour solennel (de grève) ses distributions habituelles, et devant la poste, vélocipède à côté, attendait l'heure de la reprise du travail :
- Tiens, tu ne joues pas aux billes aujourd'hui? Et que penses-tu du match Kid Novy contre Battling Padekrabe? Aujourd'hui, Monsieur, je suis un représentant du fonctionnariat opprimé qui se révolte »

AB suit l'actualité sportive, ainsi il peut « arranger » une histoire pour bien bien se faire comprendre des lecteurs. La suite est très explicite : « ... vivement que les chefs syndicalistes, ivres d'orgueil, comme Nabuchodonosor ... Pourquoi ne pas instaurer « la semaine sans paperasseries ? Hélas, je sais bien que c'est aussi difficile à réaliser que la semaine des quatre jeudis » ! ! »

Ce 25 février aussi : « Pour un équilibre du budget. Une loterie nationale » par « P.P. »

- f) <u>Les 1^{er}, 4, 11, 18 et 25 mars 1933</u>, des Points de Vue d'AB sur des sujets déjà rencontrés dans le Matin Charentais (cf ci-dessus) et des articles de politique intérieure ou internationale signés « P. P. »
- g) <u>Le 18 mars 1933,</u> une double colonne en page 1 : « <u>Paix ou guerre ? Face à l'avenir</u> (en très grands caractères). Les Républicains Nationaux et <u>le Rôle décisif qu'ils</u> auront bientôt à jouer », signé « XXX »
- h) <u>Le 22 mars 1933</u> : <u>« Un beau livre de guerre « Là-Haut » par André Bach »</u> Livre « Là-Haut », cf ci-dessus dans le chapitre II « AB soldat/zouave ».

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

- i) <u>Le 25 mars 1933</u> : <u>« La Roche Tarpéienne »</u>. Petit article très anti-Briand : « ... Homme néfaste » et même polémique un an après sa mort, signé « P. P. »
- j) <u>Le 29 mars 1933</u>, <u>Point de vue « La bataille des rats dans le fromage</u> », point de vue antisocialiste très « démonstratif » et pour conclure :
- « ... on peut tout de même penser que le minimum que l'on puisse exiger des fonctionnaires, instituteurs et tous les « etcetera » socialistes serait de fournir du travail profitant à la

collectivité française en échange des appointements que cette collectivité leur verse. Et encore plus de ne pas travailler et déblatérer contre cette collectivité « nationale ». »

2) <u>Avril 1933 : AB invente un « apophtegme ». Les Allemands</u> sont rentrés chez eux en 1918 pour préparer la guerre.

a) Le 3 avril 1933. Grand encadré en page 1 (non signé) :

« DEGONFLAGE!

Depuis les élections de mai 1924, en huit ans, les Socialistes S.F.I.O. ont refusé SIX FOIS de participer au Gouvernement :

Avec Herriot, en Mai 1924

Avec Briand, en Novembre 1925

Avec Daladier, en octobre 1924

Avec Herriot, en Mai 1932

Avec Paul-Boncour, en Décembre 1932

Avec Daladier, en Janvier 1933

Leurs chefs sont bons pour faire des boniments électoraux et semer la haine dans la classe ouvrière qu'ils trompent, mais, quand il s'agit de réaliser au Pouvoir ce qu'ils promettent à leurs électeurs, il n'y a plus personne :

<u>Ils savent trop bien qu'ils en seraient incapables et que leur duplicité serait vite</u> démasquée! »

Cet encadré sera reproduit à l'identique le 3 mai en page une de L'Echo Rochelais.

b) Le 7 avril 1933, Point de vue : « Farce sinistre », les Allemands, ...

« ... notre opinion publique commence à ouvrir les yeux sur la véritable position respective de ces deux conjectures : guerre ou paix ... les Allemands sont rentrés chez eux (JPC : en 1918) pour préparer la guerre ».

Texte intégral à lire sur le site de la Médiathèque de la Rochelle.

c) <u>Le 15 avril 1933 : Premier édito de Pierre Taittinger et un Point de Vue :</u>

• « Vacances de Pâgues » par Pierre Taittinger.

Ce premier édito de P. Taittinger dans le journal qu'il vient d'acheter est très décevant. Deux colonnes pour des propos sans consistance sur la politique intérieure et extérieure d'E. Daladier.

Point de vue : « En marge du « Journal officiel » »

Les hommes « croient que l'on peut vivre plus heureux en se groupant avec ses semblables. C'est ainsi que j'ai tressailli de plaisir en lisant le Journal Officiel – ma lecture préférée avec Rabelais (1) – une déclaration de nouvelle société : Titre = Club des amis ; Siège : Café du commerce ; But : grouper des personnes partageant les mêmes sentiments... Mais quand il s'agira de fixer « les sentiments communs » pour les faire rentrer dans les statuts, quelle bagarre en perspective... Puis on ne ressoudera le groupe que contre un ennemi commun ... Car il est plus facile de réaliser l'unanimité « contre » quelque chose que « pour » quelque

chose. Et il est encore beaucoup plus facile de réaliser l'unanimité lorsque l'on est tout seul. Ce que mon ami le plombier (1) résume en un splendide <u>apophigame</u> (1) lorsque je lui demandais s'il voulait prendre un verre. – Oh! moi patron, j' suis unanime ».

(1) : AB arrive à citer Rabelais et à imaginer un ami plombier qui fait un « splendide apophigame » (mot qui ne figure pas dans le Larousse de poche 2001 ni dans aucun dictionnaire !! Cherchant avec un ami écrivain un mot proche dans « Le Robert », 11 volumes, nous trouvons « Apophtegme, nom masculin du grec « apophtegma », énoncé d'une sentence dite, parole d'un notable, énoncé d'une personne illustre ; par exemple : Rabelais « Jamais homme noble ne hait le bon vin »

Erreur d'un typographe ou mot mal écrit par AB?

AB a-t-il, pour le besoin de son article, inventé un <u>apophtegme</u>: « Oh moi patron, je suis unanime » avec un ami <u>plombier</u> comme personnage illustre ? et ainsi se moquer des « Clubs des amis » qui seront « unanime » contre un ennemi commun. AB a dû, déjà à Paris et plus tard, noter que des assemblées générales des Radicaux-socialistes de Charente Inférieure votaient des motions à « l'unanimité moins quelques voix », et ce pour masquer de profondes divisions que leur Président Albert Miaux essayait de concilier, cf ci-après. Ce Point de Vue a déjà été publié dans Le Matin Charentais le 12 avril 1933.

d) <u>Le 19 avril 1933, Point de vue : « La consigne est de ronfler », l'Allemagne et Hitler qui ...</u>

AB continue de marteler une démonstration implacable sur l'Allemagne qu'il répètera avec conviction jusqu'en 1939. Dans cet édito, il s'insurge contre l'idée qu'en se séparant de la Russie, l'Allemagne vient de perdre son plus puissant allié » (Raymond Réthéré) « ... après cela, brave gens, vous pouvez vous coucher et dormir en paix au rythme de pacifiques ronflements ... le mythe de l'Allemagne Républicaine et Démocratique nous a fait avaler beaucoup de couleuvres... En ce temps-là, Hitler n'était qu'un aventurier disqualifié et sans avenir. Il est aujourd'hui maître de l'Allemagne, épaulé par le vieil Hindenburg, qui ne cache guère son espoir de vivre encore pour défiler sur l'Arc de Triomphe comme en 1870... Ce qui aura une importance, ce sont les conséquences du chloroforme (JPC : des pacifistes) sur le patient. Et le patient, c'est le citoyen français qui a un fascicule de mobilisation dans sa poche et une peau à faire trouer ».

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

e) <u>Le 22 avril 1933 : « Après le congrès d'Avignon. Ce que l'Opinion Publique peut penser des Délibérations Socialistes » par Pierre Taittinger.</u>

Deux colonnes en page 1. Edito virulent contre Léon Blum et les socialistes. Ce même 22 avril, « Confusion et incertitude. Au discours d'Orange aux entretiens de Washington ». P. Taittinger dénonce la politique de Daladier et Herriot face à Hitler qui a « affirmé une fois de plus, devant le monde entier, la volonté de l'Allemagne de poursuivre méthodiquement ses efforts jusqu'au désarmement total de la France. »

f) Le 26 avril 1933, grand encadré à la page 1 :

« A NOS LECTEURS

Nous attirons votre attention sur les améliorations apportées progressivement à l'ECHO ROCHELAIS, <u>en vue d'en faire le grand organe politique, économique et littéraire</u> (1) digne de notre vieille cité, de son glorieux passé comme de son activité présente.

Ardemment attachés à nos principes, nous avons la volonté de défendre de notre mieux, avec toute l'ardeur de nos convictions, les idées d'ordre, de liberté, de progrès social qui nous sont chères et de travailler de tout notre cœur au <u>regroupement des forces nationales</u>, si vivantes et si actives dans la région (1).

Nous le ferons avec une entière loyauté, une absolue bonne foi, estimant que nos adversaires ont droit à toute notre courtoisie et que la discussion et le critique ne doivent jamais sortir du domaine des idées. Mais c'est surtout l'exacte physionomie de la ville et de la région que nous voulons donner dans un « Echo Rochelais » rajeuni et modernisé! Pour tout ce qui touche à la vie municipale, aux intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de l'armement, nos colonnes seront toujours largement ouvertes à tous ceux qui auront un point de vue à exposer, une cause juste à défendre, une idée neuve à apporter... Bien qu'en ce qui me concerne, les évènements m'aient éloigné de la vie politique en Charente-Inférieure, je suis attaché à la belle région de l'Aunis par trop de souvenirs et de liens, pour pouvoir me désintéresser des efforts de ceux qui ont tenu à être parmi nos premiers amis. En consacrant une partie de mon activité à l'ECHO ROCHELAIS, en mettant au service du bien public et des intérêts régionaux un organe vivant, documenté, suivant l'actualité de près, commentant les évènements dans le sens national le plus net, j'ai la conviction de continuer l'œuvre à laquelle des hommes comme les PIC et les DE MONTBRON se sont dévoués avec tant d'ardeur dans le passé...

Abonnez-vous, lisez-nous. Vous décuplerez notre force et donnerez toute leur portée à nos efforts. De tout cœur nous vous en remercions.

P. TAITTINGER

Maire de Saint-Georges-des-Coteaux (Charente Inférieure), Député de Paris »

(1) : Souligné par nous

g) <u>Le 29 avril 1933, Point de vue : « Relativité – Dollar et Bain », les Israélites allemands.</u>

Cet édito publié le 26 avril 1933 dans Le Matin Charentais serait aujourd'hui jugé comme anti israélite (antijuif), en s'en prenant à Einstein et aux Américains :

« Tous les israélites allemands n'ont pas autant de chance que le professeur Einstein qui, chose merveilleuse en crise de chômage, se voit offrir des places de tous les côtés. Il ne risque certainement pas de s'asseoir ... entre deux chaises. Etant donné qu'il paraît qu'il n'y a au monde qu'une demi-douzaine de personnes qui puisse comprendre quelque chose à son enseignement, on peut bien dire que les chaires offertes sont un encouragement à la science pour la science. Et l'explorateur de la relativité pourra prêcher à ses malheureux coreligionnaires d'outre-Rhin que tout est relatif sur la terre puisque le fait d'être juif vous vaut des empoisonnements en Allemagne et des honneurs autre part.

La dernière brimade infligée aux juifs par les hitlériens est de taille. Ils leur interdisent, en effet, de se baigner dans les établissements publics en même temps que les « aryens ». Aryen étant pris là dans le sens de citoyen ordinaire car, depuis que l'humanité se « brasse » sur la terre comme des moules dans une casserole, il a belle lurette que la véritable race aryenne a dû disparaitre. Mais voici les juifs obligés de faire leurs ablutions à part. Bah! Quand nous étions simples soldats, allions-nous aux douches en même temps que les caporaux? ça ne nous empêchait pas de nous laver. » L'argument est court.

3) Mai et Juin 1933 : la conférence du désarmement des mangeurs de noix et union autour des Jeunesses Patriotes.

a) Le 27 mai 1933. A la une, quatre articles :

- « <u>Pas d'équivoque : Union nationale, oui mais contre le socialisme d'abord</u> » par <u>P.</u> Taittinger, député de Paris. Le titre est explicite pour un édito de politique nationale.
- « Aurons-nous un budget ? » et « A l'eau de Vichy » par <u>François Hulot.</u>
 Le premier « papier » répète la gabegie des dépenses de l'Etat et le second un déplacement du Président Lebrun à Vichy. Si le premier colle à l'actualité, le second fait « remplissage ».
- « De quelques actualités » par André Bach.

Trois sujets sont abordés par AB : le premier sur le mécontentement des viticulteurs du midi contre l'arrivée des vins d'Algérie (française), le second « de géologique, le musée sera devenu paléontologique », le dernier remarque les contradictions des discours prononcés par les Chefs d'Etat différents au même moment.

b) Le 29 mai 1933. En page 1, deux longs articles plus le Point de vue d'AB :

• Par Pierre Taittinger : « <u>Le pacifisme des radicaux et la trahison des objecteurs</u> <u>de conscience</u> » :

« L'Allemagne relève la tête parce qu'elle prend notre patience pour de la faiblesse, parce qu'elle sait que les Radicaux qui nous gouvernent marchent aux ordres du Parti socialiste... En 1914, en 1919, en 1924, nous (JPC : la droite dont Pierre Taittinger) n'avons pas hésité à collaborer ave eux (les Radicaux) pour le salut du pays. Aujourd'hui, s'il en était besoin, nous ferions de même : encore faut-il qu'ils voient quels abimes s'ouvrent sous leurs pas, quelles fautes irréparables leurs alliés socialistes les invitent à commettre. Chaque jour qui passe montre l'urgence d'un redressement national. Avec les radicaux, s'ils le veulent, ou contre eux, s'ils persistent à lier leur destin à celui des socialistes. Pour la France, de toutes nos forces, nous y travaillerons. Comme il y a huit ans, nous réussirons ».

Ainsi Pierre Taittinger continue de tendre sa main aux radicaux... à condition qu'ils rompent avec les socialistes. Ce sera aussi une « constante » d'AB, y compris à Pau dans « l'Indépendant » (cf le sous-chapitre III, B) ci-après).

• « Mussolini – Hitler... Deux hommes : une méthode :

- « Ainsi, Hitler a copié servilement la méthode mussolinienne qui, pendant la période préparatoire, a consisté en la conquête semi-légale du pouvoir. Il a évité, comme son maître, la révolution généralisée et violente. Il a gardé un symbole national, le président Hindenburg, comme Mussolini s'est incliné devant la monarchie italienne ... Mais si la méthode est la même, le mode d'application diffère... <u>Aussi, une persécution contre les Juifs</u> (1), comme celle qui s'exerce en Allemagne ne pouvait se produire en Italie... »
 - (1) : Souligné par nous. Ce journal de droite « affirmé » écrit « persécution contre les Juifs »
- « ... Mais les nazis semblent voulir à travers les siècles remonter aux rites de la Germanie sauvage en invoquant sur les montagnes du Hartz les vieux dieux brutaux de son histoire », signé Raoul De Nalva.

Point de vue « Genève et Jéricho »

Commentaires très critiques sur la conférence du désarmement et sur les pacifistes, MM. Herriot et Briand. AB continue « d'enfoncer son clou », cf ci-dessus (*Le Matin Charentais*) et ci-après le 14 juillet.

Comme dans « Le Matin Charentais », André Bach est bien « encadré » par P. Taittinger, F. Hulot et quelques plumes « extérieures ». La « rédaction » de L'Echo Rochelais lui laisse les sujets de simples chroniques ... et de nombreux « Point de Vue ».

c) <u>Le 3 juin 1933, Point de vue : « La conférence internationale des mangeurs de noix »</u>:

« Je pense toujours à ces noix dures quand je lis les comptes-rendus de la conférence du désarmement. « Agresseurs », « agressé » et « agression » seront comme les noix dures, ils resteront toujours pour le prochain repas... « Le Président a alors déclaré la discussion close jusqu'à nouvel ordre et en attendant que la 77ème sous-commission dépose son rapport sur l'opportunité de considérer les noix de coco comme projectiles offensifs ». Pendant que l'on discute des noix de noisette ou de noix de coco, il se prépare par le monde une vaste distribution de marrons ».

Cette conférence, avec la SDN et le « positionnement » diplomatique des USA fait l'objet régulièrement d'éditos très critiques et moqueurs d'AB.

C'est ainsi que cet édito, déjà publié dans *Le Matin Charentais* le 1^{er} juin 1933 est à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

• « La France est-elle en sécurité ? » de P. Taittinger

Ce premier édito fait l'inventaire de ce qu'il faut entreprendre à nos frontières pour se défendre en cas d'attaque extérieure. Il y aura deux autres articles le 10 et 17 juin.

• <u>Titre « Les Jeunesses Patriotes »</u>

Petit article sans signature « très engagé » qui n'a peut-être pas été du goût de quelques Rochelais bourgeois « modérés » :

« A Paris, les Jeunesses Patriotes corrigent et expulsent des perturbateurs communistes. Les Jeunesses Patriotes avaient organisé dans la salle des fêtes 42, rue Hermel, une réunion de propagande. Aussitôt, les communistes, s'alliant pour la circonstance à certains socialistes, s'y rendirent en nombre. Trois orateurs prirent successivement la parole. Mais de fréquentes interruptions partaient et, à plusieurs reprises, divers chants révolutionnaires couvrirent la voix des orateurs. Il fallait rétablir l'ordre à tout prix. A peine le troisième orateur avait-il fini, qu'un signal retentit. Un grand rideau s'ouvrit, démasquant un important groupe de Jeunesses Patriotes, qui, en chantant la « Marseillaise », s'élança sur les perturbateurs. Pendant quelques minutes, une bataille d'une violence incroyable se déroula, mais les communistes furent finalement expulsés, et le calme fut rétabli (1). »

(1) : Souligné par nous

d) Les 7, 10, 14, 21, 24 et 28 juin 1933.

Six articles signés AB, sans intérêt particulier, sont publiés et ressemblent parfois à des Points de Vue ou ce qui sera écrit dès le 19 juillet dans la rubrique « Carnets du Badaud ».

e) <u>Le 10 juin 1933</u>, Encadré non signé, en haut à droite de la page une : « <u>Pourquoi la presse de gauche joue-t-elle l'indignation quand les Juifs sont chassés d'Allemagne alors qu'elle n'a rien dit quand les religieux ont été chassés de France ».</u>

L'argument est « spécieux ». Au début du 19° siècle, en France, en pleine « guerre » entre les laïcs et l'église catholique, des religieux sont parties ou ont été chassés de France. En Allemagne, dans les années 1930, le contexte est différent. Le silence de la gauche et de l'église catholique en Allemagne ne peut servir de prétexte pour que des partis politiques français ferment les yeux sur l'antisémitisme de plus en plus affiché des hitlériens.

4) JUILLET 1933 : les huit Points de Vue, « Un clou à enfoncer », « Souvenirs du Tour de France », les Britanniques et les « principes » de P. Taittinger

a) <u>Le 1^{er} juillet, Point de vue : « Le député socialiste prince consort »</u>

Attaque facile: « de par la grâce du mariage Miss France 1933 est devenue la légitime épouse de Simonet, député socialiste (de Bergerac) »

b) <u>Le 5 juillet 1933, « En marge d'une image d'Epinal » par André Bach.</u>

AB livre une réflexion sur les différentes raisons qui ont fait disparaître les images d'Epinal et en fidèle lecteur d'auteurs anglais interroge Kipling :

« Ou bien Kipling – ignorant les images d'Epinal, mais connaissant les singes et les hommes – avait constaté que, par certains points, beaucoup d'hommes étaient comme les singes ! Darwin a omis de consacrer un chapitre à cette particularité ; cela n'aurait ajouter que quelques milliers de pages de plus de ses œuvres ! Si le singe, en effet, imite l'homme, beaucoup trop d'hommes passent leur temps à tenter d'imiter – par ce qu'ils ne peuvent égaler – non point les singes, mais d'autres hommes. Et c'est l'envie qui est leur mobile secret. L'envie qui est leur fait se parer de plumes de geai pour faire le paon, car ils n'en sont pas à une invraisemblable près. Si l'on pouvait extirper l'envie au cœur des hommes – avec la jalousie, sa sœur – que chacun n'ait plus que le légitime orgueil de ce que lui-même a fait la fierté d'être « soi-même » si l'on veut, la vie deviendrait meilleure pour tous. N'ayons d'ailleurs aucune illusion à ce sujet. Les singes de Kipling sont dévorés de vermine et de curiosité, certains humains seront toujours dévorés par l'envie, la pire des vermines qui puisse dévorer l'humanité. Peut-être est-ce de là que vient l'expression populaire envers ceux qui convoitent quelque chose : ... Tu peux toujours « te gratter » !

Toujours le 5 juillet « L'homme néfaste » par P. P. :

« Ainsi pour faire aboutir sa politique du « chien crevé au fil de l'eau (Tardieu dixit), Briand n'a pas hésité, pas comme le chien de l'Evangile, à revenir à son premier vomissement. Ancien socialiste révolutionnaire, il « noyautait » les associations, les groupements patriotes, poussait les infiltrations maçonniques et peuplait l'opposition de ses « mouches puantes ». Voilà l'homme ! Pouah ! P.P. »

La presse de droite restera très anti-Briand et anti-franc-maçon.

• Une polémique entre L'Echo Rochelais sous la signature de P. Taittinger avec la « France de Bordeaux » (gauche) à propos de la mort de <u>Louis Barthou</u>.

c) Le 12 juillet 1933 : Tour de France et masque à gaz.

Le <u>Point de vue (paru à l'identique dans le Mztin Charentais le 4 juillet) porte sur un sujet de toute importance pour AB</u>. Titre : « <u>Souvenir du Tour de France</u> » : « Je m'aperçois que par une inconcevable étourderie, je n'ai pas fait le papier qu'annuellement je consacre au « Tour de France », ce tour auquel se cristallise tant de souvenirs de ma génération » (JPC : cf le chapitre III « AB le sportif, le cycliste »).

- En page intérieure, « M. Perreau a tenté le sauvetage du « combinard » Hulin », signé P.P. AB s'engage dans les polémiques locales, cf ci-après.
- « L'Autriche sous masque à gaz » par Jean Méliès (1), autre pseudonyme d'AB. Dans ce court article le journaliste critique ouvertement les pacifistes qui sont contre les exercices de défense passive, en cas d'utilisation du gaz, sous le prétexte « qu'on prépare cette guerre puisque on habitue la population à l'idée de guerre ... il me semble que j'ai déjà entendu quelque chose dans ce genre aux approches de 1914 ». Un « rappel » de l'ancien combattant. C'est le premier article d'AB signé Jean Méliès.
 - (1) : André Bach, petit cousin de Georges Méliès, le co-inventeur du cinéma, cf le chapitre l ci-dessus « La famille d'AB »
- **d)** Le 14 juillet 1933. AB occupe un tiers de la une et *L'Echo Rochelais* devient quotidien :
- <u>Un Point de Vue « Un clou à enfoncer »</u>. Chronique déjà parue le 11 juin dans Le Matin Charentais.

AB est particulièrement motivé pour écrire un de ses thèmes de prédilection, comme le 14 juillet quand l'ancien combattant se souvient de « ... tant de camarades d'Algérie mourir devant moi ». Ainsi il utilise un de ses titres chocs et va chercher, pour commencer son édito, un fait d'actualité, ici le conflit entre les viticulteurs algériens et ceux de la métropole : « Je crois avoir fait allusion ici-même au conflit qui sépare les viticulteurs algériens des viticulteurs de la métropole, tout particulièrement ceux du Midi. Je m'excuse dans tous les cas de revenir sur le sujet mais je m'y sens contraint. Contraint parce qu'il me semble que, dans le public, on comprend mal la question. En général, le public français ignore l'Afrique française du Nord. Il a l'excuse de n'y être jamais allé et c'est une excuse que je comprends très bien. Qu'on facilite donc au public français l'accès de l'Afrique du Nord, au fond pas plus éloignée que certains coins de France, et il entrera dans la voie de la compréhension. Il se rendra compte que l'Algérie n'est pas une colonie mais bien - grâce au sacrifice de milliers de Français – le prolongement de la métropole et une terre française divisée en département français... (et) la seule Algérie achète en France deux fois plus que la Grande-Bretagne et trois plus que les Etats-Unis... en 1931 l'Algérie a acheté 30% de notre production en automobiles... (et) que si nous ne laissons pas entrer les vins algériens, l'Algérie ne pourra plus rien nous acheter. Donc, remède : boire du vin frais (français ou algérien) ... et vivre

La conclusion ne parle plus d'économie : « J'ai dû peut-être m'exciter un peu sur le sujet, mais que voulez-vous ? <u>J'ai vu tant de camarades d'Algérie mourir près de moi</u> (1) que je ne puis croire que le vin de leur pays puisse être traité en « <u>étranger</u> » (1) alors que <u>leur sang</u> coulait pour la France (1) ».

(1) : Souligné par nous (cf le chapitre II « AB le soldat et le zouave » ci-dessus)

Quand l'éditorialiste AB titre « un clou à enfoncer », c'est pour signifier que pour lui le sujet est d'importance face à ceux qui ne veulent rien entendre ou comprendre. Ce titre sera régulièrement utilisé par AB.

- Jean Méliès (AB) titre « <u>Propos révolutionnaires</u> » pour parler des devoirs de vacances que l'on impose aux enfants. Pour conclure, « le premier des devoirs de vacances est de bien profiter des vacances ! » Papa André disait-il la même chose à sa fille Jeanne, qui avait 15 ans en 1933 ?

L'Echo Rochelais devient quotidien, lire l'édito du 19 juillet ci-après de P. Taittinger.

Ainsi les articles signés d'André Bach ou des pseudonymes identifiés sont progressivement plus nombreux : cf « Le Localier », dès août 1933.

En devenant quotidien, AB a plus de place pour ses articles. Ceci explique peut-être que pour remplir son journal AB publie le 14 juillet le Point de Vue « Un clou à enfoncer ». Cet article est déjà paru le 11 juin dans *Le Matin Charentais*, cf ci-dessus. Figure dans L'Echo Rochelais sous la signature du pseudonyme <u>Jean Méliès</u> le « Propos révolutionnaire », article déjà paru le 23 juin sous le nom <u>d'André Bach</u>. Bien évidemment peu de lecteurs à Angoulême et à La Rochelle savent que c'est la même personne.

e) <u>Le 19 juillet 1933</u> : <u>un numéro rempli par Jean Méliès/André Bach et Pierre</u> Taittinger.

• <u>Un édito de Pierre Taittinger</u> « <u>Principes</u> » :

« Aujourd'hui, notre ECHO ROCHELAIS devient quotidien et je me dois de donner, à nos amis comme à nos adversaires, quelques indications précises sur ce que sera notre politique, sur l'action et la propagande que nous entendons poursuivre... Dans cette région qui fut le témoin de tant de remous politiques, dont beaucoup furent d'une violence extrême (1) nous avons la ferme volonté de défendre envers et contre tous, les principes de libertés républicaines, de sécurité nationale et d'union des bonnes volontés françaises qui nous sont chères. Que nous importe le résultat de tel ou tel scrutin (2)! Ce n'est pas pour des sièges que nous nous battrons sur le terrain, notre but est plus noble, notre idéal plus élevé (2). Cet idéal, nous le maintiendrons à La Rochelle, haut et ferme, avec la même foi, la même ardeur qu'à Angoulême où lutte chaque jour notre vaillant MATIN CHARENTAIS, qu'à Jonzac, qu'à Saintes, qu'à l'Île de Ré... Si le socialisme, si les tendances cartellistes (3) ont gagné tant de terrain dans nos régions, c'est peut-être parce que trop longtemps les républicains qui estiment qu'à l'extrême gauche le marxisme et le collectivisme sont des ennemis dangereux de la Patrie, n'ont pas voulu ou pas pu s'employer personnellement au refoulement nécessaire de ces doctrines de mort... Nous n'admettons pas, nous, que la France par la veulerie des uns ou l'ambition des autres, serve de dernier champ d'expérience à ce socialisme qui a été successivement extirpé d'Italie et d'Allemagne, qui agonise en Angleterre et en Autriche et qui n'a plus d'espoir que dans notre pays pour y procéder, avec la complicité d'alliés électoraux, à je ne sais quelles expériences tragiques de ruine, de faillite et de révolution. Nous ne sommes les adversaires de personne que du socialisme (4) ... Agriculteurs, commerçants, travailleurs, contribuables de toutes sortes nous entendons vous défendre contre cet étatisme grandissant qui, par l'excès de fiscalité fait de vous des Français en servitude. Que reste-t-il aujourd'hui de ces libertés si chèrement acquises par tant de gestes libérateurs dont nous fêtions vendredi le plus éclatant ? Bien peu de choses (5). Lambeaux par lambeaux, la majorité de la Chambre du 8 mai nous arrache les dernières parcelles qui nous en restaient encore. Par deux fois, le droit d'écrire, de parler, de penser, de se réunir n'a-t-il pas été mis en péril depuis un an (5). C'est contre cette caricature de la république que nous lutterons ici, contre ceux qui ont ainsi défiguré par leur passion, leur intransigeance, leur sectarisme ce qui reste notre idéal à nous, comme il a été celui de la France, depuis près de 150 ans : les libertés française et l'indépendance de la patrie, aussi bien vis-à-vis de l'étranger que vis-à-vis des partis. Les partis passent, mais la France demeure. »

- (1) : P. Taittinger fait probablement référence à la guerre de religion entre protestants et catholiques.
- (2) : Ceci dit, L'Echo Rochelais s'impliquera très activement dans l'élection à la Mairie de La Rochelle en 1935 et à la législative de 1936.
- (3) : Les partis politiques de gauche qui font partie du cartel dont les Radicaux-socialistes depuis dix ans.
- (4) : Pour P. Taittinger qui englobe le communisme. Mais en Charente-Inférieure il y a peu de communistes.
- (5) : Par qui ? Le Cartel des Gauches ? P. Taittinger est aussi caricatural, voir excessif.

• <u>Point de Vue par André Bach</u> : « <u>Météorologie</u> ». <u>Quand un jeune « saute-ruisseau » (AB) s'amusait à Paris :</u>

« Il serait trop long d'expliquer comment quelques copains et moi-même, nous avions accès sur le toit d'une administration dont le hall s'ornait d'un gigantesque baromètre sur le flanc duquel un pluviomètre montait la garde. Ayant déniché l'orifice qui, sur le toit, commandait cet appareil, nous n'avions naturellement rien trouvé de mieux que de l'obstruer quand il pleuvait où d'y verser des seaux d'eau en temps de sécheresse. Il en résultait forcément des enregistrements en opposition complet avec la température ambiante et les graves personnes qui venaient consulter les appareils avaient fini par leur retirer toute confiance. Je ne suis même pas sûr que la réputation de l'établissement n'ait pas souffert des écarts de conduite du pluviomètre « en folie ». O jeunesse! C'est à la même époque que d'autres loustics de ma connaissance fondèrent un journal à parution intermittente, mais à titre flamboyant: (entre deux ancres de marine) « MONTMARTRE-MARITIME » « Organe de la Butte-Port-de-mer » car on rit à Montmartre avant la fondation de la République (celle de Montmartre évidemment)... « Montmartre-Maritime » avait naturellement une rubrique « météorologique », mais les lecteurs étaient prévenus que pour éviter les erreurs, on ne leur donnait pas le « temps qu'il fera » mais celui « qu'il avait fait ». Une pancarte avec l'inscription « service météorologique » était placée au pied d'une échelle et, de temps à autre, un des rédacteurs montait sur le toit avec une soucoupe. Il mouillait son doigt, le levait en l'air et notait la direction des vents par ce procédé classique. Si son doigt séchait trop rapidement, il notait sur le bulletin : « vents variables ». Et, avec la soucoupe, il relevait la hauteur d'eau quand il pleuvait. Par la suite, la direction de « Montmartre-Maritime » ne reculant devant aucun sacrifice, voulut donner aussi « le temps qu'il fera » et c'est alors que l'on vit paraître dans les journaux parisiens, cette annonce abracadabrante (1): « ON DEMANDE UN METEOROLOGUE MUNI DE BONNES REFERENCES ET DE RHUMATISMES ». »

(1): « abracadabrante »!! Déjà!

• « <u>Ou M. Suire oublie les « grands ancêtres</u> » par Jean Méliès (nom du grand-père maternel d'AB et cousin de Georges Méliès, le cinéaste, cf le chapitre I ci-dessus consacré à la famille Bach/Méliès) :

« C'est bien de l'honneur que me fait « La Défense Républicaine » en consacrant, par le truchement de la plume talentueuse de M. Suire, deux colonnes à un mien papier sur les exagérations pacifistes. Mais M. Suire va un peu fort quand il m'accuse d'être assoiffé de carnage et qu'il écrit que la guerre est encore possible parce qu'il reste trop de von Papen « et de Jean Méliès ». La vérité est que je déteste la guerre tout autant que M. Suire, parce que j'en ai connu les horreurs de façon directe et expérimentale, si l'on peut dire. Mais, par contre, je ne considère pas que, dans l'état actuel du monde, le meilleur moyen de se préserver soit de jeter ses armes. Cela suffit pour que l'on me traite de stipendié des marchands de canons – j'en ai l'habitude, d'ailleurs alors que mes seules relations avec eux ont consisté à déguster l'excellence de leurs produits dont divers échantillons m'ont laissé des souvenirs précis (1). Je n'ai nullement la prétention de guérir M. Suire et ses semblables de la folie – folie généreuse, certes, mais folie tout de même – qui leur fait fermer les yeux

devant les faits tels que la renaissance du militarisme prussien (2) sous le signe d'Hitler et l'échec retentissant de la conférence du désarmement (2), échec qui n'est tout de même pas le fait de notre pays, représenté à Genève par des hommes que M. Suire ne peut pas renier. C'est cette attitude des super-pacifistes qui les fait s'apparenter à l'autruche (2), alors que nous, tout simplement « pacifistes », nous demandons à être forts, non point pour attaquer, mais pour qu'on nous fiche la paix, la vraie paix, celle qui n'a pas de P majuscule. Le journal de M. Suire se nomme « La Défense Républicaine », ce qui est un très beau titre, mais je me permets alors de demander à M. Suire si, pour défendre la République, il ne convient pas de faire comme les « grands ancêtres » et de défendre la Nation avant tout. Et les hommes qui portaient le bonnet rouge – ce bonnet rouge qui orne le frontispice du journal de M. Suire – se gardaient bien de jeter leurs armes. Eussiez-vous vécu en ces temps-là, Monsieur Suire, que ces républicains de la première heure vous auraient promptement guillotiné comme « ennemi de l'humanité ».

- (1) : AB fait allusion au fait qu'il a laissé un bras au front en 1916
- (2): Ce seront des thèmes « constants » d'AB : un « militarisme prussien » historiquement, bien avant Hitler, qui ne pouvait qu'entrainer les échecs des conférences du désarmement et en conséquence un comportement « d'autruche » des super pacifistes.

• <u>Le premier « Carnet du Badaud</u> » (le 19 juillet 1933) d'AB : « <u>Profession de foi</u> Bandantesque »

Sans doute le premier « Badaud », cf ci-après le texte dans le B) « AB le localier ».

« <u>Tour de France</u> » (le 19 juillet 1933)

« Speicher, vainqueur probable à Pau ... de Pau à Paris par Bordeaux, La Rochelle et Caen, il ne reste plus que quatre étapes faciles et, entouré par les survivants de son équipe – sauf Leducq, bien mal en point – Speicher a toutes les chances de ne pas voir le maillot jaune permuter de torse. Et ce sera justice car, depuis le départ et malgré une première étape difficile, il fut constamment dans le bain, pour parler comme les coureurs ».

Les 20 et 21 juillet, 4 colonnes à la une pour « Le Tour » à La Rochelle avec un long article de Jean Méliès. Lire dans le chapitre III « AB le sportif, passionné de vélo ».

f) <u>Le 21 juillet 1933. AB est très présent ce jour-là dans « L'Echo Rochelais »</u>:

- Jean Méliès : « L'animation à la Rochelle « du Tour », « une arrivée triomphale Aerts gagne l'étape ».
- <u>Point de vue : « Voyage de désagrément</u> ». AB regrette le « développement des circuits d'autocars (qui) a tué cette magnifique institution qu'était le train dit « de plaisir » ... qui moyennant six francs, promettait aux Parisiens « une journée au bord de la mer au Tréport » ... Ce sont (ces trains) qui m'ont donné le goût du voyage à pied ou à bicyclette ».
- Carnet du Badaud : « Les chiens à la plage »
- 2 colonnes pour le Tribunal Correctionnel, signé « P.P. » Cf le B) ci-après.

g) Le 22 juillet 1933, Point de Vue « Regrets »

Pour faire un « coup » de propagande, une escadrille de 24 avions italiens a réalisé un vol Rome-USA après quelques étapes. « L'escadrille a perdu un homme en route ... d'un côté (l'Italie) la recherche de la grandeur du pays et son exaltation de l'autre (la France), le rapetissement de tout idéal et le rabaissement de toutes choses à de basses querelles politiques. En somme, une politique jeune et sportive d'une part (l'Italie) et des conceptions

de politiciens et de chefs-lieux de canton d'autre part (la France) ». Et l'éditorialiste regrette sur les Français ne fassent pas comme « les Italiens qui prennent leur pavillon bien haut, leur pavillon partout l'univers et dont chacun d'eux n'a pas honte de se proclamer « italianissimo » ».

h) Le 23 juillet 1933, Point de Vue « De la banderille à l'hameçon »

« L'homme est un animal fichtrement partial, inconséquent et sans réflexion ». En effet des membres de la S.P.A. vont à la pêche à la ligne » et « martyriser d'innocents cyprinidés (poisson) alors que la veille même ils avaient tenu des propos véhéments contre les courses de taureaux ... Tout cela d'ailleurs = course de taureaux, pêche à la ligne, chasse à court et chasse tout court se nomment « sport » au mépris le plus complet de ce que devrait être le sport. Car le sport suppose l'égalité entre le belligérant et la recherche de la difficulté, par exemple en cyclisme ou pour aller de Paris à Paris, les coureurs doivent passer par le Tourmalet (1) et le Galibier ».

(1) : plus tard à Pau AB aurait ajouté « L'Aubisque », cf ci-après le chapitre III « AB le sportif »

i) <u>Le 27 juillet 1933, Point de Vue « Un vrai filon »</u>:

« M. Henderson est un britannique cent pour cent; c'est donc dire qu'il ramène toutes choses au point de vue britannique. Nous aurions tort de lui en vouloir, car les peuples et leurs dirigeants ont pour premier devoir d'être égoïstes – modérément égoïstes si l'on veut, mais égoïstes tout de même – et de s'occuper de leurs propres affaires d'abord. C'est la méconnaissance de ce principe absolu qui nous a valu tant de désillusions depuis la guerre, car nous avons toujours semblé compter sur les autres peuples pour reconnaître la légitimité de nos droits. Il y a là une conception naïve qui n'est pas à notre honneur. Sans doute sommes-nous naïfs sous des apparences de gens dégourdis, alors que les Britanniques sont pratiquement dégourdis sous des apparences naïves. Et, précisément, M. Henderson est de ces britanniques aux dehors naïfs qui semblent s'étonner de tout et admettre tout ce qu'on leur raconte. Il est de la classe de ces « businessmen » qui vous laissent parler pendant des quarts d'heures sans rien vous répondre, qui clôturent la conversation par un « All right » énergique et vont ensuite faire exactement le contraire de ce que vous attendiez d'eux. Mais, par un hasard qui n'en est un qu'en apparence, ce contraire est justement ce qui convient le mieux à leurs intérêts ».

AB aime et connait bien les Britanniques mais reste lucide et « réaliste » vis-à-vis de leur politique extérieure ... à leur île.

j) Le 28 juillet 1933 :

- Point de vue : « Puériculture et certificat d'études ». AB est sceptique sur les nouvelles méthodes d'éducation et d'enseignement.
- « Nos fascistes » par Paul Raynaud
- Badaud : « Quinzaine commerciale »
- « Tribunal de Commerce », toujours 2 colonnes par « P.P. » Cf le B) ci-après.

k) <u>Le 30 juillet 1933. Point de Vue « L'écran infidèle »</u>

AB s'en prend à Henry Bernstein et à tout adaptateur de film, pièces de théâtre qui massacrent les auteurs : « Et à l'avenir souhaitons qu'un auteur de pièces ou de romans,

pour les droits d'adaptation de son œuvre au cinéma, exigera de suivre cette adaptation de très près pour éviter qu'on ne lui massacre son enfant. »

AB n'oublie pas sa filiation avec Georges Méliès, le cinéaste, cf ci-dessus dans le chapitre I « La famille d'AB ». Le texte complet figure dans *Le Matin Charentais* du 1^{er} août 1933.

5) AOUT 1933 : douze « Points de vue »

a) <u>Le 1^{er} août 1933 : Point de Vue « Longs parleurs »</u>

Sur une colonne AB narre avec humour ces conteurs d'histoire interminables qui peuvent vous dire qu'ils ont eu un rhume que leur fils a obtenu le certificat d'études sans remonter à l'Arche de Noé et à toute l'histoire de leurs ancêtres connus : « ... (ou) tenez, je revenais du régiment ... j'avais un adjudant qui ... et un canonnier, il était de Lille, avait une bellesœur... »

AB trouve un épilogue « positif » : « Certains disent que les gens bavards sont une plaie, je pense au contraire qu'ils sont un bienfait : il faut bien que les sourds aient une compensation sur terre. »

A la gauche de ce Point de Vue, « Histoire et légende. Le Vigan fête le bicentenaire du Chevalier d'Assos » par R. de Fels et à sa droite « La vigne du Pape » par Raoul de Nalva.

b) Le 2 août 1933, Point de Vue : « Pauvres Andorrans »

L'éditorialiste plaint les Andorrans qui viennent de se doter d'une constitution écrite : « Eux qui vivaient à l'abri de leur vallée, régis par des coutumes qu'ils se transmettaient verbalement de génération ... Andorre jusqu'à présent vécut à l'écart des empoisonnements par suite de manque de chemins de fer (et d'automobile)... Finie la tranquillité de ces paisibles vallées où l'on vivait centenaire (1), à l'ombre des oliviers (2) en jouant de la flûte et en surveillant les chèvres et les moutons (3), à moins qu'on fût contrebandier et que l'on ait participé à l'unique activité économique de la République. »

Pour terminer la colonne, un nouveau couplé contre « toutes sortes d'organisation et la S.D.N. (Société Des Nations), thème sans rapport avec le début du Point de Vue.

- (1) : Complètement faux
- (2) : Il n'y a pas d'oliviers au-dessus de 1000 mètres. AB confond avec la Basse-Provence.
- (3) : AB succombe au mythe du bonheur dans les montagnes alors que pendant des siècles elles connurent de très graves disettes alimentaires et obligation de se marier entre cousins dont on connait encore aujourd'hui les effets sur quelques descendants. De plus cet isolement explique qu'encore aujourd'hui la population « ancestrale » garde une mentalité d'insulaires, comme on peut le constater dans les hautes vallées des Pyrénées et des Alpes, y compris dans les villages de l'arrière-pays niçois (comme à Coursegoules).

c) Le 4 août 1933, Point de vue : « Dix-neuf ans ! », « Hitler, ou un autre »

Chaque année, début août, AB ne pense pas à la nuit du 4 août révolutionnaire, mais à sa mobilisation en 1914 et c'est l'ancien combattant qui dicte à l'éditorialiste son devoir de

mémoire, dans la continuité de son livre « Là-haut » qui vient d'être publié (cf le chapitre II cidessus « AB le soldat puis l'ancien combattant ») :

« Inexorable, le temps coule et pour ceux de nous qui ont su garder le souvenir, ce souvenir est si frais en la mémoire que, l'on a peine à croire que près de quatre lustres se sont écoulés depuis ce qui nous semble être hier. Il y a dix-neuf ans, nous étions tous à notre travail, au bureau, au magasin, sur le chantier, nous ne pensions qu'à notre travail de chaque jour lorsque – brutalement – la nouvelle tomba sur nous. C'était la guerre! Oh! On parlait bien un peu de guerre depuis quelque temps, il y avait et du grabuge dans l'Est et des négociations délicates étaient en cours, mais nous ne croyions véritablement pas que tout cela pût résulter la guerre ... Et nous étions tellement pacifiques, les élections avaient tellement été à gauche, nous étions si occupés par le dernier « Tour de France » (1) qu'il ne nous semblait pas possible que toute cette quiétude fût anéantie par un coup de tonnerre. Le coup de tonnerre se produisit cependant, l'agression était manifeste et tout un peuple se trouva debout ... Les uniformes sortaient des armoires, les musettes se gonflaient de liquide et de solide, les vieux réservistes tâchaient de se remémorer les principes du service en campagne... et les copains (2) qu'ils allaient retrouver dans le rang. Une pensée dominait : « On nous attaque! Défendons-nous! »

L'ancien combattant n'oublie pas de juger le passé récent d'après-guerre :

« Bien sûr, depuis, des coupeurs de cheveux en quatre (3) ont voulu nous démontrer que nous étions dans notre tort, que la France était responsable de la guerre et qu'il ne fallait pas se battre. Que ces subtils discuteurs nous excusent ; nous n'avions pas beaucoup de temps pour consulter les archives diplomatiques ; les uhlans franchissaient les frontières (4). Quand le feu éclate, on l'éteint d'abord! Et, n'est-ce pas, comme nos arrière-grands-pères, nous préférions mourir en combattant que d'être asservis. En cet anniversaire, est-ce trop que de demander une pensée émue à la mémoire de ceux qui moururent pour la liberté ? Cette liberté dont sont bien aises de jouir ceux-là mêmes qui défendent qu'il soit inutile de la défendre! Dix-neuf ans après 1914! »

- (1) : Le « nous » est plus un « je ». AB est très occupé par « le Tour de France, cf le chapitre III « AB le sportif, le cyclo, le Tour, l'Aubisque ».
- (2) : « Copains », mot plusieurs fois employé dans le livre « Là-Haut », cf le chapitre II cidessus « AB le zouave, l'ancien combattant »
- (3) : L'une des expressions favorites d'AB ... écrite par un chauve
- (4): AB ne variera pas. Quand les « uhlans arrivèrent en France, en Béarn en 1940, il deviendra résistant à l'occupation allemande. Lire ci-après le chapitre V « AB le résistant ».

d) Le 5 août 1933, Point de Vue « Imprudences estivales »

AB raconte toutes les imprudences commises pendant les vacances sur une plage et en montagne : « Ce gros monsieur congestionné, qui après onze mois de ronds de cuir (JPC : employé de bureau), s'amuse à se faire rôtir le cuir pour bien montrer aux collègues, à la rentrée, que lui aussi a pris des vacances sportives ... Tous les jours, on entend parler également de gens qui, vivant habituellement en terrain plat, s'en vont s'attaquer à la montagne, laquelle sait admirablement bien se défendre. Ces pauvres diables partent sans guide faire une promenade, la prolongent inconsidérément, veulent monter toujours plus haut – pour dire à la rentrée : « Nous avons « fait » la « Tête d'Eléphant, 2 853 mètres, ma chère ! » La promenade se termine par un retour sur une civière. Dans tout cela, il y a une admirable leçon de modestie pour les humains, la nature et les éléments ne se laissent pas faire du premier coup et ils semblent presque mettre une coquetterie à n'être vaincus que par ceux qui se sont donné du mal dans ce but. Avant de prétendre à des vacances

sportives, il y a donc une préparation élémentaire qui s'impose hors des vacances ... La nature est en quelque sorte une grande dame qui demande à ce qu'on fasse sa connaissance petit à petit et, trop souvent, il lui arrive de châtier les gens trop familiers qui veulent lui taper sur le ventre à la première rencontre! »

AB pourrait faire aujourd'hui les mêmes constats ... comme quoi les campagnes de prévention annuelles ne servent à rien !

e) Le 6 août 1933, Point de Vue « Sortir du jeu »

AB se réjouit d'un futur « enterrement » de la S.D.N.

f) Le 9 août 1933, Point de Vue « Les Allemands n'étaient pas là! »

Lors d'un congrès syndical international, les représentants de l'Allemagne étaient absents : « Quand nous fîmes remarquer aux intéressés ce que cette absence avait d'inquiétant, ils nous répondirent : « Ah ! C'est que les Allemands n'ont pas pu venir, Hitler le leur avait interdit ! » Explication qui n'était qu'une aggravation ! En effet, si les Allemands pacifistes, internationalistes, syndicalistes, ou tout ce que vous voudrez, se « dégonflent » avec tant de facilité en pleine paix, comment pouvez-vous supposer un quart de seconde qu'ils auront le cran nécessaire pour s'insurger dans le cas où Hitler — ou un autre — serait pris de folie belliqueuse... Il parait qu'il y a d'autres instituteurs que ceux qui prêchent la désertion en temps de guerre, mais comme ce sont ces derniers qui crient très fort, alors que les autres se taisent, il faut bien que nous nous occupions surtout des extrémistes. Eh bien, si rien n'est officiellement fait pour rappeler ces derniers au respect de leurs devoirs, nous pourrons dire que nous poussons notre jeunesse vers l'abîme. Abîme où elle tombera au chant de « l'Internationale » pendant que ceux qui l'auront poussée entonneront le « Deutschland über alles ».

AB ne manque pas une occasion pour dire ce qu'il pense des Allemands, des pacifistes et de l'Allemagne avec ou <u>sans</u> Hitler. Thèmes qui sont abordés régulièrement par l'éditorialiste. AB veut aussi rappeler aux citoyens leur devoir pour défendre leur pays au cas où.

g) Le 13 août 1933, Point de Vue « Paquetage S.F.I.O. »

L'éditorialiste observe que les candidats S.F.I.O. ne se présentaient pas avec un « paquetage politique » identique : « Si les socialistes avaient carrément et loyalement inscrit la suppression de la propriété sur leur paquetage, il y a bien longtemps qu'ils n'auraient plus de propriétaires parmi les électeurs. Mais il reste quand même bon nombre de propriétaires parmi les élus (de la S.F.I.O.) »

h) <u>Le 17 août 1933. Point de Vue « Langues vivantes » par un autodidacte polyglotte</u>

Dans ses écrits, AB reviendra souvent sur son opposition aux « nouvelles méthodes » mises en œuvre dans les écoles. Ayant terminé ses études à l'école primaire en sachant bien lire et compter, et surtout écrire en bon français, il estimait que les nouveautés n'avaient que des conséquences néfastes. Le 17 août, son jugement sans nuance s'applique à l'apprentissage des langues vivantes :

« Il en est de l'enseignement des langues vivantes comme des autres branches : il semblerait que, dans le désir de perfectionner cet enseignement, on l'ait compliqué à loisir. Je sais que l'on a voulu faire table rase des vieux systèmes qui consistaient à inculquer

progressivement les rudiments de la langue à l'élève en lui faisant traduire à satiété : « Mon grand-père a un cheval noir » ou toutes autres phrases aussi <u>abracadabrantes (1)</u>. Ce système avait pourtant du bon en ce sens qu'au bout de quelques temps, l'élève savait tout de même comment l'on dit un grand-père, un porte-plume et un cheval noir dans une langue quelconque. Ces travaux d'approche correspondaient en somme aux bâtons que le jeune enfant trace sur son cahier, en tirant congrument la langue, avant d'être admis à écrire de véritables lettres et des phrases. Brusquement, on a voulu initier les élèves à des rédactions compliquées ou leur faire des discours dans la langue même sans toutefois leur en faire apprendre les rudiments. On semblait presque décider que l'acquisition d'une langue est une question d'imagination alors que c'est uniquement une question de mémoire et, surtout, d'oreille. Or, pour exercer la mémoire et l'oreille, il n'est guère de meilleur système que le rabâchage obstiné... Il serait temps de rectifier le tir en revenant au porte-plume que ne possède pas le grand-père et au cheval noir de l'oncle. Sauf erreur, il vaut mieux, en toutes choses, commencer par le commencement ».

(1) : souligné par nous

Quelques lecteurs, enseignants, ont dû se dire : « ce Mr Bach, que connait-il en termes de pédagogie de l'enseignement... D'ailleurs parle-t-il l'anglais ? » Plus tard, à la lecture de « Ouest Océan » (cf ci-après « AB l'Allemand »), ils ont pensé : « Ah oui, il doit parler allemand... »

Evidemment André Bach restera très discret sur son parcours linguistique. Les « langues vivantes », il les a surtout apprises sur place : à Londres, au Brésil, « Là-haut » pendant la guerre, etc ... AB est « polyglotte autodidacte » parlant parfaitement l'anglais, l'allemand et très correctement le portugais et pratiquant l'espagnol et l'italien. C'est un trait de la personnalité d'AB, parler très peu de soi-même. Autre exemple, il est très rare qu'il écrive clairement qu'il lui manque un bras ... un grand invalide de guerre très pudique. Sur plusieurs photos, toujours bien habillé, il fait en sorte que l'on voit son côté avec le bras, et pas celui sans bras.

i) Le 19 août 1933, Point de Vue « Un moment mal choisi »

L'annonce qui nous est faite que « le monument à la gloire de M. Briand sera inauguré le 11 Novembre, jour anniversaire de l'Armistice à la victoire » met AB en colère :

« Il n'y a pour moi, d'ailleurs, qu'une cérémonie qui s'impose ce jour-là. Celle qui consiste à se recueillir dans les cimetières ou devant les monuments aux morts. Là, notre pensée émue retourne à tous les braves gens qui sauvèrent la Patrie en perdant leur vie, le plus souvent en silence. Et non au rhéteur (1) qui conquit une gloire frelatée en prononçant des discours et en nous faisant avaler des couleuvres. »

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

(1) : Il s'agit d'A. Briand.

j) Le 22 août 1933. Point de vue : « Attente »

AB est contre toutes les formes de dictature : celle du prolétariat récemment prôné par les socialistes mais aussi le fascisme, l'hitlérisme et le bolchévisme et AB devient ironique : « ... dorénavant, on peut admettre la dictature sans être « à priori » suspecté d'être réactionnaire ».

Le même jour, en page 1, deux colonnes par F. Hulot : « En feuilletant le budget de l'Etat de 1933. Economies à réaliser ».

k) Le 27 août 1933. Point de vue : « Gréviculture »

Ce titre aurait dû être : « C'est la faute aux communistes ». AB comprend que les petits mariniers dont les embarcadères ne sont pas automotrices « fassent grève ». Mais « tout pouvait se régler amicalement par des conversations menées sous l'égide des pouvoirs publics. C'est alors qu'interviennent les meneurs, en l'espèce communistes, cette race répugnante des gens qui vivent des conflits sociaux… » L'attaque est sans nuance.

I) Le 30 août 1933. Point de Vue « Appel à la logique »

AB est très clair à propos des fortifications de la ligne Maginot : « Rien ne servirait d'avoir des frontières protégées et gardées si l'on a l'ennemi par derrière. De quoi serviraient les fortifications contre l'ennemi du dehors si on laisse l'ennemi du dedans travailler sans être gêné ? »

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

6) <u>SEPTEMBRE 1933</u>: les Juifs, l'Allemagne, Hitler et la SDN

a) <u>Le 1^{er} septembre 1933. Point de vue : « Les juifs allemands et les locomotives »</u>

Cet édito montre qu'AB n'anticipe pas ce que les nazis vont faire aux juifs comme de très nombreux intellectuels, journalistes, responsables politiques et religieux en 1933. Nous reviendrons sur ce sujet, cf ci-après.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

b) Le 11 septembre 1933. Point de vue : « Conversion »

Jusqu'à maintenant, AB se montrait très anti A. Einstein pour des raisons souvent peu explicites, et parfois avec une allusion à sa judaïcité. Ici on comprend mieux: « On se souvient qu'il n'y a pas si longtemps, il (Einstein) allait prêchant la désertion et l'objection de conscience... Aujourd'hui, chassé d'Allemagne, il se trouve réfugié en Belgique... ex-exil et objet de menace de mort... lui aussi a découvert l'utilité des mesures <u>armées</u> propres à protéger les individus ». AB est « aux anges » de citer Einstein dans la « Patrie humaine » (Belgique): « Il y a peu de temps encore, on pouvait espérer combattre en Europe, par le refus individuel du service (militaire). Mais aujourd'hui il y a au centre de l'Europe un Etat (l'Allemagne) qui prépare la guerre par tous les moyens ... dans ces conditions... surtout la France et la Belgique se trouvent en très grand danger et ils ne peuvent compter <u>que sur leur préparation</u> ».

Bach et Einstein se sont-ils réconciliés ?

c) Le 13 septembre 1933. Point de vue : « De mieux en mieux »

« ... Hier avait lieu à Paris, salle Wagram, un grand meeting de protestation contre Hitler et le régime hitlérien. <u>Remarquons en passant</u> (1) que les organisateurs du meeting ont un léger retard. Ils n'ont jamais protesté (2) quand Hitler proférait des menaces à l'égard de

notre pays. Ils sont restés cois (2) quand les hitlériens ont organisé des incursions sur notre frontière. Ils sont restés dans leurs trous (2) quand des citoyens français ont été molestés en Allemagne. Ils organisent maintenant un meeting parce que Hitler a expulsé des juifs (2) et parce que le Professeur Einstein (2) – nouveau converti à la défense nationale – est menacé ».

(1) : C'est dire qu'AB insiste

(2): Est-ce exact?

d) <u>Le 16 septembre 1933. Point de vue : « L'arrivée des Russes »</u>

Article très ironique à propos du voyage de Pierre Cot à Moscou, avec un raccourci historique très antimarxiste.

e) <u>Le 18 septembre 1933</u>

François Hulot, éditorialiste dans les journaux de P. Taittinger met en cause <u>La Petite</u> Gironde :

« La Petite Gironde, à l'égard de laquelle je professe le respect que l'on doit à une personne d'âge qui a su garder, après plus de 22.000 numéros parus, une fraîcheur et un format également digne d'admiration, a le secret de provoquer chez ses lecteurs des étonnements renouvelés et inattendus. Pendant les élections dernières, sa politique, dans les différentes circonscriptions de sa zone d'influence fut subtile et déconcertante. Les résultats n'en furent pas éblouissants. Oublions le passé... La Petite Gironde, depuis un an, ouvre ses colonnes aux radicaux repentis, tandis que La France offre les siennes aux socialistes repentants. Au milieu de tout cela, le public, le brave, l'excellent public se débrouille comme il peut. Il y a quelques jours, La Petite Gironde nous offrait, à propos des instituteurs qui veulent saboter la défense nationale et organiser la grève générale devant l'envahisseur, un article de l'un de ses principaux collaborateurs, M. Aussarès ».

Ce n'est sans doute pas la première escarmouche entre une publication (de droite) et La Petite Gironde plus « au centre ». Il y en aura une autre plus sérieuse en février 1934. Nous sommes attentifs aux relations entre L'Echo Rochelais et La Petite Gironde pour les raisons qui seront développées dans le second semestre 1936 à La Rochelle et surtout à Pau.

f) Le 19 septembre 1933. Point de vue : « Aryens »

AB complète ses points de vue sur les Allemands et Hitler:

« On reste transporté de saisissement lorsque l'on constate avec quelle apparente facilité, les Allemands se sont ralliés au mouvement hitlérien qui, apparemment, ne repose pas sur grand' chose, mais, au fond, est bâti sur la misère des temps et la propension naturelle qu'ont les Allemands à se mettre en colonne par quatre : « Pour défiler, à gauche ! En avant marche » ... On sait qu'Hitler a bâti la moitié de son système sur la prédominance de la race « aryenne » qui, selon lui, doit seule subsister en Allemagne, ... Or, un savant docteur nous révèle dans « Le journal des Débats », qui est un journal sérieux, que la race aryenne n'existe pas ! ... L'Allemagne est peuplée par un mélange de races diverses, de Slaves, de Nordiques, ... Ce qui prouve que les Allemands – malgré leurs apparences de gens sérieux, appliqués, pondérés et objectifs – manqueront toujours de cette suprême qualité : la mesure. »

g) Le 22 septembre 1933. Point de vue « Roue de rechange »

« Les billets de la loterie nationale ont été mis en vente hier et, si nous en croyons la grande presse, non seulement il n'y en aura pas pour tout le monde, mais encore, il n'y en a plus! Ce qui prouve combien étaient dans le vrai ceux qui prétendaient, depuis longtemps, que la loterie était un des meilleurs moyens pour faire rentrer des fonds dans les caisses de l'Etat. Maintenant que le ministre des Finances a vu combien le public goûtait cette innovation, on peut supposer qu'il va se montrer moins timide et y aller carrément. Il y a peut-être abondante matière à philosopher (1) dans le fait que les citoyens se ruent aux guichets où l'on vend des billets et ruent dans les brancards quand il s'agit d'aller aux guichets du percepteur! Mais, le fait est là, patent, la loterie est un succès (2). Comme l'ont été de tout temps la loterie espagnole et les « Sweepstakes » irlandais. Quoique fut interdite en France la vente des billets des loteries étrangères, nos services des finances ne doivent pas être sans connaître le nombre respectable de millions qu'elles ont drainé hors de France. A nous de faire déverser cet argent dans les coffres de l'Etat, non point d'un robinet timide et craintif, mais à flots. Et puisque le Français préfère acheter cent francs de chances au paiement des contributions diverses, il v a peut-être un moyen de concilier les deux choses et utiliser l'amour du hasard pour vaincre l'aversion envers le fisc. Que diriez-vous d'un système qui contribuerait gratuitement, - c'est une façon de parler, - des billets de loterie aux contribuables. Pas à tous, naturellement, mais aux contribuables disciplinés qui paient leurs impôts en temps voulu. Supposez que, tous les ans, on tire le 1er juillet, une loterie dite « fiscale », au bénéfice de tous ceux qui ont payé leurs impôts avant le 30 juin. Il suffirait pour cela que l'Etat paie en billets de loterie une prime de cinq pour cent des impôts ainsi versés à échéance! Et, si l'on calcule ce que l'Etat paie en intérêts quand il emprunte et les dépenses d'employés, d'heures supplémentaires et de paperasserie qu'entraine la recherche des débiteurs récalcitrants, on trouvera peut-être que l'Etat y gagnerait ? Je soumets mon projet à qui voudra le prendre et sans demander de droits d'auteur ni de billets de faveur. Maintenant que l'on est engagé dans cette voie pavée d'or, on peut continuer ; il n'y a que le premier pas qui coûte. Trop longtemps, l'Etat a voulu faire la fine bouche et se réfugier derrière des arguments de moralité alors qu'il est loisible à tout citoyen de perdre son argent à la roulette, au baccarat, en encourageant la race chevaline ou tout autre exercice attrayant. Voici le char de l'Etat avec une fameuse roue de rechange ; celle de la fortune. »

- (1) : Ce sont des « Points de Vue » pour philosopher ou se moquer des citoyens ?
- (2) : Nous verrons que l'éditorialiste s'intéressera de près à l'activité « Loterie » à La Rochelle au titre du localier/badaud, cf ci-après.

h) Le 23 septembre 1933. Point de Vue « Galimatia »

Un très long texte d'AB sur un de ses sujets préférés : l'enseignement des enfants. Il s'insurge contre « une théorie destinée à libérer les cerveaux de la théorie des autres théories ! Pauvre gosse ! On prétend maintenant leur enseigner la certitude à l'âge où ils ont bien de la peine à apprendre que La Seine passe à Paris et que deux et deux font quatre ».

i) <u>Le 24 septembre 1933. Point de vue : « Il s'agit de s'entendre », et de bien lire AB :</u>

Quand l'éditorialiste AB utilise ce titre, c'est le signe qu'il a l'impression que l'on ne veut pas partager son « point de vue » et qu'il va recommencer sa démonstration sur un de ses sujets de prédilection, <u>l'Allemagne et les Allemands</u>:

« Tous les cinémas passent en ce moment des vues d'actualité représentant des meetings et autres divertissements hitlériens. Cela bat de loin tout ce que l'on a déjà vu dans cet ordre d'idée – ce qui n'était déjà pas mal – et il y a de quoi faire dresser les cheveux sur la tête des spectateurs qui en possèdent. Car ces vues démontrent clair comme le jour que les Allemands sont revenus à leur mentalité d'avant 1914 - sinon pire - celle de la guerre « fraîche et joyeuse ». Comme quoi on ne se refait pas! A la sortie du cinéma, le public commente longuement ce qu'il a vu et on se rend compte que les yeux commencent à s'ouvrir. La réaction est salutaire. Mais cela ne fait pas l'affaire des désarmateurs à outrance qui, lorsque nous enregistrons ces faits, nous disent : - Vous êtes contents, hein ? Vous vous réjouissez de voir le renouveau du militarisme allemand, puisque vous n'avez qu'un désir, celui de remettre ça ! Vous êtes l'instrument indirect des marchands de canons ! Alors je réponds, il s'agit de s'entendre! Nous prétendons tout d'abord qu'il n'a pas un seul Français qui désire « remettre ça ». Quand la guerre a été terminée, nous étions tous dans d'excellentes dispositions pour serrer les Allemands sur notre cœur, persuadés que nous étions que l'avènement de la République allemande signifiait la fin de l'impérialisme et du militantisme. Nous nous basions sur nos précédents historiques. Et nous nous sommes largement trompés. Car, où est-elle la République allemande?

Oh! elle a montré un visage d'honnête République tant qu'il s'est agi de négocier, de « finasser » et d'obtenir des concessions sur les réparations ou des abandons sur l'occupation. Et plus nous cédions, plus la République changeait de figure. Et si nous nous refusons à considérer M. Aristide Briand comme un grand homme – et bien d'autres avec lui – c'est justement parce que lui, qui devait être ou qui aurait dû être informé de la réalité, a toujours fermé les yeux, par ignorance, par nonchalance ou pour rester sur son piédestal d'homme de la Paix! Il est mort, paix à ses cendres. Petit à petit, nos yeux se sont donc ouverts et nous avons crié : méfiance! On nous a répondu : « vous êtes des buveurs de sang! Pour avoir la paix, il suffit de crier : Vive la Paix et de désarmer! »

Par analogie, on pourrait aussi dissoudre les formations de sapeurs-pompiers et crier : « A bas les incendies! » Et accuser ceux qui prétendent que les pompiers sont utiles d'être subventionnés par les constructeurs de pompes et les fabricants de tuyaux! Ce serait tout aussi logique. Nous ne désirons pas plus la guerre que nous ne désirons les incendies, mais quand on a des voisins qui préparent de formidables moyens militaires ou qui se promènent près de votre maison avec des torches, la plus élémentaire prudence exige que l'on conserve des moyens de défense et des sapeurs-pompiers. A peu près tout le monde admet cela maintenant et nous avons entendu en privé des conversations d'hommes très à gauche et très briandistes qui parlent maintenant exactement comme nous parlons depuis plusieurs années. Le moment n'est peut-être pas très éloigné où ils le diront tout haut, comme M. Daladier a eu le courage de la faire. Il n'y a pas si longtemps. Que l'on enterre donc les vieux clichés et les stupides bobards sur les marchands de canons. Nous n'avons jamais accusé les super-pacifistes d'être subventionnés par les fabricants de cercueils ».

Ce 24 septembre, Pierre Taittinger publie un très long article « L'inquiétude du pays : esquisse d'un plan de redressement budgétaire et financier ».

j) <u>Le 26 septembre 1933. Point de Vue : « Un clan chasse l'autre »</u>

En 1933 AB s'étonne ou fait semblant de s'étonner que les journaux s'intéressent aux affaires criminelles. Pourtant il consacra aussi ses affaires parmi ses meilleurs « papiers » : « Le public commençait à être rassasié de l'affaire Nozières et demandait un nouvel aliment pour son petit-déjeuner, puisqu'il est convenu que le crime du jour doit accompagner le café au lait, le pain, le beurre... ou l'autobus et le métro. Un journal important, qui ne parlerait pas de ses tristes choses, serait vite disqualifié et ses lecteurs ne manqueraient pas de dire : - Quel canard! Il y en a trois colonnes dans le « Sémaphore de Romorantin ». Ce qui

n'empêcherait pas lesdits lecteurs de dire le soir à la table familiale : - C'est inconcevable le battage que l'on fait autour de ces fripouilles. Quels exemples donne-t-on à la jeunesse, alors qu'on ne parle jamais de la distribution des prix de vertu de l'Académie Française. Comme si jamais personne avait lu les comptes-rendus de séance de l'Académie quand elle distribue les prix de vertu! Un journal qui les publierait « in-extenso » perdrait vite les troisquarts de ses abonnés. En l'occurrence, on se trouve donc devant un vœu tout platonique du public, vœu qu'il profère par habitude et parce que « cela fait un sujet de conversation » ... On ne dit plus que les affaires criminelles sont des inventions du gouvernement, mais on fait exactement comme si cela était. Et les gouvernements ont, au fond, raison de traiter les peuples comme de grands gosses à qui il faut coller des jeux pour leur faire oublier les affaires sérieuses... En Allemagne, on a perfectionné le système, on brûle le Reichstag pour fabriquer de toutes pièces un beau procès, les incendiaires dictant les décisions du tribunal, ce qui peut s'appeler « être juge et partie » dans la pleine acceptation du mot. Enfin, il faut considérer toutes choses avec philosophie (1), la terre continue à tourner, personne ne meurt de faim chez nous, tout le monde lit les péripéties des affaires Nozières et Dufrenne dans le journal, et peu de monde s'inquiète de la rentrée du Parlement. Dans quelques lustres, devenus encore un peu plus vieux, nous dirons en parlant de 1933 (1): - Tu sais? C'est l'année où il y a eu la grande loterie dont le gros lot a été gagné par un monsieur qui s'appelait « Emile » et qui était marin! »

(1) : Souligné par nous. Même avec « philosophie », AB a toujours « sur l'estomac » le gagnant du gros lot qui n'est ni « Emile » ni marin, mais M. Pichot, cf le 27 août au B) ci-après.

Cet article est aussi un exemple de « flexibilité » des rubriques d'éditos (Points de Vue) et du localier avec les signatures André Bach, « A. B. », Jean Méliès, Badaud, « P. P. »

7) OCTOBRE 1933 : la chute de Daladier. Les Américains « à gorge, que veux-tu ». AB fait son autoportrait de comptable.

a) <u>Le 6 octobre 1933, Point de Vue « Colonne », un sergent Fournier et de la classe au Maroc</u>

Loin de la politique, AB se souvient d'une mésaventure pendant son service militaire au Maroc puisqu'il avait mal inscrit les bons chiffres dans une colonne d'un formulaire. Style plein de légèreté et d'humour pour bâtir tout un « système philosophique » :

« Tout à fait incidemment, j'ai appris l'autre jour que, pour être en règle avec les services des assurances sociales, les médecins avaient à remplir et fournir des états, longs de 50 centimètres, bien garnis de lignes longitudinales coupées à angle droits par les traits de multiples colonnes, comme il convient à des papiers administratifs. De suite, à titre de consolation, j'ai communiqué cette trouvaille à mon administrateur, lui qui ronchonne toujours parce qu'il doit coller des timbres dans des colonnes de toutes petites cartes de rien du tout, une quinzaine de centimètres ! Et j'ai bâti tout un système philosophique sur ces colonnes aussi symboliques que celles du Temple. Toute notre vie, nous vivons dans les étroites limites de colonnes administratives. Dès notre naissance, l'Etat nous enrôle et nous encadre – c'est le cas de le dire – par le moyen des statistiques démographiques, lesquelles sont bien pourvues de colonnes, divisant les individus en de multiples catégories. Ce seront

ensuite les colonnes de feuilles de recensement, celles du conseil de révision, celles du régiment, puis du percepteur et la mort elle-même ne nous délivre pas de ces limites séparatives, puisque la statistique des décès nous guette encore avant que nous entrions dans les colonnes des Pompes funèbres. Même quand nous nous croyons libres, dans la rue, nous devons passer entre les colonnes de clous des passages « cloutés ». D'ailleurs, mon respect pour les colonnes date d'il y a longtemps : d'une petite histoire qui prouve que, quand les colonnes le veulent, elles sont remplies d'humour et de gaieté. J'étais alors sergent-fourrier, et « de la classe » (pas pour longtemps, mais j'ignorais le détail). Etant de semaine, j'avais à préparer, pour l'adjudant de bataillon, l'état quotidien des effectifs dudit bataillon qui, à l'époque, se baladait dans les plaines dénudées du Maroc Oriental (1). C'était un bien bel état que cette situation d'effectifs : il y avait de multiples colonnes pour chaque catégorie de militaires : chefs de bataillon, capitaines, sergents-majors, tambours et clairons, chevaux, mulets, subsistants, officiers en mission, etc., etc.... Or, par un bel après-midi, les effets du soleil et d'une sieste prolongée furent néfastes pour l'harmonie de l'état d'effectifs. Somnolent, sans l'en apercevoir, je calculai tout mon travail d'une colonne. Mon supérieur hiérarchique ne s'en rendit pas compte, pas plus que les échelons successifs par lesquels passait mon travail « hérétique ». Je ne connus l'étendue de la catastrophe que guelgues semaines plus tard, quand une note du corps d'armée, dégringolant l'échelle hiérarchique dans le sens contraire de mon état, demandait, en termes comminatoires, des explications sur le cataclysme qui avait bien pu se produire dans le bataillon! Mon état révélait, en effet, que le bataillon comptait 67 capitaines, 133 tambours-majors, qu'il y avait 677 tambours et clairons, et que les hommes de troupes avaient complètement disparu, sans compter que tous les mulets étaient en permission et les chevaux inscrits dans la colonne : « officiers en mission ». Les sanctions se multipliant au fur et à mesure que la note tombait des régions hiérarchiquement supérieures - conformément aux lois réglementant la chute des corps mon erreur me valut un nombre respectable de jours d'arrêt! Mais, je l'ai dit, j'étais de la classe, et ce seul fait compensait largement le châtiment. Il n'empêche que, depuis ce jour, j'y regarde à deux fois avant d'inscrire un chiffre dans une colonne! »

(1) : Cet édito permet à Sergent-fourrier AB de narrer un souvenir de la fin de son service militaire au Maroc après l'Algérie (cf ci-après). Ce texte complète le chapitre II « AB le zouave » ci-dessus.

b) <u>Le 18 octobre 1933. Point de vue : « L'impossible contrôle »</u>

« Coup sur coup nous apprenons que la Belgique et la Suisse viennent de prendre des décisions énergiques en ce qui concerne la protection de leur frontière ». AB, en référence à un article de « L'homme libre » va citer un député radical socialiste E. Lautier : « Ne parlons pas des dix années qui ont suivi (après 1924) pendant lesquelles tous nos gouvernements ont rivalisé de zèle germanophile et fait tous les ans des concessions nouvelles ». Et « L éon Blum qui écrit « il faut réaliser le désarmement avec ou sans l'Allemagne » ».

Le désarmement devient une véritable « obsession » d'AB, compte tenu de ce qu'il pense sur l'Allemagne, toujours très « germanique », avec ou sans Hitler.

En P.S. de ce point de vue du 18 octobre : « Les quelques lignes étaient écrites avant que parvint la nouvelle que l'Allemagne quittait la S.D.N. L'Allemagne vient ainsi de régler la question du contrôle en ce qui la concerne! »

c) <u>Le 25 octobre 1933</u>. Titre de la page 1 : « <u>Après la chute du cabinet</u> Daladier » :

• Très longue analyse d'André Tardieu « une situation nouvelle »

- Par J.M. (Jean Méliès, AB) « <u>Comment est tombé le Ministère</u> : « Le Ministère Daladier a été renversé sur le vote de l'amendement Lassalle ... repoussé par la chambre par 329 voix contre 241 ... Cet amendement instituant un prélèvement de solidarité sur les traitements des personnes assurées de toucher leurs appointements à la fin du mois »
- Reproduction d'une petite interview de Pierre Taittinger dans « La Liberté » : « Pierre Taittinger, notre **Directeur politique** a déclaré... ». Ce titre de Directeur politique sera peu employé. P. Taittinger signera la plus souvent « Député de Paris » et parfois « Président des Jeunesses Patriotes » mais il a le mérite de bien signifier que la ligne éditoriale et les engagements politiques et électoraux dont donnés par P. Taittinger, propriétaire de L'Echo Rochelais.
 - Une revue de presse très fournie.

• Point de vue : « L'éléphant, l'âne et la bouteille de cognac »

AB continue de se montrer anti-Etats-Unis du fait de son « neutralisme / isolationnisme ». Il n'oublie pas les soldats US pendant la « grande guerre », mais « On s'est fait de douce illusion en France au moment de l'élection de M. Franklin Roosevelt à la présidence des Etats-Unis. On a cru que l'accession au trône d'un homme à la mine souriante, et qui parlait un peu le français que M. Henriot pris pour de l'anglais (JPC : AB est moqueur) changerait totalement la face des choses ... connaissant passablement les Américains par fréquentation directe (1) nous (AB) avions cru bon de faire des réserves sérieuses (la politique extérieure de Roosevelt) ... Un des principaux espoirs de Roosevelt était que, du fait de son humidité (1), il ferait aboutir l'abolition de la prohibition (2) et que nos producteurs de vers et d'eaux-de-vie pourraient ensuite humecter (2) les Américains à gorge, que veux-tu (2) ».

La prohibition fut abolie mais « à peine nos exportateurs faisaient-ils les premiers pas pour expédier des produits de luxe aux USA que le susdit déclarait ... que ses services mettraient l'embargo sur les expéditions (JPC : venant de la France), ceci à titre de « saisie gagerie » pour les sommes dues (JPC : par la France) au titre de dettes de guerre (l'argent dépensé par nous pour faire casser la figure de nos troupes (3) en attendant que les Américains soient prêts à venir gagner la guerre (3). On n'est pas plus aimable. Et les produits français sont restés à terre ... La morale de cette histoire, c'est que nos intérêts ont été très mal défendus à Washington (JPC : par qui ?), en face de l'âne successeur de l'éléphant (4) et que nous aurions gagné à y être représentés par des gens connaissant la valeur commerciale d'une bouteille de fine et d'un billet de cinq dollars. Et non point par un homme (JPC : Henriot) qui salue solennellement le statut de la liberté (4) sans se rendre compte que c'est tout simplement un bureau d'octroi (5) ».

- (1) : AB a eu deux périodes pour connaître directement des Américains, soit avantguerre pour se rendre au Brésil (Paris – New York ?), soit pendant la guerre bien que jamais indiqué dans ses écrits (ses Carnets de guerre, son livre « Là-Haut », cf ci-dessus le chapitre II)
- (2) : AB a dû écrire « humanité ». Mais parlant de prohibition d'alcool et d'« humecter » la gorge des Américains, sous l'effet d'un bon pacherenc, AB a écrit avec « humidité » de Roosevelt, à moins que ce soit une erreur du typographe. L'expression a « gorge que veux-tu » devait avoir cour à l'époque.
- (3) : Raccourci historique peu acceptable, mais l'éditorialiste ne peut pas toujours être nuancé
- (4) : Eléphant (emblème du parti des Républicains ... aux USA, pas en France. Les « éléphants » ont été réservés au P.S. / S.F.I.O.
- (5) : AB est en colère... et pourquoi ? Vire-t-il anti américain primaire ? La statue de la liberté est un monument symbole, l'octroi (douane) une contingence administrative / commerciale. Comme tout éditorialiste, parfois la plume d'AB dérape... et les écrits

restent sauf que pour 99,99 % des journalistes/éditorialistes/historiens, vingt ans et à fortiori soixante-dix ans après, personne ne s'acharne à relire les éditos... sauf un petit fils, un peu journaliste, un peu historien ... à la retraite.

d) <u>Le 27 octobre 1933. A la une</u> :

- « Après la chute » (du Ministère Daladier). « <u>La rupture du Cartel (des gauches)</u> tournant de la législative » par Pierre Taittinger.
- « Le Ministère Sarrant est constitué ».
- « On prend les mêmes et on recommence » par « J.M. » (AB) : « C'est le dosage habituel en pareil cas, ce qui n'a rien à voir avec l'intérêt supérieur du pays... Comme le prévoyait notre directeur politique Pierre Taittinger, dans ses déclarations à la liberté, on continue à patauger dans le statu quo. Attendons la suite ».

Est-il cohérent un jour de parler de « statu quo » et d'écrire le lendemain « un tournant de la législative ...? J. M. doit faire vite. Les typos de l'imprimerie sont à la porte pour respecter les délais et les horaires de parution du journal.

• Point de Vue : « Apologie de la comptabilité »

Ce point de vue qui ne parle ni de politique, ni d'un commentaire de badaud est intéressant à double titre. Tout d'abord c'est le seul écrit d'AB sur son activité professionnelle entre 1920 et 1930 (cf le chapitre « La vie d'AB en résumé »). Ensuite ce texte est au milieu de la page une du 27 octobre, développant et commentant les informations politiques nationales (cf cidessus).

Voici un autoportrait : AB comptable par AB :

« La plume en équilibre instable sur l'oreille, les lunettes remontées sur le front, l'index péremptoire, le vieux caissier, - comptable méticuleux et ponctuel, comme le veut la formule classique, - vidait littéralement son cœur en un long monologue : - Mon cher Monsieur, il est temps que l'on rende justice aux hommes de la profession! Depuis trop longtemps, on s'est complu à nous considérer comme de simples rouages de l'administration, du commerce et de l'industrie. Au physique, notre traditionnel attachement au rond de cuir (1) nous vouait dans l'opinion publique à l'infériorité musculaire et à la constipation chronique. Au moral, des générations de littérateurs et de faiseurs de pièces nous ont représentés comme de simples manieurs de chiffres, sans idéal, et peu prompts en besogne. Citez-moi un seul ouvrage, un seul, qui ait un comptable comme héros d'une aventure de quelque envergure! - Eh bien! je vous le dis franchement, tout cela est de la plus haute injustice. En réalité, notre profession (2) est remplie d'activité cérébrale, d'efforts musculaires et, j'ajouterais, de poésie. Tenez, soupesez-moi ce grand livre, Monsieur, et encore ce journal (3). Ne pèsentils pas un poids respectable? - Nous connaissons même les joies du sport, celle de la chasse, Monsieur! Les erreurs de comptabilité sont pour nous comme des pièces de gibier que nous poursuivons avec passion, soit à courre, à travers les embûches des balances et des reports, soit en les traquant par des pointages impitoyables. J'ai même chassé des erreurs que je ne trouvais point tout d'abord et que j'abandonnais en apparence. En bien! tel un gibier vivant, elles perdraient de leur méfiance, et un beau jour, ressortaient à découvert (4) pour tomber sous ma plume. – Quant à l'intellect, songez, Monsieur, que toutes les agitations humaines, entreprises, négoces, entreprises lointaines, spéculations heureuses ou malheureuses, ascensions ou déchéances, suicides, aboutissent à des écritures comptables et des articles de journal se balançant au centime. L'amour lui-même est susceptible d'être traduit en chiffres et à figurer dans un bilan annuel. Une simple opération par « doit » et

« avoir » peut receler tout un drame. Un exemple ? Souvenez-vous d'Yver Kreuger, le roi des allumettes! Tout son fabuleux destin est maintenant enfermé dans des livres de comptabilité. — Et nous avons l'amour et l'orgueil des chiffres, Monsieur! Ces chiffres qui nous obéissent, que nous alignons comme des soldats à la parade, que nous faisons manœuvrer à notre guise et passer d'une colonne dans une autre, qui se livrent des batailles dont vainqueurs et vaincus voient leurs arcs de triomphe ou leurs épitaphes se dresser à la rubrique « Profits et Pertes ». N'est-ce rien que cela, Monsieur ? L'exaltation du caissier-comptable paraissant tombée, je me permis alors de lui expliquer ce qui m'amenait à son guichet. Il devint narquois! — Ah! Ah! Vous venez vous faire payer vos articles ? N'apportez-vous pas là la preuve éclatante de l'importance de mon rôle, qui, en ce moment même, est bien supérieur au vôtre, car après tout, je peux très bien vivre sans lire une seule ligne de vos productions, tandis que vous seriez bien embarrassé si votre nom ne figurait pas sur mon livre de caisse! Je me gardai bien de le contredire dans un moment aussi solennel que celui où il ouvrait son coffre-fort. André BACH »

- (1) : « Les ronds de cuir », expression de l'époque utilisée pour les employés de bureau. Ce morceau de cuir protégeait les manches de pulls ou vestes au niveau des coudes pour éviter que l'usure ne rende trop rapidement le vêtement inutilisable.
- (2) : « Notre profession » : AB a été comptable plusieurs années entre 1918 et 1932.
- (3) : Le « journal » de la comptabilité
- (4) : une erreur de comptabilité ne peut être doublée définitivement car elle ressort toujours « à découvert », mot utilisé à la chasse et en comptabilité. Si le petit-fils d'AB n'a jamais tiré un coup de fusil sur un lapin à « découvert », il a traqué des erreurs, malversations dissimilées lors de ses années d'Inspection d'agences bancaires (agricoles).

AB va jusqu'à assimiler l'activité de comptable à la chasse, l'amour, la parole militaire... La défense et l'illustration du métier indispensable du comptable se termine par le paiement des salaires tandis que la lecture d'un article de journal n'est pas ... indispensable. C'est l'humour d'AB journaliste.

AB a été comptable plusieurs années entre 1920 et 1930 (source orale de Germaine Bach et Jeanne Carlier Bach).

- 8) NOVEMBRE 1933: Encore les Allemands, la chute de Sarraut et « Mireille », « Abracadabrant ».
 - a) <u>Le 13 novembre 1933. Point de vue : « Les Allemands chez eux et chez nous »</u>

C'est un des éditos qui « nourrit » l'interrogation « AB est-il antisémite ? » et « raciste antiallemand ? » C'est pourquoi ce point de vue est mis en totalité ciaprès :

« Il faudra être un sans-filiste (JPC : écouter la radio) bien enragé pour rester aujourd'hui à l'écoute du résultat des élections allemandes ! Les Allemands, qui naissent au garde-à-vous et qui apprennent le pas de l'oie en même temps que l'alphabet, se sont rendus au scrutin en colonne par quatre, pour déposer dans l'urne un bulletin : « Ya ! » consacrant Hitler comme empereur ou « ersatz » d'empereur, peut-être en attendant qu'un empereur authentique se présente. Dans les circonstances actuelles, il serait d'ailleurs difficile aux

Allemands de faire autrement, car Hitler est un as en matière d'élections. Nous admirions dans le temps la façon dont on procédait aux élections dans les républiques sudaméricaines, où la compétition électorale était singulièrement simplifiée du fait que seuls les électeurs favorables au Gouvernement étaient inscrits sur les listes électorales. C'est pour cela que les changements de Gouvernement se faisaient ensuite suivant les règles de la balistique, à coups de revolver ou d'escopette. Hitler fait plus fort, il fait voter tout le monde pour lui, même ses adversaires. Mais en a-t-il encore ? Et on nous racontait que, l'Allemagne étant en république, nous n'avions plus rien à craindre! Où sont donc passés les républicains allemands, à qui nous devions faire confiance? Quelques-uns, on les compterait rapidement, sont en prison ; d'autres, un peu plus nombreux, se sont réfugiés à l'étranger ; la majorité a fait « Kamerad ! ». Chez nous, ils mourraient sur les barricades. Il y a tout de même une différence. On a pu noter une chose curieuse chez les Allemands qui se sont réfugiés à l'étranger. Naïvement, nous nous disions qu'ils allaient probablement partir vers l'Est, - surtout les juifs, - vers la Russie révolutionnaire où, précisément, ce sont les juifs qui ont fait la révolution communiste qu'Hitler veut annihiler. Or, ils se sont précipités chez nous, dans la France impérialiste et militariste qui, en martyrisant la pauvre Allemagne, a précipité l'avènement d'Hitler (c'est du moins ainsi que les Israélites allemands m'ont expliqué la chose). Nous n'avons donc pas une si mauvaise réputation que cela. Dans « la France » de Bordeaux, un article était récemment consacré à cette question des immigrés allemands et l'auteur s'inquiétait de ce que nous allions en faire. C'est que ce ne sont point des ouvriers et des agriculteurs, que nous pourrions à la rigueur utiliser, mais des intellectuels : médecins, professeurs, avocats, etc... dont il y a pléthore chez nous. Qu'en faire, puisqu'ils marquent une intention évidente de rester chez nous au lieu d'aller, par exemple, en Palestine, dans la Terre Promise? Voici un problème qui va demander de l'énergie, tout en demandant aussi de l'humanité. Logiquement, on sera obligé de bousculer un peu les désirs des immigrés et de leur faire comprendre que, s'ils veulent rester parmi nous, il leur faudra se plier à certaines règles et accepter certaines occupations qui ne sont pas leurs occupations habituelles. Ce ne seront pas des brimades, mais de la prudence. Quand on s'invite d'autorité dans une maison, - de préférence à une autre, - c'est bien le moins que l'on se soumette aux habitudes. Leur choix est évidemment flatteur, mais gênant, et il serait bien dommage que, dans quelques années, notre bonne réputation soit récompensée par des empoisonnements. André BACH »

JPC: différents éléments à « charge » contre les juifs sont de manière directe ou allusive mentionnés. Les écrits du journaliste AB dans L'Echo Rochelais sont à rapprocher du chapitre V « AB le résistant » : avec en particulier trois voyages Pau-Annemasse-Frontière suisse de décembre 1942 – janvier et juin 1943 avant son arrestation par la gestapo en août 1943 le conduisant à Buchenwald. Voyages probablement au service d'un réseau pour sauver des juifs.

• Ce même 13 novembre, un très long article à la une sur « De la politique extérieure de la France. Une interpellation de M. Taittinger »

b) Le 24 novembre 1933. En page 1 :

• <u>Un mois jour pour jour après la chute du cabinet Daladier, le cabinet Sarraut est renversé par 321 voix contre 247</u> ».

Edito signé trois croix « XXX » : « Sans surprise ... c'est sûr, un amendement Poulain ayant trait à l'exonération de base pour certains fonctionnaires que M. Sarraut a été renversé et condamné d'avance... la défection des socialistes entrainant fatalement sa défaite... pour notre part nous n'avons pas varié dans le choix des solutions que nous préconisons : ... faire l'union de tous les partis d'ordre (JPC : de droite) pour mettre fin sans retard au gâchis

financier et faire de nouvelles élections (1). Eclairé par les évènements, le pays ne votera plus rouge (JPC : à gauche) (2) ».

(1) : Régulièrement écrit par P. Taittinger

(1): Les élections de 1936 démentiront ce pronostic électoral

• Point de vue : « Initiatives à décourager »

AB ne commente pas l'actualité politique mais revient sur un souvenir d'enfance qui pouvait expliquer qu'AB, homme de culture (voir chapitre précédent et les suivants) qui aime et connait la littérature (surtout Rabelais), le cinéma, la peinture, ... semblait être étranger à la musique. AB n'aurait donc pas été d'accord avec son épouse Germaine et sa fille Jeanne pour que les quatre ainés Carlier apprennent à jouer d'un instrument de musique. Ce point de vue est probablement le seul que je récuse à 100%.

• Le localier « J.M. » (AB) : Le navire océanographique « Président Théodore Tixier » à la Rochelle » (cf ci-après AB le Localier/Reporter).

c) <u>Le 27 novembre 1933</u>. En page 1 :

- « <u>La chute du cabinet Sarraut. La seule issue</u> » par André Tardieu. Ce dernier rédige un très long édito car le 24/11 les lecteurs de l'Echo Rochelais apprenaient que P. Taittinger était en voyage en Afrique occidentale. A. Tardieu, comme P. Taittinger, en appelle à l'union nationale sans les socialistes.
- <u>Point de vue</u>: « <u>Débat sans conclusion</u> ». En dépit du titre il ne s'agit pas de politique française, mais d'un débat récurrent entre le cinéma et le théâtre. « Pagnol a été imparfaitement reproduit ». « Nous verrons un de ces jours « Mireille » à l'écran, l'action se passant au cœur de l'Afrique, la cueillette de noix de coco (JPC: qu'aime bien AB) remplaçant celle des olives ». C'est pourquoi AB utilise de temps en temps le mot « <u>abracadabrant</u> » (avant Jacques Chirac).
- « En écoutant M. Vincent Auriol à l'oratoire » par « J.M. » (Jean Méliès) : « M. Auriol, socialiste S.F.I.O. « semi dur » est un très bel orateur... » JM en profite pour entretenir la polémique avec les radicaux-socialistes et M. Hesse (cf ci-après le B)). AB a entendu « des choses fort intéressantes... pour les radicaux présents ... Nous (l'Echo Rochelais / la droite) n'étions samedi que de simples spectateurs venus en « dilettantes » ».

9) <u>DECEMBRE 1933 : Le Brésil et les esprits cultivateurs de</u> pessimisme, L'Espagne, le retour brutal vers la droite.

a) <u>Le 1^{er} décembre 1933. Point de vue « Le tournant »</u>:

« On parle toujours beaucoup de la faillite du machinisme! des plumes plus talentueuses que les nôtres se sont exercées su ce sujet: l'homme a trop inventé, trop perfectionné, trop fabriqué, trop produit, et il y a maintenant sursaturation de marchandises de toutes sortes (1). Comme cela s'est produit simultanément dans le monde entier, les producteurs-acheteurs ne peuvent plus ni acheter, ni vendre. Serions-nous dans un cercle fatal qui se rétrécit, et jusqu'où? Il y a même des esprits cultivateurs de pessimisme, qui voient arriver la

fin de notre civilisation : nos machines se rouilleront dans l'inactivité, l'herbe poussera dans nos villes et, petit à petit, nous retournons à la vie sauvage. Hélas! Cette théorie est devenue réalité dans un coin de l'univers dont j'ai suivi l'évolution par nécessité. Là-bas, en Amérique du Sud (2), sous l'Equateur, une immense région, plusieurs fois la France, en est le champ d'expérience. Cette région n'était que forêt vierge il y a cinquante ans : les Indiens y vivaient librement, chassant à l'arc ou à la sarbacane, pêchant dans le fleuve immense ou ses affluents. En quarante ans, l'exploitation du caoutchouc transformait la région : des ouvriers et des commerçants affluaient, avec des ports et des appontements, le commerce devenait prospère, la capitale faisait construire un théâtre grandiose, l'Indien se métissait, travaillait, achetait des cotonnades, des machines à coudre, des gramophones, abandonnait son arc pour le remplacer par une carabine Winchester. Le caoutchouc valait cher et son exploitation rapportait beaucoup; tout naturellement, on en plantait autre part et dans des conditions permettant un rendement plus élevé à un prix moindre. Et, ce qui était écrit quelque part dans les destins du monde, s'est réalisé : malgré l'augmentation formidable de la consommation, malgré les autos innombrables, malgré les imperméables et les bottes en caoutchouc, il y a eu trop de matière première sur le globe. Les prix sont tombés à rien. Petit à petit, la forêt tropicale a été délaissée, la main-d'œuvre importée s'est retirée, les magasins se sont fermés, les bateaux ont cessé de sillonner les fleuves, les fourmis rouges ont dévoré les appontements. A l'heure actuelle, les villes sont désertes et l'herbe pousse sur les marches du théâtre grandiose, orqueil de la capitale. Seul, l'Indien est resté. Sans argent pour acheter des cartouches, il a repris son arc et ses flèches, sa sarbacane et ses engins de pêche primitifs ; sur un petit bout de terrain, il cultive ses quelques épis de manioc et ses quelques pieds de tabac, la forêt lui offre généreusement les bananes et les mangues. La civilisation s'est retirée, vaincue par elle-même. Ceci n'est pas un conte, mais une histoire véritable : celle du pays des Amazones (2). Elle contient une belle leçon pour notre pays, qui a la chance d'être celui de la mesure : mesure à garder dans le développement industriel : cultiver son champ plutôt que de convoiter un emploi à la ville. On me dira peut-être que j'écris cela de crainte d'avoir un jour, moi, habitant de la ville, à assurer ma subsistance par mes propres moyens au sein de la nature ? Au fait, il faudra que j'y songe : c'est une mesure de précaution, je vais me faire inscrire dans une société de pêche à la ligne et dans une compagnie de tir à l'arc. André BACH »

- (1) : Déjà en 1933 on parlait de la « faillite du machinisme » et de la « sursaturation de marchandises de toutes sortes », que dire 85 ans plus tard ? ?
- (2) : Faute d'autres sujets ou nostalgie de son passé de jeune voyageur, AB se souvient du temps qu'il a passé au Brésil « par nécessité »

b) Le 6 décembre 1933. Point de Vue : « Cosas de Espana »

- « ... retour brutal vers la droite... ce qui s'est produit est tout simple... la jeune république espagnole a voulu tout manger d'un coup : à peine née à la démocratie, elle a voulu de suite appliquer les formules démocratiques dans leurs conséquences extrêmes que cette application (transformerait) subitement un peuple qui, sauf dans les grandes villes, n'était pas plus instruit que le peuple français au 16e siècle! ... les républicains espagnols ont voulu aller trop vite en toutes choses et dans le vote des femmes en particulier... Car si l'Espagnol est peu nanti d'idées générales. L'Espagnol en est complètement démuni. Pas que d'idées générales, d'ailleurs (1) ... Autant le vote des femmes n'avait pas d'inconvénients en France, il aurait même un effet bienfaisant (2), autant il était néfaste en Espagne... »
 - (1) : Ce jugement parait excessif. AB a-t-il été très déçu par une Espagnole ?
 - (2) : Influence de Germaine Hubert-Bach ?

« A ce peuple, on a donné un bulletin de vote en lui disant : vas-y et après tu verras ce que l'on va voir ! ... Comme il n'a pas vu grand-chose de nouveau, que ses misères n'ont point

été allégées, ce peuple a été déçu et à la seconde fois qu'il a eu un bulletin de vote entre les mains, il s'est dit : - je vais faire le contraire pour voir si ça changera! Et la machine est repartie en arrière (JPC : à droite). Puis débuteront les prémices de la guerre civile ».

Cette analyse serait qualifiée aujourd'hui de « réactionnaire ».

c) <u>Les 4 et 11 décembre 1933, quand AB dénonce les pratiques qui empêchent les jeunes d'avoir accès légitimement à des emplois pour lesquels ils sont qualifiés.</u>

Deux exemples vont servir de démonstration à l'éditorialiste :

- L'article « L'utilisation des élites » (titre) du Carnet du Badaud dans L'Echo Rochelais du 4 décembre, aurait pu être mis comme un « Point de Vue ». Le Badaud rappelle un propos de Vincent Auriol à l'Oratoire qui souhaitait un salaire maximum pour les fonctionnaires afin de « renouveler les élites ». Le Badaud rappelle ce qui est arrivé à un jeune ingénieur-typographe de l'Ecole des Travaux Publics, qui postule un emploi d'ingénieur au Cadastre. Or il lui fut préféré une personne non compétente par une « commission spéciale » qui juge sur l'aptitude de chacun des intéressés aux fonctions qu'ils postulent. Le Badaud indique que cette personne connaissait « le maniement hebdomadaire de l'équerre et du fil à plomb symbolique (1) ... qui lui avait valu une compétence toute particulière en matière d'inspection du cadastre. »
 - (1) : Le Badaud a-t-il voulu suggérer que cette personne était franc-maçonne ?
- Dans le « Point de Vue » du 11 décembre 1933 au titre de « Décongestionnez », AB se fait encore plus précis. Ce gouvernement avait l'intention de prendre des mesures face « à ce qu'il y a de plus terrible dans la crise actuelle : l'obstruction des carrières pour les jeunes » :

« Combien y a-t-il de dizaines de milliers de jeunes qui, après avoir fait des études dans un sens déterminé, vers une carrière visée, se trouvent maintenant sans emploi et sans espoir d'en trouver un, malgré que leurs bras soient surchargés de parchemins ? Pendant ce temps, on assiste à ce spectacle paradoxal de nominations (à des postes qui conviendraient à des jeunes) faites en faveur de retraités bien pourvus (nous ne parlons pas des petits ou moyens retraités, qui ne peuvent vivre de leur retraite), ou de personnes dont le conjoint est déià fonctionnaire. Nous connaissons personnellement le cas d'un pauvre diable tout à fait digne d'intérêt, qui postulait un emploi comportant un traitement annuel de, - écoutez bien ! dix mille francs par an! Le pauvre diable en question avait passé le concours, il était en tête du classement, il était déjà heureux de cet emploi qui le mettait relativement à l'abri de la misère! Puais! Cet emploi a été donné à un type qui a une retraite d'une vingtaine de mille francs, et dont la femme gagne encore autant dans une fonction publique. Ceci parce que mon pauvre diable ne réside pas dans la commune où est le poste à pourvoir, alors que l'autre privilégié y réside. Il parait que c'est aussi la loi! De sorte que mon pauvre diable risque de mourir de faim et comme il a de la philosophie, il m'a dit : - Je vais crever « légalement » ! Pendant ce temps, l'autre heureux gaillard va ajouter dix mille francs aux revenus qu'il tire déjà de l'Etat, lui et son épouse... On dira tout ce que l'on voudra, ce sont des choses révoltantes, et si la loi les permet, que l'on change la loi ! La loi qui a été faite à une époque où l'on ne prévoyait pas les temps présents. Or, si l'on considère l'activité nationale comme devant permettre à tous les Français de vivre, il n'y a pas de raison pour que certains s'octroient deux ou trois parts du gâteau, alors que les autres se mettent la ceinture. Que l'on respecte les situations acquises, c'est régulier, mais que l'on songe à l'avenir, à toute cette jeunesse qui grandit et qui ne trouve plus de place parce que les ainés

se momifient à leurs postes, accumulent les retraites et transmettent leurs fonctions comme en héritage. »

Cette obstruction à l'emploi des jeunes se renouvellera régulièrement dans notre pays jusqu'à aujourd'hui. La France est championne de la défense « des droits acquis » pour ceux qui ont déjà un emploi.

d) Le 27 décembre 1933, Point de Vue « Catastrophe »

A partir d'un « carnage », plus de 200 morts et plus de 300 blessés dans une catastrophe de chemin de fer, AB en fait aussi un sujet de « méditation philosophique » :

« Catastrophe de chemin de fer !... Plus de deux cents morts, plus de trois cents blessés ! Et cela, à la veille même de Noël, alors que tous les cœurs sont ouverts à la joie, prêts à se repaître des paisibles réjouissances de la fête en famille ou entre amis! Ceci à Lagny, dans ce calme paysage de vallée de la Marne, juste en face de la mairie de Pomponne, tout près du hameau qui porte le nom gracieux de « Pomponette ». Quel carnage! et aussi, quel sujet de méditation philosophique : la revanche de la matière sur l'homme, et la faillite momentanée des moyens de protection. Car, on a beau inculper, avec toute la bienveillance voulue et pour obéir aux règlements, deux pauvres diables de mécanicien et de chauffeur, il n'y a eu nulle faute humaine, sinon celle qui peut résulter de l'accoutumance au danger, à la vitesse et de la confiance dans des signaux perfectionnés. Cette accoutumance, qui fait que la catastrophe se produit dans les circonstances les plus banales, et la confiance, qui cause les accidents d'automobiles dans les voies rectilignes et peu encombrées. Supposez la locomotive circulant sur une voie tortueuse, que le mécanicien ne connait pas, il redouble de prudence, et aucun accident ne se produit. Remarquez, d'autre part, que les accidents d'automobiles se produisent généralement sur les routes faciles et rarement en montagne. « On est accoutumé au parcours », « on connait sa machine », « on laisse aller », et le plus minime incident : le cinquième de seconde d'inattention, le dixième de millimètre d'erreur de direction déterminent l'hécatombe ! Il semble que l'on ait beau faire et beau dire, multiplier les précautions, il arrive un jour où la matière inerte prend sa revanche sur le cerveau humain qui a voulu l'asservir, et elle ne pardonne pas si on lui laisse un grain de chance. Cinq cents victimes en une fois! C'est le bilan de plusieurs années d'aviation et, malgré cela, nous sommes montés hier et nous monterons demain dans le train, sans trembler, alors que nous hésitons encore à monter en avion. Comme unique fiche de consolation, nous avons le magnifique élan de solidarité qui fait accourir les sauveteurs et les fait se dévouer sans compter sur la scène du carnage. Ce qui est le recommencement de la lutte d'esprit contre la matière, contre la fatalité.

La fatalité! Certains s'insurgent contre le terme : à chaque accident, ils voudraient voir déterminer immédiatement la cause, apparaître sans retard un coupable, un responsable ; l'un expliquant comment la chose s'est produire, et l'autre permettant de dire : « C'est sa faute! » Les choses sont beaucoup plus compliquées et beaucoup plus simples aussi. Un homme, dans le brouillard, a mal vu un signal, une paille insoupçonnée dans le métal d'une pièce, a cédé : des morts, des blessés! C'est cela la fatalité! Dans des temps que nous considérons comme barbares, la peste, la famine, les animaux féroces détruisaient massivement des vies humaines ; l'humanité s'est débarrassée de ces fléaux. Simultanément elle a créé la machine disciplinée ; la machine se détraque et détruit à son tour des vies humaines. Ce n'est qu'un changement. »

- II) 1934: L'affaire Stavisky/Hesse. La crise politique consécutive aux évènements du 6 février. Les polémiques avec La Petite Gironde et Ouest-Océan.
 - 1) Janvier 1934 : l'affaire Stavisky et la mise en cause d'André Hesse, avocat de Stavisky et député radical-socialiste de La Rochelle, actionnaire (patron) de Ouest Océan et proche de Georges Menon, directeur de Ouest Océan.
 - a) <u>Le 5 Janvier 1934</u> : <u>« La « Panama » de Bayonne. L'escroc Stavisky</u> <u>« substilisateur » de 400 millions et ses protecteurs. M. André Hesse est-il intervenu en sa faveur ? »</u>

En page 1, deux colonnes non signées, sans doute d'une rédaction parisienne du groupe de presse de P. Taittinger qui cite surtout différentes publications : « L'Homme Libre », « Liberté de Paris ». Elles donnent le détail de ce qui était connu à l'époque et encore mieux aujourd'hui de ce que va devenir « l'affaire Stavisky ». L'Echo Rochelais cite la « Gazette d'Aunis » (JPC : Aunis, nom « historique » de la région de La Rochelle) pour mettre en cause « A. Hesse qui a usé et abusé pour obtenir que l'affaire inscrite au rôle de la treizième chambre fut remise sans fin ... la ruine d'épargnants par Stavisky... M. André Hesse, l'ami de Stavisky comme de tous les grands escrocs! »

La Petite Gironde citée par L'Echo Rochelais est plus prudente. L'Echo Rochelais soutient la Gazette d'Aunis: « Or les renseignements puisés de bonne source nous promettent de dire que M. André Hesse est intervenu à diverses reprises en faveur de M. Stavisky... M. André Hesse joue de malchance: il lui a fallu toute sa diplomatie pour se sortir de l'affaire Oustrie, il est déjà très ennuyé, dit-on (1), d'être gros actionnaire du journal Ouest Océan et ami personnel de son compromettant (2) directeur Georges Menon (2) et voici qu'on l'accuse d'intervention abusive en faveur d'un pilleur d'épargne en fuite. Nous attendons avec curiosité les explications que M. André Hesse donnera certainement, et fidèle à nos habitudes d'impartialité (3), nous mettons bien volontiers ces colonnes à sa disposition ».

- (1): « Dit-on » pour éviter un procès en diffamation
- (2): Souligné par nous. L'information précise ne sera pas démentie ... G. Menon restera un fidèle d'A. Hesse.
- (3): Souligné par nous.

L'Echo Rochelais suivra au plus près l'affaire Stavisky/Hesse, les informations étant accompagnées de commentaires non dépourvus d'intentions polémiques, politiques et électorales dans le contexte local. Nous reproduisons ou résumons ci-après l'essentiel de ce feuilleton qui a « secoué » la troisième République et le monde politique de l'Aunisois (région de La Rochelle).

- b) <u>Le 8 janvier 1934, à la page 1 de L'Echo Rochelais, deux articles consacrés</u> à l'affaire Stavisky :
- Point de Vue : « Bavards et balivernes » par A. Bach
- « L'Affaire Stavisky. Où M. Hesse joue à la balle », article non signé.

Ces deux articles ne font aucune nouvelle révélation mais le second cite «la « Liberté » : « ... par ailleurs nous avons lu ligne à ligne <u>Ouest Océan</u> (1), espérant trouver de la plume

de <u>M. Menon</u> (1) une réponse quelconque aux articles de nos confrères. » La Gazette d'Aunis », qui fut le premier à révéler l'action de M. Hesse (2), de la « Charente inférieure » et de « L'Echo Rochelais » (3), rien, rien ».

- (1) : Souligné par nous
- (2): C'est exact
- (3): L'Echo Rochelais a attendu jusqu'au 5 janvier pour « impliquer » A. Hesse dans l'affaire Stavisky.

c) Le 10 janvier 1934, en page 1 de L'Echo Rochelais :

- « Incompatibilité » (non signé) : « Nous (JPC : le groupe de presse de P. Taittinger) avons demandé à Maître Garçon, éminent avocat, de nous donner son opinion à propos de l'affaire Stavisky sur la question des incompatibilités entre l'exercice d'un mandat législatif et celui de la profession d'avocat. Maître Garçon : « Le scandale politico-financier causé par Stavisky attire l'attention publique sur une question maintes fois débattue sans jamais avoir abouti à rien de précis... Il y a trop d'abus pour qu'il ne faille pas prendre une décision énergique. Me Garçon fait un historique très révélateur : une loi organique de 1875 avait des incompatibilités « jusqu'au vote d'une loi spéciale sur les incompatibilités... » ... La loi spéciale n'a jamais été votée (souligné par JPC). « Touchant les avocats la question est particulièrement grave... Au commencement de 1871 on apposa dans Paris des affiches électorales portant en gros caractère : « Plus d'avocats » ... Du point de vue traditionnel, la politique et le barreau ont toujours cheminé de concert. Berrya, Dufaure, Gambetta furent de grands avocats et de grands hommes politiques (1) ... Rien de plus légitime qu'un député plaide, mais que son mandat électif devienne un moyen de recruter une clientèle qui ne devrait se préoccuper que de la science juridique et du talent du défenseur qu'il choisit, voilà qui est intolérable. Suffira-t-il de faire quelques exemples, ou faudra-t-il établir une interdiction générale? Voilà la question qui se pose. Elle est grave. »
 - (1) : On peut ajouter les Béarnais Louis Barthou, L. Bérard, A. Champetier de Ribes, Henri Lillaz, JL Tixier-Vignancour, etc... (cf ci-après « AB rédacteur en chef de l'Indépendant des Pyrénées)

« Les remous de l'affaire Stavisky » (non signé) :

En très grand : « Un suicide providentiel ».

« M. André Hesse n'est plus vice-président de la chambre. Son retrait de candidature est un aveu ». « ... M. Garart, député-maire radical-socialiste de Bayonne est en prison... Il est probable que les papiers du « suicidé » Stavisky ont été mis en lieu sûr, ce qui explique le sentiment de détente qu'éprouvèrent les intéressés à la nouvelle du suicide. Le texte de l'ordre du jour voté par le groupe radical-socialiste confirme ce qui précède. Et, maintenant, on pourra toujours venir parler de « mur d'argent », de « puissances financières occultes », de « protection de l'épargne » et autres clichés chers aux radicaux-socialistes.

M. ANDRE HESSE « DEMISSIONNE » (en gros caractères dans L'Echo Rochelais)

Dès avant-hier, il était annoncé dans les sphères radicales-socialistes que, dans le cas où M. André Hesse demanderait le renouvellement de son mandat de vice-président de la Chambre, son propre parti lui opposerait un candidat. C'est dire que des gens, mieux placés que nous pour savoir, considéraient qu'il y avait dans les relations entre M. André Hesse et Stavisky autre chose que les relations banales entre avocat et client. Hier, à la réunion du groupe, M. Edouard Herriot a annoncé que M. André Hesse avait remis à la disposition du groupe le poste de vice-président et il l'en a remercié. Il n'y avait vraiment pas de quoi, car si M. Hesse agissait ainsi, c'est qu'il se rendait compte que le moment était venu pour lui de donner des explications et non de briguer un mandat qu'il savait d'ailleurs devoir lui être refusé d'avance. Il a rendu quelque chose qu'il n'avait plus et il a été « démissionné » un peu

comme Stavisky s'est suicidé. Dans le langage courant, ne dit-on pas d'un employé dont on se débarrasse : « Je l'ai remercié ! »

LE SCANDALE DES REMISES

Ce n'est pas sans effarement que « l'homme de la rue » a appris que Stavisky, coupable d'un délit de droit commun, avait eu son procès remis treize fois en six ou sept ans à la requête de M. André Hesse et consorts. L'escroc se faisait porter malade, M. Hesse ou un autre avocat obtenait la remise et téléphonait la nouvelle au restaurant où Stavisky menait ostensiblement joyeuse vie ! Pendant des années, donc, cet homme en liberté provisoire et archi-connu comme escroc, obtenait avec la plus grande facilité et treize fois ce qu'un honnête citoyen-auteur involontaire d'un accident d'auto n'obtient pas toujours une fois. On ne vous fera pas avaler qu'il s'agit là que de procédures courantes et banale ».

• Un article <u>non signé</u> : « M. André Hesse, qui au hasard d'une formation de cabinet (JPC : d'un gouvernement) pouvait être ministre des Finances au ministre de la Justice ... »

d) <u>Le 12 janvier 1934, en page 1 :</u>

• Point de Vue : « D'un art français... de s'engueuler »

Ce que ne savent pas faire les Allemands, les Italiens, les Espagnols, et même les Anglais. Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

• <u>« Le scandale Stavisky. De Paris à La Rochelle » (non signé)</u>

Cet article toujours non signé fait semblant de s'étonner du silence, sur « l'affaire » dans Ouest Océan, « journal dont M. Hesse est le principal actionnaire et l'abonné multiple », et s'ajoute une phrase assassine sur G. Menon.

e) <u>Le 15 janvier 1934 : « La bande à Stavisky dans la région ?</u> » signé « L'Echo Rochelais »

Quelques noms ..., aujourd'hui sans importance.

f) <u>Le 17 janvier 1934 : « Toujours l'affaire Stavisky. M. André Hesse, Député démocrate ou la solution de la question sociale à titre individuel »</u>

Cet article non signé (qui cite « le temps »), n'ayant plus qu'un intérêt historique, conclut « Et puisque Ouest Océan cite la phrase où il est question d'arracher les masques, nous espérons faire plaisir à M. G. Menon, une fois n'est pas coutume, en parlant de M. A. Hesse, Député démocrate et fermier vendéen ». Il ne serait pas surprenant que ces dernières lignes soient d'AB (cf ci-après le B) et surtout le D)).

g) Le 19 janvier 1934, deux articles pour deux affaires :

- « L'affaire Stavisky : « une énergique intervention de Philippe Henriot à la Chambre »
- « L'affaire. A La Rochelle. Candeur » par J. M. (Jean Méliès = AB) « Ouest Océan », journal d'André Hesse, semble avoir pour consigne de ne pas imprimer le nom du patron (A. Hesse) ... ». Puis quelques petits « piques » d'AB contre Ouest Océan et pour défendre un Président de l'Union Nationale des Combattants.

h) <u>Le 24 janvier 1934 : « L'affaire Stavisky. M. André Hesse s'affole. Il recourt malencontreusement à la boxe</u> », en page 1, sans signature.

« L'affaire à La Rochelle » est mis en page intérieure dans la rubrique « Chronique de La Rochelle », article toujours non signé (sans doute écrit par AB). Sur cinq paragraphes de « polémiques » habituelles, retenons : « Notre confrère « La Charente inférieure », par la plume de Jean Seignette, nous donne des détails sur la façon dont M. André Hesse acheta récemment le domaine de la Charrie en Vendée », deux soupçons derrière cette « information » souvent répétée : Hesse n'aurait-il pas acquis ce domaine avec de l'argent de Stavisky ou va-t-il abandonné la politique car écœuré. « Nous (le) savons de source sûre d'un temple maçonnique ». *Tout y est pour polémiquer*.

i) <u>Le 26 janvier 1934 : « L'affaire</u> »

« Le duel entre A. Hesse et M. Joseph Beineix a eu lieu hier soir ». Quelques échos de « La Petite Gironde », du « Courrier de La Rochelle » et à « Ouest Océan », mais rien de nouveau!

j) <u>Le 29 janvier 1934. Page 1 : « Autour de l' « Affaire</u> ». Le Ministère Chautemps renversé par l'opinion publique »

L'Echo Rochelais reproduit un édito de « <u>La Petite Gironde</u> » : « ... (Chautemps) était le chef d'un gouvernement de parti, d'un gouvernement radical-socialiste. Or c'est un malheur pour ce parti, mais c'est un fait que c'est dans ces rangs que se trouvent les principaux complices de Stavisky. (En grands caractères) : Nous le disons parce que cela est ».

Sous-titre : « Les manifestations ». « Il est de fait que des manifestations très violentes se sont produites à Paris tous ces derniers temps et que de nombreux citoyens n'appartenant à aucun groupe politique y ont pris part ».

L' « Affaire » prend une tournure « gouvernementale ».

k) <u>Le 31 janvier 1934. En page 1 :</u>

- « Un déjeuner d'amis. Le nouveau ministère Daladier ne semble pas devoir être de longue durée ». Signé de 3 croix.
- Point de vue : « Quand Israël est électeur ».

Sur presque une colonne, AB se laisse aller à un édito qui serait qualifié aujourd'hui d'antisémite et antijuif. Huit ans plus tard AB se rendait à Annemasse-frontière suisse (cf le chapitre V ci-après).

Texte à lire intégralement sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

2) <u>FEVRIER 1934 : Crise politique à Paris avec les évènements du 6 février. La vive polémique entre La Petite Gironde et L'Echo Rochelais trouve rapidement un armistice.</u>

a) <u>Le 5 février 1934</u>. Point de vue : « Aveuglement britannique ».

Malgré son anglophilie, AB trouve inacceptable « le mémorandum récemment envoyé de Londres à Berlin sur la question du désarmement et un journal londonien, le courageux « Sunday Referee », en fait le constat en écrivant que « l'aide-mémoire britannique apporte, en fait, une aide précieuse aux efforts militaires du régime hitlérien, grâce à son ignorance officielle des armements qui existent aujourd'hui ».

On comprend que pour AB le réarmement en Allemagne est l'un de ses sujets préférés dans ses éditos sur la situation en Europe et qu'il surveille de très près même ses amis britanniques.

b) Le 7 Février 1934 : « Ils ont volé, ils ont tué, maintenant ils veulent nier ! Le gouvernement fait tirer les mitrailleuses sur les anciens combattants. On charge à cheval sur les mutilés et aveugles de guerre. Il y a de nombreux morts ». Non signé.

Les « évènements » du 6 février à Paris vont pendant des semaines remplir les colonnes de l'Echo Rochelais comme dans toute la presse. Selon ses engagements politiques, chaque journal aura « sa » vérité et « ses » commentateurs sur ces évènements.

- c) <u>Le 9 février 1934</u>. <u>L'Echo Rochelais et André Bach au cœur de polémiques</u> sur les évènements du 6 février, notamment avec « La Petite Gironde » :
- De manière assez inattendue, c'est avec « <u>La Petite Gironde</u> » que <u>L'Echo Rochelais</u> <u>de Pierre Taittinger</u> va réagir de manière la plus vive par un communiqué signé « Les jeunesses patriotes ». En très grand, au titre « Plus fort que l'Humanité », plus fort que « Le Populaire » : « La Petite Gironde » :
- « Alors que toute la presse et même la plupart des journaux de gauche, déplore la sauvage tuerie et s'incline devant les morts, un seul journal, LA PETITE GIRONDE, dans un éditorial ignoble, tente de faire supporter aux victimes les responsabilités des assassins. Au lieu de s'incliner devant les cercueils de ceux qui sont tombés, LA PETITE GIRONDE cherche à favoriser une « combine » et à accréditer de monstrueuses légendes. Nous voudrions connaître le signataire de l'éditorial de LA PETITE GIRONDE ; ce journaliste déshonore la profession. Nous voudrions savoir aussi si, par une heureuse coïncidence, son nom ne figure pas sur une des enveloppes dont le ministre de l'Intérieur, avec ses fonds secrets, rétribue ses laquais. Son zèle, d'ailleurs, arrive à retardement et son enveloppe pourrait être supprimée ; il y a une chose qu'on ne supprimera pas : c'est le mépris que l'on éprouve pour une manœuvre de cette sorte et pour un journal qui n'a pas encore désavoué.
- LES JEUNESSES PATRIOTES
- P.S. L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS, LES CROIX DE FEU, LA SOLIDARITE FRANCAISE ont été également salies par ce journal ; ces Associations exigent avec nous une réparation. » (en italique dans L'Echo Rochelais)
- La charge de Pierre Taittinger, le Président des Jeunesses Patriotes est des plus vigoureuse et même très violente. Sur le dénouement de cette mise en accusation de la P.G. par l'Echo Rochelais (cf ci-après).
- Toujours en haut de la page 1 et à côté du communiqué des Jeunesses Patriotes, <u>un long article d'AB au titre très explicite : « Un autre odieux mensonge sur la manifestation des anciens combattants et mutilés de guerre ».</u>

AB répond aux « calomnies répandues officiellement par le gouvernement Daladier sur les évènements de mardi soir ». S'il y en a une qui va révulser AB, c'est « celle des manifestants faisant marcher devant eux les mutilés et aveugles de guerre ».

AB s'en prend et cite la <u>Petite Gironde</u> ou tout au moins à son correspondant à Paris... « La fable des anciens combattants poussés par les cortèges est donc une monstrueuse invention ». Et AB aura très vite retrouvé son ami de « Là-haut » Jean Goy « <u>mutilé de guerre</u> (1), député de la Seine, inscrit au groupe de la <u>gauche radicale</u> (1). Jean Goy écrit au Président du Conseil pour s'insurger contre les calomnies visant les anciens combattants (cf le 14 février ci-après).

On imagine les derniers paragraphes de l'article de AB : « ... ceci je tiens à le dire », signé André Bach, mutilé de guerre à 90% (1).

(1) : souligné par nous

A notre connaissance, c'est la seule fois où AB mentionne « Mutilé de guerre à 90% ». Ce n'est plus le journaliste qui réagit, mais bien l'homme de notre chapitre III « AB le zouave/soldat, l'Ancien Combattant ». D'ailleurs l'article n'est pas sous la rubrique « Point de vue ». AB, dans cette circonstance, ressort son crapouillot pour répondre aux « menteurs » : « Ils (les mutilés) étaient absolument dans leur droit (JPC : d'être à la manifestation) et accomplissaient un devoir de solidarité (1), je me hâte de le dire (1) ».

(1) : souligné par nous

Quand il s'agit d'un « devoir », AB se voit obligé de « dire ».

Outre que les lecteurs de l'Echo Rochelais découvrent un peu plus qui est AB, cette prise de position n'a pas pu échapper <u>à la Petite Gironde et à ses dirigeants</u> (en septembre 1936 La Petite Gironde achète L'Indépendant des Pyrénées et prend AB comme rédacteur en chef à Pau). C'est aussi pour cette raison avec la suite dans la vie de journaliste d'AB que ce texte est à lire intégralement sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

- Il fallait bien que l'on reparle de <u>Georges Menon</u> et de Civis dans <u>Ouest Océan</u>. Dès le **7 février 1934** l'attaque de « Civis » est frontale.
- Titre: « Les Jeunesses Patriotes rêvaient de faire des manifestations en plaçant devant eux les mutilés et aveugles de guerre ». Civis, après quelques paragraphes généraux devient plus précis: « L'Echo Rochelais dans une édition spéciale (1) appel de M. Bach lever dans la nuit courir en caleçon (2) dans les rues réveiller des ouvriers glissade dans le ruisseau et tout ce M. Bach ne nous raconte pas (2) cherche avec des manchettes formidables, à soulever la population rochelaise et à faire l'agitateur dans notre petit coin de France ... Et tout cela prenant Stavisky pour prétexte (3) ».
 - Nous n'avons pas retrouvé cette édition spéciale dans les différentes archives de La Rochelle
 - (2) : Ouest Océan nous a habitué (cf le B) et le D) ci-après) aux attaques « en dessous de la ceinture » et aux « allusions » aussi venimeuses qu'imprécises.
 - (3) : Ouest Océan sera la publication qui défendra le plus Stavisky et surtout son avocat Hesse, très lié à Ouest Océan (cf le B) et le D) ci-après)

Dans son article du 9 février, AB mentionnera brièvement « Si cela (JPC : les calomnies) ne figurait que dans <u>Ouest Océan de Georges Menon</u>, ce ne serait qu'un « grouillement » de plus et on pourrait l'ignorer. Mais quand on lit ces choses (calomnies) dans La Petite Gironde (1) ... »

(1) : Pour La Petite Gironde, le 9 février 1934. Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle

d) <u>Le 12 février 1934. Toute la page une sur les évènements de la nuit du 6 février</u> :

« <u>La « Petite Gironde » répare. Merci !</u> ».

Après de longues reprises d'articles dans divers journaux et une interview du Président des Anciens Combattants, l'article conclut : « ... Comme on le voit, il y a loin de ces fables colportées et contre lesquelles une vigoureuse protestation s'imposait. Regrettons encore une fois qu'un grand journal comme <u>La Petite Gironde</u> s'en soit fait l'écho, enregistrons les remises au point de ce jour et souhaitons que notre grand confrère ne s'arrête pas en si bon chemin. Signature : trois croix ». En effet sous cet article on peut lire :

« L'article ci-dessus était composé lorsque nous est parvenue la 22è édition de la Petite Gironde (édition de Bordeaux) qui publie la lettre suivante de notre directeur, Pierre Taittinger, adressée à M. Gustave Gounouilhou, directeur du grand régional : Paris, le 10 février 1934

« Mon cher ami,

J'ai lu une stupeur profonde les deux articles de tête consacrés par la Petite Gironde au récit de la soirée douloureuse de 6 février. Je ne peux m'expliquer que dans un journal qui a à sa tête un chic combattant et un bon Français comme vous, une pareille interprétation des faits ait pu être publiée. Je vous adresse ci-joint une rectification; je suis sûr que vous l'accueillerez avec le souci de justice qui a toujours été le vôtre. Je pourrai vous le demander également au nom des différentes Ligues qui étaient à nos côtés en cette circonstance, mais j'invoque simplement auprès de vous le souvenir de nos camarades anciens combattants, qui sont morts en cette circonstance, et dont on n'a pas le droit de salir la mémoire. Je vous remercie de ce que vous ferez et vous prie de croire, mon cher ami, à mes sentiments dévoués et les meilleurs. P. TAITTINGER »

(En italique dans L'Echo Rochelais) La Petite Gironde publie en outre la rectification dont parle notre directeur et que nos lecteurs trouveront par ailleurs. Le tout est précédé d'une mise au point dans laquelle la direction de la Petite Gironde affirme son désir de travailler exclusivement pour l'union nationale. »

« Union Nationale »

Le nouveau Président du Conseil Gaston Doumergue demande aux Français de placer « au dessus de tout l'intérêt de la France ». Dans un encadré signé, « L'Echo Rochelais » conclut : « Nous collaborerons de notre mieux (JPC : à cette union nationale) et dans notre modeste sphère à la faire vivre et à la défendre ».

« <u>La nuit du 6 février – Une mise au point</u> »

Réponse de Bernard Desplas (chirurgien en chef de la maison de santé du gardien de la paix, chirurgien de la charité, officier de la Légion d'Honneur, croix de guerre, trois citations) à P. Taittinger. Cette réponse donnait satisfaction à P. Taittinger.

• <u>Toujours le 12 février 1934, en page intérieure, « Après l'appel de M. Doumergue. Les amis de M. André Hesse manifestent à La Rochelle</u> ».

Contrairement à l'appel à l'Union Nationale en encadré de sa une, l'Echo Rochelais (AB?) fait un compte-rendu très « <u>désunion locale</u> » de cette manifestation. Que l'on en juge :

« Les organisations de gauche et d'extrême-gauche avaient organisé hier une manifestation à Port-Neuf à l'instigation certaine du journal Ouest-Océan, car nous devons à la vérité de dire que la Défense Républicaine, - tenue à l'écart, - publiait l'annonce du meeting sous l'annonce : « On nous communique ». L'eau Claire n'en parlait pas du tout. Nous avions donc supposé tout d'abord que M. Menon voulait réunir ses amis pour leur expliquer « sur le terrain » l'histoire des lotissements de Port-Neuf. Il n'en n'a rien été et il faudra encore attendre.

- La grande manifestation avait réuni un millier de personnes, dont bon nombre de curieux. Divers orateurs se sont fait entendre, notamment le citoyen instituteur Bertrand, qui protesta avec violence contre « le coup d'Etat fasciste » qui a abouti à la formation d'un ministère d'Union nationale. Ça n'était pas gentil pour un vieux républicain comme M. Doumergue et, surtout, pour M. Herriot, qui fait partie du ministère. Enfin, le citoyen Bertrand adjura les parents de ne pas envoyer les enfants à l'école aujourd'hui « pour leur sécurité personnelle ». A-t-on donc signalé Croquemitaine dans les rues ?
- A l'issue du meeting, les assistants revinrent en cortège jusqu'à la place d'Armes. On put voir passer, rue Réaumur, les communistes précédant M. Menon qui, une fleur rouge à la boutonnière, rayonnait de satisfaction en entendant chanter « l'Internationale » : « Debout les damnés de la terre. Debout les forçats de la faim! ». Comme « forçat de la faim », M. Menon se pose un peu là. Le cortège passa devant la somptueuse demeure où M. Menon abrite son coffre-fort de « damné de la terre ». Il est dangereux de jouer avec les allumettes!
- On avait bien voulu nous prévenir « qu'on se chargeait de l'Echo Rochelais ». Nous nous en étions chargés aussi et nos précautions personnelles étaient prises (1). Nous avons défendu assez de boyaux pour savoir comment on défend un corridor (2). »
 - (1) : Dans ce dernier paragraphe il est fait état, ce qui sera précisé ultérieurement, que la Mairie ou la Préfecture avait averti AB que des manifestants pourraient rendre visite à l'Echo Rochelais, d'où les précautions « personnelles » prises.
 - (2) : La dernière phrase a été probablement écrite par AB en souvenir à « Là-haut » et de ses tranchées.

e) <u>Le 14 février 1934. Suites du 6 Février. Trois articles dans L'Echo</u> Rochelais, un dans Ouest-Océan

• Titre : « Lendemain réparateur. Un peuple en marche » par P. Taittinger :

« Il peut y avoir en France des bleus, des blancs, des rouges. La nuit du 6 février a montré que tous pouvaient se réunir à l'abri des trois couleurs de la Patrie. Le rassemblement de la semaine dernière doit être comme la préface d'une ère nouvelle. Nous l'attendions tout de suite après la guerre, ce rassemblement grandiose et sauveur. Il aura fallu quinze ans pour forger cet état d'esprit nouveau de la France de demain. Il aura fallu bien des crises, bien des ruines et bien des misères. Il aura fallu, hélas, bien des morts... Tout cela nous dicte de lourds devoirs. De nouvelles élites se créent pour l'action, un peuple est en marche. »

- <u>Lettre ouverte de Jean Goy (député de la Seine Gauche radicale) à M. Frot, ancien ministre de l'Intérieur</u>. La lettre de J. Goy, sur la nuit du 6 février, est le témoignage d'un homme à l'image de son ami AB (carnets de guerre) :
- « A la suite des « explications » fournies par M. Frot sur sa conduite la 6 février, M. Jean Goy, député de la Seine, lui a adressé une lettre ouverte dont voici le texte : Monsieur Frot, vous ne dites pas la vérité! Après la nuit sanglante du 6 février, alors que nos morts ne sont pas tous enterrés, alors que nos blessés gémissent encore sur leur lit de douleur, vous aviez le devoir de garder le silence pour tenter de vous faire oublier. Un seul cri pouvait vous être permis : Grâce! Vous n'avez pas compris. Vous voulez vous justifier et dans ce but vous déformez systématiquement la vérité! Il est faux, Monsieur Frot, de prétendre que s'étaient mêlés aux anciens combattants d'autres éléments que vous faites passer pour émeutiers professionnels! Il n'y avait en tête de nos camarades, chantant la Marseillaise, que nos drapeaux, et ce fait seul ne permettait à personne de se tromper sur nos intentions! Et cependant, sans avertissement préalable, vos gardes ont chargé avec

rage et nous ont assommés! Notre président, Georges Lebecq, a été renversé et frappé à coups de crosse de revolver. Plus de cent de nos amis ont vu cet acte de sauvagerie et peuvent en témoigner! Alors que je venais de me faire panser, j'ai vu vos hommes en casque assommer des isolés et s'acharner sur ceux qui tombaient. J'ai dû intervenir, indigné, pour faire cesser cet odieux massacre! Vous êtes coupable et vous ne le savez que trop! Mais que votre remords ne vous pousse pas à essayer de faire retomber sur les victimes la responsabilité de ceux qui les ont fait assassiner. A l'heure où l'apaisement se fait, il faut vous taire! Vos interventions ne pourraient que détruire l'espérance qui renait, et notre pays a trop besoin de retrouver sa foi dans son destin! »

« A « L'Echo Rochelais »

« Notre imprimerie a fonctionné lundi comme à l'habitude, preuve que notre dévoué et fidèle personnel ne s'affole pas plus que nous. D'ailleurs, et encore une fois, nos précautions étaient prises et elles sont efficaces. A un certain moment, plusieurs centaines de personnes stationnaient rue Chef-de-Ville semblant attendre « quelque chose ». Un volumineux monsieur (1) de notre connaissance est resté plusieurs quarts d'heures en observation au coin des rues Chef-de-Ville et Verdière tandis que son littérateur principal — qui s'est beaucoup « propagé » dans les milieux ouvriers ces temps derniers — accompagnait la manifestation pour surveiller l'exécution des ordres et ranimer les zèles défaillants. Nous nous doutions, naturellement, de ce qui se tramait mais nous venons d'en avoir une confirmation involontaire par un petit monsieur à lunettes qui a la langue un peu longue lorsqu'il descend le Palais à minuit sans se rendre compte que nous sommes derrière lui ».

(1) : Georges Menon ? Article sans doute écrit par AB.

« Ouest-Océan » s'en prend à André Bach :

Si les relations entre l'Echo Rochelais et La Petite Gironde redeviennent « normales », il n'en va pas de même entre Ouest-Océan et AB. <u>Le 14 février</u>, un premier article « <u>Manifestation</u>. La population rochelaise, dans un élan unanime, s'élève contre les menaces du fascisme. A Port-Neuf ».

Mais surtout <u>Ouest Océan</u> cible nommément AB, titre « <u>L'homme à la gaffe</u> ». Au-delà d'une polémique politique acceptable, Ouest-Océan continue de s'en prendre à la personne d'AB de manière inqualifiable et inacceptable, malheureusement ce n'est qu'un début :

« André Bach pivotait sur ses talons après un coup de téléphone du « patron » Taittinger et courait en chemise et pantalon, bretelles au vent, faire lever ses ouvriers pour imprimer sa prose. Quel plaisir pouvait prendre ce <u>rubicond</u> (1) laquais à propager de fausses et déplorables nouvelles! Trompant le public, *L'Echo Rochelais*, feuille réactionnaire aux ordres de M. Taittinger se répandait dans le public pour le plus grand bien, peut-être, de l'escarcelle du « philanthrope » Bach, qui ne dédaigne pas réaliser de petits bénéfices sur les cadavres de ses compagnons tués dans la bagarre. S'il lui avait été possible de soulever le public rochelais, <u>dans le trognon</u> (2) qui lui sert de tête ses yeux auraient brillé et sa bouche se serait encore élargie. Mais hélas, <u>cet homme qui n'est pas du pays</u> (3) ignore la mentalité de ses compatriotes momentanés. Tous, avec un dégoût profond, blâment cet écrivain à gage qui apporte dans notre cité de semblables procédés. Dans son édition spéciale, il traite le ministre de l'intérieur de <u>menteur</u> (4) … » Signé « Civis »

- (1) (2) (3) (4) : souligné par nous
- (1) : G. Menon sera plus précis (cf ci-après au D)), donc « Civis » est un pseudonyme de G. Menon
- (2) : Fine allusion à ce qui reste de l'avant-bras manquant d'AB!!
- (3) : Nous avons souvent remarqué qu'à bout d'argument dire « cet homme n'est pas du pays » est déjà le début d'un ostracisme contre un « étranger »
- (4) : Jean Goy traitera aussi le Ministre de l'Intérieur de « menteur ».

Ce même jour, G. Menon complète pour répondre à AB. Titre : « Le Badaud » :

« Il a badé, et bien badé, notre Badaud de L'Echo Rochelais... C'est pourquoi le Badaud s'amuse de la « somptueuse demeure » qu'il ne connait pas et qui ne contient hélas ! pas de coffre-fort... M. Bach, pendant la manifestation nous apprend qu'il était dans le « corridor » ... Et qu'y faisait-il ? Il se préparait une canne à lame de rasoir pour couper les jarrets des gardes républicains... » Aujourd'hui cette dernière phrase serait probablement jugée diffamatoire par un Tribunal.

f) <u>Le 16 février 1934 dans L'Echo Rochelais</u>

« L'incident est clos » entre L'Echo Rochelais et La Petite Gironde :

« Notre confrère *La Petite Gironde* publie ce matin une lettre de son directeur, M. Gustave Gounouilhou, à Pierre Taittinger. Nous avions préparé une mise au point, le texte de cette lettre portant sur une confusion involontaire de dates. *Or, nous apprenons, à la dernière minute, que notre directeur politique, Pierre Taittinger, a eu une longue conversation avec M. Gustave Gounouilhou et qu'après des explications fort amicales, L'INCIDENT AVAIT ETE CONSIDERE COMME DEFINITIVEMENT CLOS.* »

• En dessous de cette information, un <u>Point de Vue</u> qui commence ainsi : « Cette paisible rubrique (JPC : pas toujours) a été interrompue pendant quelque temps du fait que son modeste titulaire (AB) était occupé à autre chose (JPC : depuis la nuit du 6 février). Il peut songer aujourd'hui à reprendre ses occupations ordinaires, jusqu'au jour possible où les évènements le forcent à les quitter momentanément ».

• Titre: « M. Doumergue refait l'Union Nationale ».

Après un vote de confiance obtenu par 402 voix contre 125, le cabinet d'Union Nationale se met au travail... 402 voix – des confins extrêmes des radicaux-socialistes à l'extrême droite incluse (JPC: donc probablement de P. Taittinger) ... (contre) les irréductibles socialistes S.F.I.O. à la remorque de Léon Blum et Paul Faure qui réclament maintenant la dissolution dont ils attendent qu'elle leur donnera l'occasion de manger les radicaux-socialistes », signé XXX.

• AB se devait de répondre à G. Menon. Titre : « Furore Menonicus »

- « M. Georges Menon est fou de rage! 1° Parce que le sale petit coup qu'il avait monté contre nous a fait long feu du fait de la police (il y avait aussi un « bec de gaz dans le corridor » et qu'il en est pour ses frais de pourboires et d'arrosage au « gros rouge » des « nervis » de la Pallice. 2° Parce que, depuis quelques semaines, nous crions : « A bas les voleurs! » comme à peu près tout le monde, et M. Menon trouve que ce cri fait bien du bruit à ses oreilles (1) »
 - (1) : cf la D) ci-après, la grande polémique des « profiteurs » entre L'Echo Rochelais et Ouest-Océan
- En page intérieure, un petit échos « Les radicaux se déchirent » sur l'Union Nationale :

« LES RADICAUX SE DECHIRENT

Nous croyons savoir que le Comité radical-socialiste de La Rochelle s'est réuni pour prendre position vis-à-vis du Cabinet d'Union nationale. Il parait que les avis étaient fortement partagés. Le flambeau de la <u>franc-maçonnerie</u> (1), M. Décile, ne pardonnerait pas à son frère hiérarchiquement supérieur, William Bertrand, de participer à la nouvelle formation (du gouvernement). Nous ne manquerons pas de rapporter à nos lecteurs les échos qui nous parviendront sur ces luttes de famille ».

(1) : souligné par nous

L'Echo Rochelais ne manquait pas de signaler l'appartenance à la <u>franc-maçonnerie</u> des édiles, en général de gauche, à Paris, à La Rochelle, ...

g) <u>Le 17 février 1934. La riposte de Ouest-Océan à L'Echo Rochelais, alors que « l'incident est clos » avec La Petite Gironde depuis le 16 février. Trois articles :</u>

• <u>Dans Ouest Océan</u>: Titre « <u>Une belle gifle</u> »:

« Voici la lettre que M. Gustave <u>Gounouilhou</u>, propriétaire et Directeur Politique de <u>La Petite</u> <u>Gironde</u>, écrit à M. <u>Taittinger</u>, <u>président des Jeunesses Patriotes</u> :

14 février 1934

Monsieur Pierre Taittinger 34, rue Charles-Lagache, Paris

Mon cher ami.

Je vous ai téléphoné l'autre jour à la réception de votre lettre, pour vous dire que l'allais bien volontiers en faire la publication, à un mot près, à la condition toutefois que votre organisation, comme j'avais des raisons de le penser, n'attaque pas notre journal par voie d'affiches. J'ai reçu de vous des apaisements nécessaires et vous m'avez très exactement déclaré que vous aviez donné des instructions pour que rien ne paraisse avant que vous sachiez le sort que nous ferions à votre envoi. Maintenant qu'a paru en première page, sous un texte de nous, tout de conciliation, votre protestation, vous lancez l'affiche des Jeunesses Patriotes. Je vous laisse juge du procédé... néglige volontairement m (mots manquants) Le côté vindicatif et la grossièreté de ce texte. Je l'excuse même. J'ai été jeune et je demeure patriote. Mais je refuse d'accepter pour le journal, ses directeurs et son collaborateur mis en cause, de bas outrages. Ce qui est mal, Taittinger, et je vous le dis tout net, c'est qu'un homme qui, comme vous, sait que certaines insinuations sont ignobles, puisse permettre à ses troupes de signer une affiche qu'il sait lui-même un mensonge. Vous ne serez pas surpris d'apprendre que nous faisons les constats qui nous permettrons d'assigner en diffamation les signataires en toutes localités où l'affiche sera publiée, et que, après l'avoir expédiée, je publie ma lettre dans le journal. Bien à vous. Gustave GOUNOUILHOU.

M. Gounouilhou dédaigne les insultes des J.P. mais refuse d'accepter pour son journal, ses directeurs et son collaborateur, de bas outrages. M. Bach, vous voilà remis en place et non pas par un radical-socialiste mais un modéré. Certaines insinuations sont ignobles et vous n'avez pas peur de les proférer. Votre arme c'est le mensonge, c'est *La Petite Gironde* qui l'écrit (1). Les J.P. se déconsidèrent en employant des hommes comme vous qui ont des procédés ignobles. Ce n'est pas de la politique que vous faites, c'est de la calomnie que vous répandez à pleine colonne dans votre journal *L'Echo Rochelais*. Les dirigeants des Jeunesses Patriotes sont jeunes « et patriotes », mais vous vous êtes une « vieille jeunesse » et votre patriotisme consiste à prêcher la guerre civile, drôle de mentalité. Vous voudriez exciter une partie de la population rochelaise contre l'autre et vous ne réussirez qu'à amener le désordre par vos insinuations mensongères qui sont, dit <u>La Petite Gironde</u>, « ignobles » (1). Vous voilà catalogué et vous recevez de M. Gounouilhou le plus formidable coup de pied dans le c... que vous n'avez jamais reçu (1). Quoique à distance, l'homme à la jambe longue, il vous a touché tout de même. CIVIS (2) »

- (1): Fin 1936 G. Menon et ses amis radicaux-socialistes non modérés ont dû être surpris d'apprendre qu'AB devenait rédacteur en chef de l'Indépendant, quotidien radical-socialiste modéré que venait d'acheter ... La Petite Gironde de Gustave Gounouilhou..!
- (2): CIVIS = G. Menon

• Titre « Furore » par Georges Menon :

G. Menon assimile AB aux fascistes puis : « L'incident de La Petite Gironde est clos. M. Taittinger, son patron lui a donné l'ordre de « la fermer ». En effet, l'affaire tournait à l'aigre pour les J.P. (Jeunesses Patriotes) et cela montre l'intelligence de leur chef (P. Taittinger) d'avoir su calmer ses cohortes, mais cela fait un deuxième coup dans le derrière de Bach ». G. Menon donne une explication qui sera difficilement soutenable quand on connaîtra le « parcours politique » de P. Taittinger d'une part et de AB d'autre part. Mais en février 1934, des apparences n'étaient pas favorables à AB, tout au moins pour G. Menon, pas fâché de polémiquer de manière addictive.

Titre: « Les mensonges de l'Echo Rochelais », non signé:

« Dans un numéro spécial, M. Bach avait annoncé, en grandes manchettes, que les mitrailleuses et les fusils-mitrailleurs avaient tiré sur les anciens combattants et mutilés, quel mensonge ». Puis l'article cite le « <u>Général Gouraud</u>, ancien combattant et mutilé à 95 pour cent » … Puis est cité le Maréchal Pétain, ministre de la Guerre pour contredire AB C'est peut-être la première fois qu'AB et Pétain n'ont pas la même opinion sur quelques évènements … ce ne sera pas la dernière …

AB n'était pas à Paris donc pour faire son numéro spécial, il a dû lire, voire reproduire des dépêches d'agence et/ou se laisser à croire ce que racontaient les J.P. de Paris, relayées par des J.P. de La Rochelle... On ne le saura jamais. Rien dans les futurs écrits d'AB ne mentionne ce numéro spécial! Le journaliste doit toujours vérifier ses sources, mais AB était un journaliste très engagé ... parfois même un peu trop, se laissant aller à la polémique à La Rochelle.

h) <u>Le 19 février 1934. Trois mises au point de L'Echo Rochelais sur les évènements à Paris et à La Rochelle.</u>

• <u>Entre L'Echo Rochelais et La Petite Gironde, en grands caractères : « Point final</u> » la polémique :

« D'accord avec ce que nous avons annoncé vendredi, La Petite Gironde publie l'entrefilet suivant: A la suite d'une nouvelle conversation avec M. P. Taittinger, député de Paris, président des Jeunesses Patriotes, nous avons convenu, dans une pensée d'apaisement et en raison d'une vieille amitié, de considérer, tant d'un côté que de l'autre, l'incident qui s'est produit entre La Petite Gironde et les Jeunesses Patriotes comme définitivement clos. L'heure est à l'union et non à la discorde ».

Cette « vieille amitié » a-t-elle facilité le passage d'AB de L'Echo Rochelais à L'Indépendant en 1936 ? cf ci-après le sous-chapitre III « AB rédacteur en chef de L'Indépendant des Pyrénées ».

• Lettre du 144è R.I. à La Petite Gironde.

L'Echo Rochelais reproduit intégralement la longue et très argumentée lettre de l'amicale parisienne des anciens combattants du 144è R.I. Elle conteste l'article du 8 février de La Petite Gironde qui « rend compte des évènements de la nuit du 6 février à Paris d'une façon tout à fait inexacte ; votre correspondant vous a trompé ». Suivent cinq paragraphes très précis : « Tels sont les faits prouvés... » par plusieurs preuves matérielles et « par le fait que le président de l'UNC Lebecq et Goy ont été glorieusement blessés... à votre tête ... Le Maréchal Lyautey et ... n'ont pas hésité à dire, à juste titre, que le gouvernement avait assassiné les anciens combattants ».

Bien évidemment la publication de cette lettre très « accusatrice » contre La Petite Gironde n'est pas innocente de la part de l'Echo Rochelais, d'autant que AB a peut-être « activé »

son ami Goy pour que cette lettre du 144è RI soit bien envoyée au rédacteur en chef de La Petite Gironde... et qu'ainsi soit « accélérée » la mise « au point final » entre l'Echo Rochelais et La Petite Gironde.

Titre « Dans le collecteur »

Toute une colonne non signée mais à l'évidente d'AB pour répondre à G. Menon. Ce dernier ne publie pas la mise au point finale publiée par La Petite Gironde. Pour L'Echo Rochelais, G. Menon fait usage de texte incomplet du Maréchal Pétain et du Général Gouraud.

Enfin l'article revient longuement sur ce qu'aurait préparé G. Menon contre les locaux de L'Echo Rochelais: « Nous maintenons que G. Menon avait monté ce coup et en voici la preuve dont il y a de nombreux témoins ».

A l'évidence P. Taittinger n'a pas demandé à AB de « la fermer » selon G. Menon (cf cidessus), et AB « d'enfoncer le clou » vis-à-vis de G. Menon.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

i) Le 21 février 1934. Une page encore bien remplie dans *L'Echo Rochelais*

A nouveau les évènements du 6 février :

- « Le 6 février. Au sujet des mitrailleuses ». Témoignages et citations de journaux.
- « Réformer pour apaiser », un édito de P. Taittinger
- Un communiqué de l'Union Nationale des Combattants et Association des anciens prisonniers de guerre pour défendre un de leur président (local) <u>Godard</u> attaqué dans le journal *La Voix* par le socialiste M. Grasset. Nous retrouverons bientôt « cet ancien combattant jouissant à juste titre de l'estime de tous », M. Godard et le militant très actif S.F.I.O. M. Grasset.

• Point de vue « Vingt ans après »

Texte très clair d'AB. Hitler menace l'Autriche d'un ultimatum, traduit par AB: « Tu vas changer ton gouvernement et en donner les leviers de commande aux « nazis », sinon tu verras à quel bois je me chauffe! ... (et) il y a concentration de nazis à la frontière bavaro-autrichienne ». Puis pour la France: « ... ce qui précède n'est pas simple à raconter: pour être sût, il suffit d'interroger un soldat quelconque de nos garnisons de frontières: de Thionville ou de Boulay (1) »

(1) : souligné par nous. AB en écrivant le nom de cette commune ne se doutait pas que onze ans après ce serait le lieu de son décès et de son « premier enterrement » (cf ci-après dans le chapitre V « AB le Résistant et le Déporté »).

Une fois de plus AB accuse les pacifistes de naïveté: « Il parait qu'en désarmant et en criant: « Vive la Paix! » on empêcherait la guerre. Alors crions: « A bas les incendies! et supprimons les pompiers »

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

j) <u>Le 21 février 1934, dans Ouest-Océan,</u> titre « <u>Une leçon</u> ». Georges Menon attaque à nouveau André Bach.

« Quelle belle leçon pour des dirigeants que cette émeute du 6 février ! ... La nuit du 6 février n'est pas une simple improvisation qui a mal tourné. Les camelots du Roy n'étaient pas là pour la rigolade. Les J.P. avaient une mission bien nette (JPC : laquelle ?). Tout cela pour Stavisky ? Que non !... pour M. Taittinger, quand le service d'ordre massacre, comme en Autriche, des milliers d'ouvriers, c'est parfait... » (JPC : P. Taittinger ne l'a jamais dit ou écrit). Mais rien sur AB dans cet article.

En revanche G. Menon fait une « spéciale » pour AB dans un autre article au titre « <u>Furore</u> <u>Bacchus</u> » :

- « Pas encore ! L'Echo Rochelais fulmine de voir que nous déjouons ses malices cousues de fil « blanc » (évidemment). Le « Joyeux » Bach (1) connaît tous les repris de justice, il les cite, il les côtoie. Il amuse les républicains. Tantôt il discrimine un autre groupe. Ah ! que ce Bach est rigolo ! Le nom veut que l'on fasse du comique pour la plus grande joie des « Badauds » (2). Il me colle des lieutenants. Lui n'est que caporal dans le rang des « Vieillesse Patriotes ». Le nez au vent, rouge (1) et reluisant, cet homme, au sourire si (mot illisible) est un rageur impénitent. Dès que l'Ouest-Océan paraît, il lit, relit, écume, enrage, et le froissant enfin, il assouvit sa rage. Puis le jetant au loin de lui, le roulant, piétinant, lacérant, le mordant il fait tant enfin que dans le papier son râtelier reste et s'endort (3). »
 - (1) : Souligné par nous. « <u>Bacchus », « nez rouge</u> » : G. Menon, après « le dessous de la ceinture » monte plus haut dans l'anatomie d'AB. Bien évidemment quelques lecteurs devaient attendre la riposte du zouave. Elle arrivera le 26 février.
 - (2) : Le Carnet du Badaud, rubrique créée par André Bach, cf « AB le localier », le B) ciaprès
 - (3) : Ce n'est plus du journalisme mais du délire!

k) Le 23 février 1934

- En page une :
- Un édito de P. Taittinger, député de Paris : « Vers un front national ».
- En dessous « <u>Où l'on retrouve M. André Hesse</u> », toujours un peu polémique. Article non signé.
- A côté, Point de vue d'AB. Titre : « La Mafia » :
- « L'horrible assassinat de **M. Prince** qu'il sera difficile de maquiller en suicide ou exploit crapuleux a plongé la majorité des citoyens dans de profondes réflexions... le scandale Stavisky aurait pu être un scandale comme un autre, mais à l'encontre de ceux-ci, il a comme certaines morts, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles étaient bigrement inopportunes pour la recherche de la vérité, d'une opposition manifeste pour ceux qui avaient quelque chose à cacher. Comme on dit vulgairement « Elles tombaient à pic »... Stavisky s'est suicidé. C'est du moins une chose entendue, alors que justement il devenait intéressant de l'entendre dire des choses..., un magistrat réputé comme intègre est assassiné la veille même du jour où il devait être entendu sur l'affaire Stavisky... et la maladie terrasse le député BONNAUR au moment précis où n'ayant plus rien à ménager et tout à sauver, il va probablement ouvrir son sac... les (3) coïncidences... donc à inciter les citoyens à se gratter la tête pour réfléchir : **cette vérité serait-elle monstrueuse** ?... qu'y at-t-il donc chez nous qui commande ces crimes... » A la fin « ... **Nous souffrons d'un abus dont la Nation pourrait périr. Si l'on ne veut pas qu'elle périsse, il faut aller jusqu'au germe** (1) », signé AB.
 - (1) : en gras dans L'Echo Rochelais
- En page intérieure, titre « <u>Portraits</u> ». AB veut tourner en dérision les dernières « attaques » de G. Menon. Il n'y a aucun nouvel argument. Mais AB n'avait probablement pas eu le temps de tout lire dans Ouest-Océan du 21 février.

I) Le 26 février 1934. AB riposte à G. Menon.

- En page une, du « classique » :
- Edito de P. Taittinger sur une colonne et demie : « L'heure de la décision »

- En milieu de page, l'équivalent de deux colonnes, un article contre le Ministère Doumergue blâme MM. Herriot, Serraut et W. Bertrand « des radicaux-socialistes rochelais font alliance avec les bolchéviques », article non signé, mais probablement écrit par AB.
- <u>Point de vue d'AB</u>: « ... un député socialiste parlant de l'affaire Prince à M. Léon Barby du « Jour » n'a pas hésité à lui dire c'est un <u>crime maçonnique</u> (1) ... écoutez Ybarnegaray (JPC : député de droite des Pyrénées Atlantiques) dans sa conférence aux Ambassadeurs » (JPC : propos très orientés).
 - (1) : Souligné par nous. Si l'implication des francs-maçons dans la vie politique de la IIIe République, en particulier chez les Radicaux-socialistes, est bien connue, le mot de « crime » n'est pas approprié. On peut dire « une importante escroquerie financière » dans laquelle quelques francs-maçons sont impliqués. Quant à un « crime », laissons la justice pénale se prononcer.

En page 2, AB devient « tout rouge ». Titre : « Où l'on m'accuse d'être rouge » :

« Je m'excuse auprès des rédacteurs Ouest Océan de n'avoir lu qu'incomplètement le dernier numéro de cette estimable (1) publication. J'y retrouve deux articles où je me vois appliqué le surnom de « Bacchus », ce qui n'aurait aucune importance si ce surnom n'était accompagné d'insinuation tendant à m'attribuer une fréquentation assidue de la dive bouteille. Il y avait d'ailleurs longtemps que M. Menon parlait de ma trogne vermillonnée. Il est évident que tout le monde ne peut pas avoir le physique séduisant de M. Menon, qui en a d'ailleurs bien besoin pour ses conquêtes. Et puis M. Menon ignore sans doute que les amputations créent quelques fois des troubles circulatoires d'où peut résulter un « vermillonage ». Or il m'est arrivé un accident en 1916 à l'époque où M. Menon soignait à Blaye l'augmentation de son périmètre abdominal. Depuis j'ai combattu victorieusement les troubles circulatoires par un exercice intense en plein air, mais au point de vue « vermillonage », c'était tomber « de Caraïbes en Syllabe » comme disait ma concierge, car chacun sait que la vie au grand air vous colore le teint! Comme je ne veux tout de même pas vivre dans une cave pour reconquérir un teint d'endives pour faire plaisir à M. Menon, me voici condamné au vermillon, indice d'une bonne forme ! On est rouge comme l'on peut! M. Menon l'est bien politiquement, tout en étant millionnaire économiquement. Encore mes excuses pour cette explication personnelle », signé AB (Phrases et mots soulignés

Le 26 février, Pépé répond « comme en 14 ».

(1) : Comprendre : « Ouest-Océan est une publication « non estimable » »

m) Le 28 février 1934. Une première page très « engagée » :

- « <u>Dans la clique maçonnique et stavisqueuse. M. Pressard, beau-frère de M. Chautemps, ex-ministre de l'Eteignoir, est relevé de ses fonctions</u> », article non signé.
 - « Pourquoi ils se sont fait tuer » par « F.S. » (signature non identifiée)
- « Les Anciens Combattants et la vérité sur le 6 février. Un député de gauche se fait vertement remettre à sa place. Dédiée à M. Père (Deny) (Ouest-Océan), pourfendeur de l'UNC », article non signé.
- « Les électeurs du 1^{er} arrondissement de Paris fêtent leur député Pierre Taittinger » à la remise de la Légion d'Honneur (au grade d'officier) au titre du Ministère de la Guerre.

3) AVRIL 1934: UNE NOUVELLE ACCELERATION DE LA POLEMIQUE AVEC G. MENON. LE ZOUAVE SORT SON CRAPOUILLOT, SUIVI D'UN CALME RELATIF EN AVRIL. (Lire aussi le D) ci-après)

L'Echo Rochelais continue d'enquêter/commenter les évènements du 6 février et de revenir sur toutes les polémiques qui ont suivies. Dans ce flot d'articles, il n'y a rien de très nouveau pour expliquer le sens des évènements ni en termes de « révélations » factuelles. L'Echo Rochelais « éditorialise » aussi sur toutes les rumeurs et manipulations qui ont suivies à propos du « suicide » de Stavisky et autres disparitions suspectes : Point de Vue le 14 mars « Fantasmagorie » et « Où est la plaisanterie » le 21 mars pour ironiser sur « Notre grand confrère « Paris-Soir », trouvant sans doute que les choses trainent en longueur, vient de décider de faire chercher lui-même les assassins du conseiller Prince par une équipe francobritannique, composé du sympathique romancier Georges Simenon (JPC : bien connu à La Rochelle), un ex-chef du fameux « Intelligence Service » et de deux fins limiers de Scotland Yard ».

« Enjambons » donc ce mois de mars pour nous arrêter au 30 mars.

a) <u>Le 30 mars 1934</u>

<u>Ce 20^{ème} Point de vue d'AB</u> en 1934 est à resituer dans l'accélération de la polémique avec G. Menon. Titre : « <u>Histoire anticléricale</u> » :

- « ... un de mes talentueux confrère (JPC : sans doute G. Menon) se livre à des considérations fort spirituelles sur mes <u>initiales que font « abbé »</u> (souligné par nous) ... j'ai gardé souvenir d'un ancien grand oncle qui était quelque chose dans la franc maçonnerie... il vivait de régime et mangeait à ses heures. Un vendredi saint, un jour sans parapluie, il se réfugia sous le porche d'une église, un frère le voit et le dénonce et il fut relegué au bout de la table du banquet du Vendredi Saint ».
- « En page 1, en bas à gauche, un article signé AB au titre « M. Menon bochofage (1) à retardement ». « Menon vient de faire une très intéressante découverte en ce qui me concerne. Il s'est amusé en effet en remplaçant l'A de mon nom en O. On fait BOCH et en disant de moi « on ne sait pas d'où il vient ». On peut laisser supposer que je suis un agent d'Hitler ... »
- « M. Menon, qui chante l'Internationale, veut-il maintenant manger anachroniquement du Boche ? Il a 19 ans de retard. Du Bach, il fallait essayer d'en manger (au risque de sa peau) dès août 1914, et puisque M. Menon veut m'opposer, moi au nom de l'Est, aux gens de l'Ouest, je lui signale que les premiers mois mon régiment combattît côte à côte avec les aunisiens du 123è infanterie Charente Inférieure), dont les survivants se rappelleront Walcouret Origny St Benoite Montceau les Provins et Chaource. A cette époque, M. Menon collaborait à la reprise de l'Alsace Lorraine, pays de mes ancêtres (et ceux de M. Hesse) dans un garage d'automobile de Bordeaux. Flanqué d'un pot de peinture noire à l'abord et d'un pot de peinture blanche à tribord, un pinceau entre les doigts, il peignait des numéros sur les automobiles réquisitionnées. Pour se remettre des travaux guerriers, M. Menon allait faire son petit poker dans un bistrot improvisé, surnommé le « Père Fornual ». Il est vrai que l'ennemi aurait pu attaquer Bordeaux et, dans ce cas, M. Menon se serait trouvé en première ligne. D'ailleurs si j'ai un nom alsacien, ce que mon brave homme de père était de par-là (JPC : Moselle (2)), tandis que ma mère est du midi. Il eut donc suffi

d'une inversion de ces origines pour que je me nomme – Tartarin ou Escartefigue - et M. Menon serait obligé de manger provençal. Digo lique venque ! »

Mots en gras soulignés par nous

JPC: <u>Là le Pépé lâche les coups</u>: devenir « Abbé », AB, soit, mais se faire traiter de <u>Boche</u> ... !! après avoir ironisé sur un nez rouge « vermillonné » par la dive bouteille, c'est trop. Alors il sort son crapouillot contre Menon « planqué » à Bordeaux pendant la querre.

- (1) : Comme anthropophage = bochophage = qui mange du « boche » = du Bach
- (2) : Lire le chapitre sur « AB et sa famille »
- b) Puis L'Echo Rochelais saisit à nouveau quelques occasions pour mettre en cause les francs-maçons, qui dans l'affaire Stavisky, représenteraient « presque tous les inculpés ». L'Echo Rochelais ne manque pas aussi de donner les dernières nouvelles de A. Hesse :

En particulier le <u>13 avril 1934.</u> Titre : « <u>Allons, un peu de franchise MM. Les Francs-</u> Maçons! »

Sur deux colonnes, l'Echo Rochelais reproduit un texte du Grand Orient de France qui se défend contre les calomnies récentes vis-à-vis de ses « frères ». Le rédacteur de l'article prend note « La Franc-maçonnerie est, parait-il, soulevée d'indignation contre les scandales et réclame impérieusement la punition rigoureuse des malfaiteurs publics. Parfait! Mais alors a-t-elle révoqué immédiatement ses membres les plus illustres qui sont intimement mêlés au scandale de Stavisky? S'il « pleut sur le temple », les <u>responsables</u> sont : ... » Une liste de 14 « frères » dont Camille Chautemps, Frot et <u>André Hesse</u>.

L'auteur de l'article René Richard fait un glissement de vocabulaire car si les personnes citées sont « intimement mêlées à l'affaire Stavisky, <u>elles ne sont pas condamnées par un Tribunal</u> au titre de « malfaiteurs publics » ».

• Le 20 avril 1934

<u>P. Taittinger</u> devant la commission d'enquête dément les actions prêtées aux Jeunesses Patriotes le 6 février 1934.

Il est aussi évoqué la forfaiture <u>d'André Hesse</u> (1). Il est mis en cause dans « Le Soir » par son activité dans les affaires des laiteries de notre région : « c'est ce gardien du code qui sortant de son rôle protégeait un ami ... » par F. Hulot.

• C'est ainsi que le <u>27 avril 1934</u> André Hesse démissionne de la Vice-Présidence des laiteries de Charente.

(JPC: Jean-Pierre Raffarin (ancien Premier Ministre du Président J. Chirac) a aussi fait plus fort, bien que non producteur de lait, il est devenu en succédant à son père, ancien Ministre de l'Agriculture sous la IVe République, Président de la Fédération des coopératives laitières de la région Charente, tout en étant aussi député puis sénateur, il avait « suspendu » cette Présidence pendant qu'il était Premier Ministre... Certes durant sa carrière politique, Jean-Pierre Raffarin a été beaucoup plus « honorable » et moins contesté qu'André Hesse.

c) AB estimant peut-être que les lecteurs désirent d'autres lectures que celles sur le 6 février, l'affaire Stavisky et André Hesse, il peut proposer des Points de Vue sur les sujets moins dramatiques et polémiques, ce qui lui permet d'exercer son esprit gentiment moqueur, cf ci-après :

• Le 20 avril 1934, Point de Vue « Le sérum de girafe »

AB fait semblant de s'étonner de la naïveté de croire à l'efficacité d'un nouveau « sérum animal qui remplace les sécrétions glandulaires absentes chez les nains » ... et donc pour se moquer : « Sans doute, s'agit-il d'un extrait physiologique à base de glandes de girafe ? » L'industrie du vêtement profitera des allongements des vêtements et la construction de nouvelles maisons, les anciennes devenant trop petites ». Mais AB s'inquiète, toujours avec le sourire : « En effet, trop de gens trouvent déjà que la terre est trop basse (et) qu'une subite élévation de la taille des paysans ne ferait qu'accélérer la désertion des campagnes. »

• Le 25 avril 1934, Point de Vue « Races éteintes »

AB a 47 ans et commence à rappeler le passé pour donner un « point de vue » sur des évolutions que les jeunes ne voient pas. Par exemple, la disparition des caniches qui « étaient des chiens pourvus de longs poils ... la mode était de (les) faire « tailler en lion ». C'était un spectacle des plus prisé par les badauds parisiens, qui se pressaient sur les quais de La Seine pour voir les tondeurs opérer sur les berges... Passant au plus fidèle ami du chien, l'homme, on constate la disparition d'une espèce humaine, ou pour mieux dire, d'une époque dans l'évolution de l'être humain. Le type qui apprend à « monter à bicyclette » a disparu de nos rues et promenades ... il existait des manèges spéciaux où s'enseignait l'art vélocipédique, comme d'autre part, l'équitation ».

Puis AB devient encore moins « sérieux » : « Y a-t-il une évolution secrète dans la physionomie humaine ? Les enfants naissent et savent déjà monter à bicyclette ... ? L'organe a-t-il créé la fonction ? ... »

[Enfant et après je n'ai jamais vu ma mère Jeanne, fille d'André, faire du vélo]

• Le 25 avril 1934 : « A la Ligue des Droits de l'Homme ». Article non signé

« La Fédération de la Charente-Inférieure de la Ligue des Droits de l'Homme a tenu son congrès dimanche dernier à Rochefort. Les « traitres » en ont pris pour leur grade, puisqu'un blâme a été voté à l'adresse des « parlementaires qui favorisèrent la constitution du gouvernement actuel ». Et il s'en fallut même de peu que leur exclusion ne soit votée. Voici donc MM. Palmade, Sclafer et, --- à un degré supérieur, - M. William Bertrand, déjà nommé, nantis d'un blâme et suspects de « fascisme ». Leur disgrâce est encore moins grande que celle de M. Edouard Herriot, puisque la Fédération du Rhône va entamer contre ce dernier la « procédure d'exclusion » pour « son entrée dans le cabinet Doumergue, où il partage la responsabilité des décrets-lois ». Notons, en passant, que la L.D.H affirme ne pas faire de politique. »

Les « traites » sont d'éminents responsables politiques du département, radicaux-socialistes et suspects de « fascisme ». C'est évidemment très excessif. Mais « l'ambiance » de l'après 6 février est restée très « marquée » dans l'esprit très sectaire de certains « militants » politiques de gauche et de droite.

4) MAI 1934. Bacchus - Trosky - Hesse _ Louis Barthou

a) <u>Le 5 mai 1934 dans *Ouest Océan* par Civis (G. Menon): « Quand Stavisky</u> « éclairait » »

Citant le « Populaire » (gauche) du 3 mai, P. Taittinger aurait reçu des chèques de Stavisky « émis par M. Charles Wurtz chez MM. Mirabaud et Cie. Or M. Charles Wurtz, c'est la Compagnie Foncière. Et derrière celle-ci, il y avait Stavisky ».

Ce sera démenti et jamais prouvé.

Le plus « intéressant » est de remarquer comment Civis (G. Menon) en profite pour « s'intéresser » à AB. « ... On pourrait presque ajouter : il serait curieux d'apprendre que l'argent qui paie Bach a la même provenance. Il serait bon que celui qui inonde L'Echo Rochelais de sa bave calomnieuse, illumine encore davantage « en code » ainsi que nous lui avons conseillé un jour pour ne pas éblouir ses adversaires. Baissez un peu vos phares, mon vieux Bacchus, vous êtes trop éclairés !!! »

Commencer un article à propos des chèques supposés à P. Taittinger pour reparler de « Bacchus », AB, est trop éclairé, relève d'une obsession devenant maladive, pathologique.

- b) <u>Le 7 mai 1934</u>. Page 1 : « <u>Une mise au point de Pierre Taittinger</u> » (1) pour démentir une rumeur comme quoi P. Taittinger « <u>aurait été le bénéficiaire de chèque Stavisky</u> ».
 - (1) : en très grands caractères dans l'Echo Rochelais

c) Le 9 mai 1934. Point de vue : « Le nouveau juif errant » (Trotsky) :

 Après une introduction sur « Isaac Laquedem, premier juif errant », on comprend dès le deuxième paragraphe qu'AB va consacrer son point de vue au « juif errant Trotsky... un homme qui a toujours cherché à nuire à notre pays ... Il n'est pas inutile de rappeler qu'entre 1914 et 1917, Trotsky, sous couleur de se perfectionner dans l'art de fabriquer des casquettes, faisait de la propagande anti-française à Paris même. Dès l'annonce de la révolution, on s'empressa chez nous, - nous avons toujours été un peu bêtes, - de l'expédier en Russie, et les Allemands, sachant bien ce qu'ils faisaient, le firent transiter à travers leur territoire dans un wagon plombé, comme une marchandise précieuse. Et elle l'était, en effet, pour eux, puisque, quelques semaines après, c'était la paix de Brest-Litowsk, la défection russe et la guerre prolongée de nombreux mois au prix de milliers et de milliers de vies françaises et alliées, voire allemandes et similaires. Il faut croire que cela n'avait rien appris à nos gouvernements, puisque, lorsque Trotsky différa d'avis avec ses collègues, sur la meilleure sauce à laquelle apprêter la société, ce fut finalement chez nous qu'on le recueillit. Et non point sur un rocher désert, mais bien dans les sites enchanteurs de la Corse, ou les frais ombrages de la forêt de Fontainebleau. Aujourd'hui, on lui cherche une nouvelle résidence, et il paraît qu'il faut que ce soit chez nous, puisqu'il n'y a pas d'amateurs à l'étranger. »

On connait la suite pour Trotsky.

JPC : Point de vue qui montre qu'AB est sensible à l'antisémitisme de l'époque. Dans la Résistance, AB sera dans un contexte très différent, cf le chapitre V ci-après.

- Ce même jour, le <u>9 mai</u>, « M. Gernut, Président de la Commission d'enquête Stavisky de l'Assemblée Nationale met <u>M. Taittinger formellement hors de cause</u> » (JPC : sur les prétendues relations et chèques entre P. Taittinger et Stavisky).
 - d) Le 11 mai 1934, « Un direct où M. Menon touche sur un bec de gaz » par A. B.

Nous sommes au cœur de l'affaire Stavisky avec ses doubles « retombées » à La Rochelle : A. Hesse, avocat de Stavisky, et les accusations contre P. Taittinger dans Ouest-

Océan de G. Menon. Ce dernier profite de l'occasion pour parler de son confrère AB devenant « Bacchus » (lire ci-dessus, ci-après et dans le D)). En voici le texte intégral :

« M. Georges Menon, notaire non honoraire et sportif convaincu, doit savoir ce que l'on appelle un « contre » en termes de boxe : lorsqu'un boxeur imprudent part à fond, croyant achever son adversaire, et tombe de lui-même sur le poing opposé. C'est ce qui vient d'arriver à M. Menon. Croyant nous porter un coup fatal en exploitant la fable ridicule des chèques Wurtz, apprenant simultanément que M. André Hesse avait été acquitté par la Commission d'enquête, M. Menon, - avant de partir pour l'Auvergne, - écrivait, mercredi, des choses définitives (ou qu'il croyait être définitives) dont nous demandons à nos lecteurs la permission de citer quelques perles. D'abord, des extraits du *Populaire* : « Mais, maintenant, M. Taittinger doit s'expliquer » « ... après sa comparution devant la Commission d'enquête, il devra observer la pudeur du silence. Il est, lui aussi, passé à la caisse directement. » Ensuite l'imprudent Menon part à fond : « Il est pénible de voir un honorable avocat exerçant loyalement sa profession, blâmé de recevoir des honoraires qui lui sont dus et être insulté par une presse de droite qui, sous prétexte de charité, reçoit indirectement de l'argent par des intermédiaires qui sont mêlés aux affaires de Stavisky. » Et puis, voici pour mon matricule: « Mais alors, si L'Echo Rochelais redevient calme, sentant où la mouche le pique, il faut donc avouer que Bacchus (1) a, lui aussi, été payé avec de l'argent de Stavisky... indirectement, soit, mais payé tout de même. » « Et alors, tout son bourrage de crâne, sa bave de calomnie et les badauderies qu'il étale et imprime à tous les Echos, c'était donc de l'argent de Wurtz! » On voit que je ne crains pas de citer largement la prose non-honoriale de M. Menon.

Quel dommage pour lui et pour Ouest-Océan qu'il n'ait pas attendu vingt-quatre heures avant de danser « la danse du scalp » en croyant tenir ma chevelure au bout de son bras (2). Par malheur pour M. Menon, me scalper est une opération délicate et difficultueuse, ainsi que les faits viennent de le lui prouver. »

- (1) (d'AB) : « C'est me faire beaucoup d'honneur, Bacchus était de fils de Jupiter et je ne suis pas précisément un « fils à papa » »
- (2) (d'AB) : « Mes lecteurs comprendront qu'il s'agit d'une « simple figure » ». En effet AB est chauve.

« Comme nous écrivons dans notre dernier numéro, notre directeur, Pierre Taittinger, a été entendu, sur sa demande, par M. Guernut, président de la Commission d'enquête et M. Boully, secrétaire spécialiste de cette Commission et chargé de l'examen des chèques. Notre directeur n'a eu aucune peine à démontrer qu'à l'époque où M. Wurtz a remis 7.000 fr. pour le Préventorium Louise de Bellignies, la fameuse Foncière de Stavisky n'existait pas encore. Mieux encore, M. WURTZ N'A JAMAIS ETE ADMINISTRATEUR DE LA FONCIERE! Ces vérités sont tellement éclatantes que M. Guernut a mis formellement M. Taittinger hors de cause et a déclaré qu'il était inutile de porter ces balivernes devant la Commission d'enquête. Et M. Guernut n'est tout de même pas un fasciste. Simultanément, nous apprenions que M. André Hesse, comparaissant devant la Commission d'enquête pour s'expliquer sur certaines « erreurs » dans sa première déposition avait été, lui, TELLEMENT MIS EN CAUSE QUE LA COMMISSION DECIDAIT DE TRANSMETTRE SON DOSSIER AU GARDE DES SCEAUX. Je le regrette pour M. Menon, mais ces deux faits établissent clair comme jour: 1° QUE PAS UN SOU DE STAVISKY N'EST ENTRE DANS LA CAISSE DE NOS ORGANISATIONS; 2° QUE M. ANDRE HESSE A RECU DES CENTAINES DE MILLE FRANCS DE STAVISKY POUR LE SOUSTRAIRE A LA JUSTICE. Or, il est de notoriété publique que le journal de M. Menon, Ouest-Océan, à M. André Hesse comme bailleur de fonds. Je n'hésite donc pas à écrire : SI UN JOURNAL DE LA ROCHELLE A RECU DE L'ARGENT VOLE, C'EST OUEST-OCEAN. SI UN JOURNALISTE DE LA ROCHELLE A RECU DE L'ARGENT VOLE, C'EST M.

GEORGES MENON. LE CALOMNIATEUR DANS TOUTE L'AFFAIRE, C'EST M. GEORGES MENON.

Il n'est pas d'ailleurs qu'un calomniateur, c'est aussi un pleutre et un lâche et il l'a démontré à l'égard de M. André Hesse lui-même! Pour s'en rendre compte, il n'est que de lire la collection d'Ouest-Océan depuis le début de l'affaire Stavisky. Aussi longtemps que M. André Hesse fut en danger, le journal subventionné par lui avait bien garde de le défendre, - à l'encontre de certains « supporters » courageux comme M. Suire, - mais après la première comparution devant la Commission d'enquête et le « blanchissage » provisoire, M. Menon, le croyant définitif, vola au secours de son patron (voir ci-dessus). C'est que, lui aussi, bâtissait des châteaux électoraux en Aunis, en compagnie des « épurateurs » Déclie et Péré. Monsieur Menon, peut-être vous faudra-t-il faire encore volte-face? Mais, une autre fois, ne vous précipitez pas tant pour accuser ou innocenter; des rencontres répétées avec des becs-de-gaz pourraient nuire à votre photogénisme. Et méditez sur ce vieux dicton de chez nous, que je ne me lasse pas de citer : « Quand on a souillé ses chausses, on ne monte pas au mât de cocagne. » » Souligné par nous.

Cette dernière expression est l'une des favorites d'AB dont on comprend bien le sens.

e) <u>Le 14 mai 1934 :</u>

« M. André Hesse est exclu du parti radical »

• Point de vue : « Fantasmagorée »

L'affaire Stavisky continue d'alimenter les polémiques et parfois les « fantasmes » sur la « vraie » cause des morts : suites aux meurtres « d'Etat », « politiques » ... ? Stavisky, M. Bonnaure, M. Borry et absence de convocation par la police MM. Duraud et Dalemier. AB cite L.O. Frossard (communiste) : on nous concèdera que M. Frossard n'est pas un fasciste! » : « Cette fois, la coupe est pleine. Si des mesures d'énergie ne sont pas prises pour débloquer la fourniture qui empoisonne l'Etat, le régime s'effondrera dans la honte et le déshonneur ». Sans qu'il soit besoin de fascisme, Messieurs les bons apôtres! André Bach ».

f) <u>Le 16 mai 1934. En page 1 : « M. Edouard Herriot exclu de la ligue des droits de l'homme.</u>

« Par 11 voix contre 4, la section du Rhône de la ligue des droits de l'homme a exclu M. E. Herriot, coupable de trahison pour sa participation au Ministère Doumergue. A part ça, la ligue des droits de l'homme ne s'occupe pas de politique! ... Mais voir M. Herriot traité comme un vulgaire réactionnaire, ça n'est pas banal ». Sans signature.

<u>JPC</u>: encore aujourd'hui le sectarisme est bien partagé par les « réactionnaires » et les « progressistes », les « soumis » et les « insoumis », les « en marche » et les « en arrêt » ...

g) Le 20 mai 1934. Point de vue « Sur la ligne de départ »

AB se trouve tout à fait d'accord avec M. <u>Miaux</u> (Albert Miaux, cf ci-dessus et ci-après dans le B) les relations entre AB et Albert Miaux) sur la manière d'enseigner à l'école, un des thèmes favoris d'AB.

h) <u>Le 26 mai 1934. « Les Radicaux-socialistes rochelais et M. André Hesse ».</u> Non signé

« Nos grands confrères d'hier matin et Ouest-Océan de même date nous ont appris que le Comité radical-socialiste de La Rochelle avait radié M. André Hesse comme président d'honneur et l'avaient exclu du Comité. M. Hesse ayant demandé à être entendu avant le congrès radical-socialiste de Nantes, cette faveur lui a été accordée, mais il ne sera, parait-il, entendu qu'à « titre documentaire ». Les journaux précités disent que de violentes discussions ont eu lieu au Comité radical-socialiste. Sans doute M. Menon, farouche, quoique intermittent défenseur de M. Hesse, s'est-il héroïquement cramponné à la tribune ? La chaleur nous faisant espérer une abondante transpiration des nouvelles, nous pensons donner des détails dans un prochain numéro. »

i) Le 30 mai 1934. « M. André Hesse est radié de l'ordre des avocats »

M. Eugène Frot, ministre de l'Intérieur du 6 février est suspendu six mois.

j) <u>Le 31 mai 1934 dans L'Echo Rochelais</u>: André Bach félicite Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères. Titre du Point de Vue : « Choix de style » :

« Le discours prononcé récemment à la Chambre par M. Barthou, ministre des Affaires étrangères, sur la situation extérieure, a permis à l'opinion publique de toucher du doigt le redressement effectué par le ministère Doumerque dans ce domaine. Tous les ministères qui s'étaient succédé depuis 1932 avaient conservé comme ministre, - à titre inamovible, semblait-il – M. Paul Boncour, dont la politique, l'absence de politique plutôt, consistait à se laisser manœuvrer par les diplomates étrangers, à accepter comme argent comptant tout ce qui se débitait de fadaises à Genève ou ailleurs, à se laisser embrigader dans un « pacte-àquatre » plein d'embûches et à mécontenter nos plus fidèles alliés naturels. Le tout sous le signe de la mystique briandesque qui ne représentait plus rien du tout de tangible, en admettant encore qu'elle n'ait jamais représenté quelque chose. Depuis l'avènement de MM. Doumergue et Barthou, - avènement dû aux évènements du 6 février -, la politique Briand-Boncour a été abandonnée et on ne peut que s'en féliciter. Pour la première fois depuis longtemps, un ministre français des Affaires étrangères a dit « non », a parlé ferme aux cabinets étrangers, amis ou ennemis, a visité Varsovie et Prague, et ne s'est pas rendu à Genève avec l'intention de consentir à tout, comme ses prédécesseurs. C'est dire que sa politique représente exactement le contraire de celle de ces derniers. Cependant, à la Chambre, M. Barthou a déclaré que son action continuait celle de M. Briand. On peut supposer que c'était pour faire plaisir à certains de ses auditeurs, qui aiment entendre les vieux refrains. En fait, une simple clause de style. »

Puis à nouveau AB condamne les positions de la Confédération (de gauche) des Anciens Combattants et met en doute la solidarité des Anglais et Américains pour s'opposer au réarmement de l'Allemagne. Comme souvent il faut lire la conclusion de l'article pour comprendre le choix du titre de ce Point de Vue, précisant bien la pensée de l'éditorialiste. Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

Malheureusement AB n'eut pas la chance de connaître L. Barthou à Pau du fait que ce dernier fut assassiné en 1934, AB arrivant à Pau en 1936, cf ci-après dans le sous-chapitre III « AB rédacteur en chef de L'Indépendant des Pyrénées ».

5) JUIN 1934 : « Réunions sanglantes » (en France) : l'échange de lettres entre *L'Echo Rochelais* et *La Petite Gironde*.

a) <u>Le 2 juin 1934</u>. Dans *Ouest-Océan* : « <u>Notre député</u> » en très grands caractères.

« Monsieur André Hesse, radié de l'ordre des avocats, vient de faire appel. Il sera défendu devant la Cour d'appel de Paris par Me Floch. Depuis cette dernière décision qui l'atteint, sans compromettre son honneur, M. André Hesse a reçu une foule de marque de sympathie et d'attachement ».

b) Le 6 juin 1934. Point de Vue « Méditation devant un billard russe »

AB dénonce les méthodes des diplomates russes représentés par M. Litvinoff sur le tapis vert des négociations :

« Quand ils ne sont pas contents du sort de la partie, - on l'a vu à Genève -, ils font comme les gosses : ils reprennent leurs billes et ne jouent plus ... avec eux (les diplomates russes) tout est fantasmagorie ; ils ont instauré la dictature du prolétariat et en apparence l'égalité. Mais chez eux, leurs manœuvres mal nourris travaillent dans la fourmilière du plan quinquennal sans plus de liberté que la vraie fourmi... »

Puis AB montre ce qui est à ses yeux le plus menaçant pour la France :

« Les citoyens soviétiques, tous les deux ans, trois ans de service militaire, sur tous les écrans nous ne voyons que défilés, parades, manœuvres, matériel perfectionné, avec une armée où il ne fait pas bon rigoler. Mais, en dehors (JPC : en France), les Soviets font marcher leurs admirateurs (les parties politique de gauche et leurs journaux, plus la CGT en France) contre les armes et les patries et les jeunes bougres qui errent : les Soviets partout ... croient marcher vers une libération. »

Il faudra attendre un demi-siècle pour que les voiles de la « fantasmagorie » de la propagande soviétique/parti communiste se déchirent en France. De très nombreux intellectuels français ont succombé devant cette propagande. Les auteurs et éditorialistes qui essayaient de décrire de manière objective les dangers de la diplomatie soviétique étaient immédiatement, avant 1940, qualifiés de néo-nazis, pro-allemands et après 1950 d'alliés des Etats-Unis. AB ne variera pas sur les risques de faire de l'URSS un allié de la France, comme tenta de le réaliser le Front Populaire. D'un autre côté, bien des hommes politiques et journalistes français dans les années 1930 connurent une fièvre d'anticommunisme névrotique.

La Russie « en France » ce début du 21^{ème} siècle : commentaires évidents après la guerre de la Russie et l'Ukraine.

- c) <u>Du 8 au 18 juin 1934</u>, une série de cinq articles « <u>Sur la piste de vrais</u> <u>responsables du scandale Stavisky</u> » par François Hulot :
- <u>Le 8 juin 1934</u>, « la déposition de Bari de Fourtou devant la Commission d'enquête pose définitivement le cas Chautemps. Bref rappel d'un passé récent ».
- <u>Le 11 juin 1934</u>, « le bel Alexandre (Stavisky) et ses complices en Touraine. Premiers contacts avec la famille Chautemps ».

- A nouveau sur 3 colonnes, <u>le 13 juin 1934</u>, en première page un nouvel article : « Où l'on voit apparaître pour la première fois le rapport Cousin. Comment la famille Chautemps s'emploie en 1931 à Tours à sauver Stavisky menacé de voir s'écrouler ses combinaisons ».
- <u>Le 15 juin 1934</u>, « Comment en 1931 la famille Chautemps sauva Stavisky du désastre. En juin 1931 le Parquet de la Seine (Pressard), le Parquet de Tours (Dufort), MM. Robert et Pierre Chautemps, Bardi de Fourtou et Bonnaure connaissaient ce document écrasant sur l'escroc. Camille Chautemps pouvait-il l'ignorer ? »
- Enfin le 18 juin 1934, « M. Camille Chautemps ne peut plaider l'ignorance. Un impressionnant faisceau de présomption établit que le Président du Conseil de janvier 1934 (C. Chautemps) n'a pas dit la vérité à la tribune de la Chambre (des députés) ». En conclusion, François Hulot, sans l'écrire (pour ne pas risquer de procès en diffamation ?) fait comprendre aux lecteurs de l'Echo Rochelais que C. Chautemps a menti (par omission ?) à la représentation nationale en janvier 1934.
 - d) <u>Du 8 au 17 juin 1934 dans L'Echo Rochelais</u>, AB (J.M. « Le Badaud ») présente plusieurs articles, des « Points de vue », des comptes-rendus de localier, sans oublier G. Menon (cf ci-après les B) et D)).
 - e) <u>Le 18 juin 1934, en page 1 : on apprend que P. Taittinger est réélu Président de la Commission des colonies à la Chambre des députés.</u>

JPC: pourtant la « chambre » (Assemblée Nationale) est composée en majorité de partis politiques qui, à La Rochelle, combattent vigoureusement P. Taittinger, comme dans Ouest-Océan. Et ceci après les accusations portées contre P. Taittinger au titre de Président des Jeunesses Patriotes. Mais à l'époque une tradition voulait peut-être qu'à « la Chambre » tout leader d'un parti politique ayant un minimum de députés ait la Présidence d'une Commission.

• Point de Vue : « Langage nouveau »

AB revient sur une de ses « constantes éditoriales » : les crédits militaires, la S.D.N., le réarmement de l'Allemagne. Au début de son Point de Vue, il se félicite que Paul Doumer (nouveau Président du Conseil) propose une augmentation des crédits pour la défense nationale. Deux pacifistes qui plaident que l'Allemagne se réarme du fait des échecs de la conférence sur le désarmement, AB répond : « M. Léon Blum aurait-il oublié, par hasard, que si la conférence n'a pas abouti, même partiellement, c'est parce que les Allemands la quittèrent quand ils virent qu'on ne leur accorderait pas tout ce qu'ils demandaient... C'est dire que tous les écrits et discours pacifistes que l'on pourra écrire ou prononcer et tous les cris de « A bas la guerre » que l'on pourra proférer hors d'Allemagne, auront autant d'effet sur lui et ses sujets qu'un cautère sur une jambe de bois. Entretenir des illusions sur leur efficacité pourrait s'assimiler à une tentative de suicide national et collectif (1). Le projet que M. Doumergue a fait voter – avec la note de 3 milliards – date du ministère de M. Daladier. Figurez-vous ce qu'en eût été la discussion si nous avions été encore sous le régime des ministères à la petite semaine, de la recherche de majorités, du soutien à éclipse, du préjugé favorable et autres jeux byzantins, alors que les barbares (2) sont devant la porte. »

(1) : Souligné par nous

(2) : « Les barbares », c'est-à-dire les Allemands pour AB

f) <u>Le 20 juin 1934</u>. Titre, en très grands caractères, « <u>Les réunions sanglantes</u> »

Les manifestations à Montargis du 13 juin et du 18 juin à Toulouse animent les rédactions de La Petite Gironde, de La Dépêche et de L'Echo Rochelais. En effet Pierre Taittinger organise des réunions avec son mouvement des « Jeunesses Patriotes » qui entrainent des réactions parfois dans la violence des partis de gauche. Pour l'époque, rien que de l'habituel, sauf que Pierre Taittinger veut rétablir les faits :

« A la suite d'un récent article paru dans La Petite Gironde, notre directeur, Pierre Taittinger, a envoyé la lettre suivante à ce journal (en italique dans L'Echo Rochelais) :

Paris, le 13 juin 1934 Monsieur le Directeur,

Dans La Petite Gironde du mercredi 13 juin, dans l'article intitulé : « Ordre ? Autorité ? », je lis: « Avant-hier à Montargis, un jeune ouvrier mourait, qui, le 15 mai, au cours d'une réunion des Jeunesses Patriotes avait reçu une balle dans le ventre... Cela va-t-il continuer? Et le gouvernement, longtemps encore, va-t-il assister, indifférent ou impuissant, à cette préparation dans le pays, à cette organisation de la guerre civile ? » Vous me permettrez de rectifier votre information quant à la matérialité des faits. A Montargis, au cours de la réunion des Jeunesses Patriotes, il n'y a pas eu de blessés, étant donné que la réunion s'est passée dans le plus grand calme et que les orateurs y ont été longuement applaudis. En dehors de la salle, une émeute, que La Petite Gironde ne saurait approuver, avait été organisée, en quise de protestation, par des éléments socialistes et communistes. La réunion s'est terminée à 11 h. 30 du soir, sur la demande de M. le préfet du Loiret, les orateurs, ainsi que l'assistance tout entière, sont restés enfermés dans la salle jusqu'à 2 h 30 du matin. Entre 2 h.30 et 2 h. 45 du matin, heure où les gens paisibles ne sont pas dans les rues, et où un ouvrier, en prévision du travail du lendemain, pourrait être couché, les orateurs, qui revenaient à Paris, ont été assaillis à coups de pavés et de revolver au moment où ils reprenaient leur voiture, se trouvant à environ 1.500 mètres du lieu de la réunion. Au cours de la fusillade, un membre des Jeunesses Patriotes fut blessé et un jeune antifasciste fut frappé à la jambe, sans qu'on puisse savoir exactement s'il s'agissait d'un ricochet de balle ou d'une pierre. Ce jeune homme, pour des raisons que je n'ai pas à déterminer ici, est mort plusieurs semaines après, et je ne peux que m'incliner avec respect devant sa dépouille, tout en regrettant qu'il ait subi l'influence de gens qui, au moment du danger, envoient soigneusement leurs camarades se faire casser la figure à leur place. Il s'agissait, à Montargis, d'une réunion privée faite sur invitations. J'ajoute que les membres des Jeunesses Patriotes ont pour consigne, en réponse à l'appel de M. Doumergue, de ne troubler, sans aucun prétexte, les réunions de leurs adversaires. Si la même consigne était observée par l'extrême-gauche, il n'y aurait pas de « dimanches sanglants ».

Croyez, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma considération la plus dévouée. P. Taittinger, Député de Paris, Président des J. P.

M. Gustave Gounouilhou a accompagné l'insertion de sa lettre de judicieux commentaires que voici :

« M. Pierre Taittinger, député de Paris, président des Jeunesses Patriotes, nous adresse la lettre suivante, que nous insérons bien volontiers. Nous relevons avec plaisir la phrase dans laquelle il précise la consigne donnée aux Jeunesses Patriotes de ne troubler aucune réunion d'adversaires politiques. Si chaque parti agissait ainsi, nous n'aurions pas de dimanches sanglants, nous n'aurions pas « d'émeutes organisées en signe de protestation » ; pour reprendre les termes mêmes de M. Taittinger ; et c'est bien pour les éviter que nous souhaitions une action vigilante de ceux qui ont la charge de l'ordre public. Le droit de réunion est égal pour tous ; tous doivent être également protégés. C'est le rôle de

l'autorité responsable et elle est coupable quand les mesures prises par elle s'avèrent insuffisantes comme à Mantes, lors du retentissant échec de M. Bergery. Nous demandons à l'autorité de remplir son rôle et pas davantage. Est-ce trop lui demander ? »

« Pour notre part (L'Echo Rochelais), nous ajouterons que l'intolérance des organisations d'extrême-gauche a été suffisamment démontrée en Charente-Inférieure et, plus particulièrement, dans notre région. Alors qu'aucune de leurs réunions n'a été troublée, les meneurs du « front commun » se sont toujours efforcés de susciter des troubles lors des réunions adverses ; voir St-Jean d'Angély, Surgères, La Rochelle. Ils ont fait la preuve que, réclamant à grands cris la liberté pour eux-mêmes, ils la refusaient aux autres. Et, ensuite, ils s'en vont bêler partout que « la trêve est rompue » !

L'Echo Rochelais ajoute :

« Ce qui s'est passé lundi soir et dans la nuit, à Toulouse, est une éclatante confirmation de ce qui précède. Nos amis de Toulouse offraient un banquet à Pierre Taittinger dans un hôtel de la ville. Les dirigeants du « Front Commun » décidèrent immédiatement, sans doute au nom de la liberté, de susciter des troubles. De violentes bagarres éclatèrent entre leurs troupes et le service d'ordre, des rues furent éventrées et des vitrines défoncées. On compte une cinquantaine de blessés. Les dirigeants socialistes toulousains prétendent maintenant avoir été débordés par les communistes. Ils devraient pourtant savoir, par expérience, que c'est ce qui leur arrivera chaque fois. Le correspondant toulousain de notre confrère « La Petite Gironde » écrit à ce propos : l'état-major socialiste de Toulouse tente, en vain, aujourd'hui, de dégager les lourdes responsabilités qui pèsent sur lui. S'il y a une justice en France, comme il y a des soldats de l'ordre, ces responsabilités, nous en avons l'assurance, seront nettement établies. Mentionnons ce fait caractéristique que les manifestants du « Front Commun » saccagèrent les vitrines da « La Dépêche de Toulouse », le grand journal radical-socialiste. Quand l'on pense que « La Dépêche de Toulouse » a aidé au succès de nombreux parlementaires socialistes et que les troupes socialistes viennent maintenant lui casser ses vitres au titre de journal « bourgeois », il y a là un excellent sujet de méditation pour les radicaux-socialistes. Il devient de plus en plus difficile d'avoir un pied dans la barricade, côté ordre, et l'autre pied dans le côté désordre! »

g) Le 27 juin 1934. Point de Vue : « Le Tour de l'amitié » de Louis Barthou

Ce point de vue constitue une bonne synthèse de la constante pensée d'AB relative à la politique européenne française après 1918.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

L'éditorialiste AB met en exergue « le voyage de Louis Barthou, très justement dénommé « Tour de l'amitié » en Serbie ... A la réflexion, il est même un peu effarant de se dire que, depuis 1918, c'est la première fois qu'un homme d'Etat français visite les capitales des nations qui furent à nos côtés entre 1914 et 1918 ». AB se souvient « du côté de Guise le 29 août ... (quand) les Serbes ont flanqué une pile aux Autrichiens alors qu'allongés dans les betteraves et sans nouvelles depuis Charleroi, nous nous apprêtions à combattre pour nous reposer de plusieurs jours de retraite (1). J'en ai toujours gardé une reconnaissance considérable aux Serbes ... grâce à MM. Doumergue et Barthou les choses se passent autrement ces temps-ci (2). Au lieu de perdre son temps en des endroits (3) où ne naissent que des inimitiés M. Barthou a eu la bonne idée d'aller entretenir des amitiés anciennes qui ne demandent qu'à se resserrer. On nous dira que nous revenons ainsi à un système d'alliance d'avant 1914 (4) ».

- (1) : Dans un chapitre du livre « Là-haut » d'AB, cf ci-dessus le chapitre II
- (2) : La politique du cartel des gauches depuis 1924
- (3) : Genève Conférence(s) sur le désarmement
- (4) : Lors d'évènements récents, après l'éclatement de la Yougoslavie, la France et notamment son Ministère des Armées montra sa « fidélité » à la Serbie.

JPC.: 27 juin 1934, bientôt Louis Barthou sera assassiné au côté du roi de Serbie à Marseille. Pendant 14 ans j'ai usé « mes fonds de culotte », comme aurait dit AB, au lycée Louis Barthou à Pau. <u>Pas une seule fois un professeur d'histoire nous a évoqué « Louis Barthou, sa vie et son œuvre politique »</u>. Pourtant ce fut « <u>un homme d'Etat</u> », cf ci-après « AB journaliste dans l'Indépendant des Pyrénées ».

6) <u>JUILLET 1934 : Grande méfiance vis-à-vis de l'URSS et l'Allemagne, et ce dès 1934</u>

a) Le 2 juillet 1934, en page 1 de L'Echo Rochelais :

« M. André Hesse et les Radicaux-socialistes rochelais ». Article non signé

Hesse venait de se faire radier de son poste au congrès de Clermont-Ferrand. Il tente de le faire revenir par une décision des Radicaux-socialistes locaux lors d'une réunion du Comité radical-socialiste rochelais. Certains hésitent dont G. Menon. Le débat devenant « chaud », ce fut Maître Miaux (1) qui finalement présenta l'ordre du jour de confiance, que l'assemblée vota à une forte majorité. »

- (1) : Créateur du parti à La Rochelle au début du XXe siècle (cf ci-après, source orale). Il devait être considéré comme un sage.
 - « Toujours si nos renseignements sont exacts, MM. Déclie et Péré (Ouest-Océan) voteront contre le blanchiment et comme à Clermont-Ferrand, on ne peut savoir exactement ce qu'a fait M. Menon (2). »
 - (2) : G. Menon redevient plus tard un fidèle d'A. Hesse.

« Sous le signe du Front Commun. Le cartel renait »

Pierre Taittinger observe que les manifestations en France bénéficiant « d'une puissance de moyen qui donne à penser que les ressources du Front Commun sont considérables. Autour de ces manifestations, le chœur des journaux radicaux, socialistes et communistes organise un savant battage dont la parfaite orchestration prouve l'étroite liaison de toutes les forces cartellistes, dressées contre les forces nationales... que le gouvernement y prenne garde. Les quelques évènements que je viens de rappeler le prouve à l'évidence. Il est temps pour lui d'agir ».

b) <u>Le 4 juillet 1934</u>. En première page de L'Echo Rochelais :

• Point de vue « Méfiance toujours » (JPC : vis-à-vis de l'Allemagne)

Des évènements en Allemagne donnent régulièrement à AB l'occasion d'illustrer ce qu'il pense de l'Allemagne. Hitler a réprimé des « révolutionnaires » avec férocité. Ainsi le plus important : « la vigilance continue à s'imposer plus que jamais. Hitler – lié ou non aux hobereaux et aux monarchistes – n'a jamais caché sa haine de la France et son désir de revanche. Le sentiment est partagé par quatre-vingt-dix pour cent des Allemands, qui

incluent les sociaux-démocrates les plus purs. Qu'on se souvienne de 1914 : ... Si par hasard ils (les Sarrois) décidaient de se rattacher l'an prochain à l'Allemagne, au lieu de rester dans le « statu quo », nul chez eux ne peut dire si un désordre politique sanglant ne viendrait pas s'ajouter à la ruine économique ».

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

- Affaire Stavisky: « A huit jours de la brillante plaidoirie, plusieurs constats, des aveux et responsabilités chargeant M. Chautemps ... M. Pierre Chautemps, son frère avoue ... M. André Dubois, son secrétaire avoue ... le policier Bonny la main dans le sac », de François Hulot.
- « Le soir toulousain » d'après le journal Gringoire : « Les émeutes de Toulouse qui se soldent par un mort et une bonne centaine de blessés graves, ont dépassé en violence tout ce qu'on avait vu depuis quatre mois. Socialistes et communistes, ceux-ci poussant les premiers ont montré une résolution farouche et la plus froide préméditation. Décidés à interdire le banquet des groupements patriotiques qui se tenait au Grand Hôtel, ils se constituèrent en armée de choc. Ils portaient le revolver, avec étui, et courroie passée en bandoulière. Après qu'ils eurent défilé dans la ville sous la conduite du conseil municipal. Ils furent amenés devant le Grand Hôtel où on les passa en revue. Alors l'assaut commença. Les troupes de choc de Toulouse sont constituées, en premier lieu, par les travailleurs municipaux. Il existe des équipes spécialement chargées de retirer les rails de tramway. Ce sont les mêmes qui, en temps ordinaire, reçoivent un traitement pour les poser. Seulement, quand ils les posent, ils prennent leur temps. Ils ne font du travail accéléré qu'en période d'émeute. Il y a aussi les chômeurs en cartes. Ceux-là savent qu'en se mettant aux ordres de la municipalité socialiste. Ils prennent une assurance contre la révision ou le contrôle des allocations. Toute cette tourbe est entrainée en vue de la guerre civile. Le mot d'ordre qui retentit dans la ville dès les premières heures de l'émeute fut : - les barricades partout ! Dix barricades ont été édifiées à Toulouse sous la protection de la police municipale, qui se mêla aux manifestants et dont onze agents furent blessés par la garde mobile. L'hôtel de La Dépêche de Toulouse, propriété des Barraut, ne fut pas épargné! Des portes ont été défoncées, une machine a été mise hors d'usage. Le vandalisme s'est étendu jusqu'à Tournefeuille, où la maison de M. Doumergue a été barbouillée de minium et marquée de trois flèches - indigne du Front commun - ce qui a d'ailleurs soulevé dans le pays une légitime indignation.

Les communistes avaient amené des renforts de Sète au moyen de quatre-vingts camions. Toute cette voyoucratie était conduite par une femme, cheveux dans le dos, tenant un drapeau rouge d'une main et, de l'autre, un sifflet pour commander la manœuvre. Cette nouvelle Louise Michel fut d'ailleurs abattue d'un coup de crosse par un garde mobile.

Une question se pose : d'où vient l'argent qui est distribué à pleines mains aux révolutionnaires ? A Toulouse, c'est l'argent des contribuables. Déjà, quatre cent mille francs avaient été dépensés pour la réception du récent congrès socialiste. Mais à Nantes, où les émeutes sont fomentées par les agglomérations ouvrières, à Roubaix où les renforts sont amenés de tous les coins du département, à Saint-Etienne, à Aurillac, à Grenoble, où chaque manifestation représente des dizaines de mille francs ?

On imagine que l'Allemagne a le plus grand intérêt, actuellement, à soutenir une agitation qui détourne notre opinion publique des périls extérieurs. Nombre de personnalités d'extrêmegauche vont prendre le mot d'ordre à Berlin. Un ministre ne disait-il pas, l'autre jour : - Il y a beaucoup de voyageurs pour Berlin depuis quelque temps! »

c) <u>Le 4 juillet 1934 dans Ouest Océan, « M. André Hesse et les Radicauxsocialistes » par D. Péré.</u>

Après son exclusion au Congrès de Clermont Ferrand, un débat s'instaure au sein des radicaux-socialistes de Charente Inférieure. Le débat fut vif. « M. Miaux se fit le défenseur du député (Hesse) et attaqua assez durement la décision du Congrès de Clermont ... M. Miaux donna lecture de l'ordre du jour suivant qui fut adopté à l'unanimité... » : « Considérant que, pendant vingt-cinq années, M. André Hesse a lutté pour son parti et pour la défense des intérêts de l'arrondissement de La Rochelle ; Rend hommage aux services éminents qu'il a, dans l'exercice de son mandat, rendus à cet arrondissement et à ses électeurs et lui garde sa confiance. Considérant, d'autre part, les conditions pé par le Congrès extraordinaire de Clermont-Ferrand, regrette que le Congrès ait prononcé l'exclusion du député de La Rochelle sans lui avoir accordé la possibilité de se défendre devant lui ; Emet le désir formel qu'après avoir été admis à fournir toutes explications utiles à tel organisme compétent du parti, dont il n'a pas démérité, M. André Hesse puisse y être réintégré. » Albert Miaux reste fidèle à A. Hesse.

d) <u>Le 9 juillet 1934, Point de Vue : « A la gloire du vélocipède et du Tour de</u> France » (cf le chapitre III « AB le sportif »

e) Le 11 juillet 1934, Point de vue : « Où il s'agit de s'entendre »

Prenant l'exemple de la défense passive contre l'utilisation du gaz dans un conflit armé, AB veut mettre en contraction ce qu'affirme en France les partis d'extrême-gauche, en particulier les communistes / bolchéviques d'avec ce que l'on peut observer en Russie soviétique : « Non point de s'entendre jusqu'à s'étreindre et s'embrasser, mais de s'entendre quant à la compréhension des choses et de leur appellation par le même nom. Voici pas mal de temps que, dans les organes d'extrême-extrême-gauche et dans les meetings de même couleur, nous lisons ou nous entendons vitupérer contre la défense passive contre les gaz. Nos lecteurs savent de quoi il s'agit. On a... vaguement entendu parler que les Allemands – pour ne parler que de nos voisins les plus proches – préparaient des engins susceptibles de nous bombarder de projectiles contenant des gaz extrêmement toxiques... (Or en France) ont prescrit des mesures de précaution et des exercices de la population civile en vue de se tenir prêt à une attaque qui ne se produira peut-être jamais, mais qu'il est bon de prévoir. Làdessus, les organes et meetings d'extrême-extrême-gauche se sont déchainés. On ne nous a pas dit, évidemment, on n'en est pas encore là, qu'il était préférable que nous mourrions tous au nom des sacro-saints principes du pacifisme, mais on a réclamé que, contre les bombardements toxiques, il n'était nulle défense possible et, qu'en conséquence, les mesures de précaution étaient non seulement inutiles mais encore nuisibles, puisqu'elles nous faisaient faire du mauvais sang par anticipation. On nous demande, en quelque sorte, de faire comme le poulet ou le porc qui attend son sacrificateur. Ce serait, en effet, un point de vue admissible si les gens qui nous donnent ces conseils auto-homicides n'étaient pas les mêmes qui crient ou font crier : « Les Soviets partout ! » ce qui constitue une invitation non équivoque à installer chez nous le même système de gouvernement qui fonctionne en Russie, c'est-à-dire un régime tellement libéral que les citoyens ont la liberté la plus pleine et entière de faire ce que leurs gouvernants les obligent à faire. Or, si ce n'est pas une erreur de nos sens abusés, il nous semble avoir lu, bien souvent, au cinéma ou dans les journaux -« L'Humanité » inclut – des films ou des clichés représentant des brigades soviétiques, masculines ou féminines, « de défense contre les gaz », munies de casques et d'appareils, de ces masques et appareils que l'on nous dit - « Professeur Langevin dixit » - être inefficaces. Serait-ce que ce qui est inefficace sous le méridien de Greenwich ou de Paris, le devient sous le méridien de Moscou ou de Nijni-Novgorod ? Ou bien, serait-ce que les ennemis de ces mesures de défense nationale n'agissent que par bêtise ou par haine de tout ce qui est national? »

f) Le 13 juillet 1934, M. André Hesse se fait porter malade :

« M. André Hesse devait comparaitre ces jours-ci devant une haute juridiction qui doit statuer sur son exclusion de l'ordre des avocats. Au moment de comparaitre, M. André Hesse s'est fait porter malade, tout comme un soldat de deuxième classe au matin d'une marche d'épreuves et il a demandé que sa comparution soit « remise » au mois d'octobre. Trois « toubibs » ont été commis pour examiner M. André Hesse. Souhaitons-lui d'obtenir la classique « consultation motivée ». » Article non signé.

g) <u>Le 18 juillet 1934, Point de Vue : « Sur le clou », « une question de vie et de mort »</u>

« Le clou sur lequel il ne faut point se lasser de frapper à coup redoublé » concerne l'armée des Soviets. Après le Point de Vue du 6 juin, AB consacrera une demi-colonne à l'armée soviétique : « L'armée rouge compte officiellement 882.000 hommes, mais en réalité il y en aurait un million, durée du service de deux ans dans l'infanterie, à quatre dans la marine : les soldats servent généralement loin de la résidence de leur famille qui ignore leur adresse exacte... » Ceci pour enfoncer le clou suivant : « mettons en face de ces faits, ceux qui crient en « France » les Soviets partout « accompagnant ce cri de ceux de « A bas la France », leur chant de ralliement étant « l'Internationale » qui se trouve être l'hymne national russe. »

L'antisoviétisme et l'anticommunisme resteront une constante dans les éditos d'AB car pour lui (conclusion du Point de Vue) : « C'est une question de vie et de mort de se débarrasser de cette propagande mortelle. Tôt ou tard il faudra y arriver, à moins que nous ne soyons mûrs pour le suicide. »

h) <u>Le 30 juillet 1934. Point de vue : « Kriegsgefahrzustand », JPC : méfions-nous des euphémismes allemands</u>

« Dans quelques heures, il y aura exactement vingt ans (JPC : 31 juillet 1914) que le gouvernement allemand déclarait le « Kriegsgefahrzustand » et que beaucoup d'entre nous se précipitaient sur le dictionnaire pour essayer de comprendre ce qui se cachait sous ce vocable composé et rébarbatif. Certains se sentirent rassurés en constatant que ça voulait dire « état de danger de guerre », mais il ne fallut pas plus de trois jours pour les convaincre que l'état-major allemand s'était servi de cet euphémisme pour gagner une avance de trois jours dans sa mobilisation ».

Aristide Briand s'était aussi fait piéger par M. Stresenman qui avait annoncé l'Anschluss, dont il n'avait pas touché un mot à M. Briand. Même duperie vis-à-vis de Mussolini : « Ce que les Hitlériens ont fait à Vienne, ils sont fort capables de le recommencer dans la Sarre, dans le couloir polonais, voir sur le pont de Kehl, s'ils voient une chance de réussir. Et ce n'est certes pas avec des pactes, des ententes et des discours à Genève qu'on les en dissuadera ».

Nous faisons remarquer qu'AB rédige cet édito en <u>juillet 1934</u>. Une fois encore il livre le fond de sa pensée sur les Allemands, au-delà des euphémismes de leur gouvernement, « <u>assemblage de tribus barbares qui habitent entre le Rhin et le Vistule</u> ».

On pourrait évidemment estimer en 1934 que le zouave, ancien combattant, était raciste / antiallemand. Seule une partie de la communauté juive-allemande a vite compris qu'il était préférable de partir à l'ouest, parfois jusqu'aux Etats-Unis. Il est vrai qu'AB, au moins dans ses écrits, n'a pas émis l'hypothèse de la Shoa, en rapport avec ce qu'il pensait du peuple allemand et de ses « élites ». Ce n'est que plus tard que pour AB il fallait aussi sauver les

<u>juifs de la gestapo, ce qu'il a fait avant sa déportation à Buchenwald</u>. (cf ci-après le chapitre V « AB le Résistant puis le Déporté à Buchenwald »).

- 7) <u>AOUT 1934. Les « 45 », Jean Méliès dans *L'Echo Rochelais* et *Ouest Océan* furieux. Le zouave AB en Algérie et au Maroc. La Sarre.</u>
 - a) <u>Le 1^{er} août 1934 dans L'Echo Rochelais: « Contre le blanchissage de M. André Hesse. La protestation des 45 » par Jean Méliès</u> (AB) sur deux colonnes en page une.

Le 4 juillet les radicaux-socialistes locaux « blanchissaient » M. Hesse, cf ci-dessus le 4 juillet dans Ouest Océan :

« Dès le 6 juillet 45 minoritaires écrivaient à M. Perreau (JPC : le Président départemental) pour s'élever contre un vote contradictoire... » Contradictoire entre l'exclusion d'A. Hesse du parti radical lors du Congrès (national) à Clermont Ferrand et son « blanchiment » par les militants locaux de Charente Inférieure.

Il est impossible de résumer les lettres, les différentes positions et accusations réciproques entre radicaux-socialistes. C'est pourquoi nous utiliserons ce long texte, cf ci-après dans nos tentatives d'analyse du Parti radical-socialiste dans la Charente Inférieure, en particulier dans l'arrondissement de La Rochelle, au moment des débats électoraux avec au milieu du « jeu de quilles » de ce Parti, la personnalité d'Albert Miaux, Président « historique » des radicaux-socialistes à La Rochelle.

b) <u>Le 4 août 1934 dans *Ouest Océan* : « Le dira-t-il ?</u> » par La Verdière (sans doute un pseudonyme) en page 1

C'est la réponse de Ouest Océan à l'article de L'Echo Rochelais du 1er août ci-dessus :

« Ce pauvre Echo Rochelais se met martel en tête pour s'occuper des radicaux-socialistes. Le dira-t-il? Mais nous n'avons nullement besoin, de M. Bach (1), d'un trublion de la droite, pour causer à gauche. Ce que M. Bach (1), par son article à deux colonnes a eu pour résultat, c'est de nous rappeler à tous, à toute la gauche, que la droite est là prête à nous causer tout le mal possible et qu'il existe un front commun auquel nous devons tous penser. Le dira-t-il? M. Menon le dira-t-il? Qu'aurait-il besoin de renseigner M. Bach et L'Echo Rochelais sur les conférences qu'ont pu avoir entre eux les délégués à Clermont-Ferrand. En quoi cela peut-il intéresser M. Bach, ce bec enfariné qui ne nous dit rien qui vaille. Si l'un des nôtres a eu l'indélicatesse de se servir des journaux réactionnaires pour faire connaître nos troubles intérieurs, nous ne pensons pas que M. Menon se laissera prendre au siège que lui tend son adversaire et qu'il ira causer imprudemment avec les réactionnaires qui ne l'aiment pas parce qu'ils sentent en lui une énergie combative qui les harcèle. Le dira-t-il ? Et qu'aurait-il à dire ? Ce qui est à gauche ne peut intéresser ce qui est à droite. On s'étonne que M. Péré ne soit pas de l'avis de M. Menon. Mais à *Ouest Océan*, qui n'est pas le journal de M. Menon seul, mais d'un groupe de républicains, chacun a sa pensée libre. Et pourquoi M. Péré comme M. Menon n'auraient-ils pas chacun leur manière d'envisager les évènements. Le dira-t-il? Nous nous doutions bien de ce qu'il dirait. Nous avons voulu interviewer M. Menon ce matin sur l'article de l'Echo Rochelais et voici sa réponse :

« Ce pitre (JPC : AB) m'indiffère, il parle toujours de la mauvaise foi des autres mais il oublie de dire que c'est sa foi qui est, bien des fois, mauvaise. Nous ne devons prêter l'oreille à de pareilles sornettes. Soyons unis. Laissons les 45 penser qu'ils ont raison, mais que tous à gauche quand l'heure sonnera de se défendre contre la droite nous ne fassions qu'un pour lutter contre le fascisme. »

(1) : souligné par nous

On peut comprendre que la rédaction d'Ouest-Océan soit mécontente qu'un militant de gauche ait « bavardé » dans un journal, pour « informer la rédaction fasciste » de L'Echo Rochelais. Ceci montre l'ambiance et les divisions entre les adhérents d'un même parti politique, avec « au milieu » encore et toujours G. Menon. Nous n'avons toujours pas bien compris le titre et les répétitions « le dira-t-il ? »

c) Le 6 août 1944 dans L'Echo Rochelais, en page 1 :

• « Autour des 45 devenus 44 » par J. M. (AB)

Encore deux colonnes de polémique avec une autre publication « La Défense Républicaine ». Cette dernière constate dans son dernier numéro et avec amertume que « l'on rigole au camp des droites » au sujet de la protestation des 45, devenus 44 par le retrait de M. Rambaud, contre le blanchissage local de M. Hesse... Le confrère Suire se défend d'essayer de rassembler le troupeau radical-socialiste sous sa houlette... il déclare que notre phrase relative aux « Hessistes domestiques » ne concerne ni lui, ni son journal ». Puis JM fait état des différentes composantes des radicaux entre les pro et anti Hesse.

- « M. Suire écrit que « la Défense Républicaine » ne doit rien à M. Hesse ... (alors) que Ouest Océan ne peut pas nier qu'il a reçu l'aide matérielle de M. Hesse et qui néanmoins laisse royalement tomber ce dernier. Ah! Qui nous dira ce que M. Menon a fait à Clémont Ferrand (1). Et ce qu'il pense actuellement. »
- « M. Suire, si vous tenez tant que cela à votre bloc des gauches (JPC : radicaux plus socialistes), livrez-vous donc à des exercices préparatoires et essayez de mettre M. Miaux (radical « modéré ») d'accord avec le camarade M. Diuez (JPC : radical très à « gauche ») sur le principe de la propriété individuelle » (2).
 - (1) : G. Menon a-t-il voté pour ou contre l'exclusion d'A. Hesse au Congrès de Clermont Ferrand ? G. Menon finalement restera fidèle à A. Hesse.
 - (2) : AB met en exergue les positions bien connues au sein du parti radical-socialiste entre les tenants d'une politique très à gauche, proche de la S.F.I.O. et ceux qui préfèrent des politiques « modérées » de centre-gauche.

• Point de Vue : « Délimitation nécessaire »

Sujet « brûlant » d'après-guerre, la carte d'ancien combattant. Forcément il y eut des « resquilleurs ». AB part du principe « sagesse et humanité » qu'il est préférable entre deux risques, de distribuer cinq cartes à tord que de priver, par excès de scrupules, un véritable « ayant droit » de la carte qui lui revenait. En revanche, AB dénonce l'Association d'Anciens Combattants, sans doute de gauche et pacifiste, de distribuer cette carte pour avoir plus d'adhérents sans rien vérifier. D'où la menace de l'UNC (Union Nationale des Combattants, non située à gauche) de quitter la Confédération Nationale des Anciens Combattants (de gauche).

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

d) Le 8 août 1934. La page 1 présente deux articles :

• Par Pierre Taittinger, député de Paris : « Où va l'Allemagne ? Après le coup d'Etat du Führer ».

Après s'être moqué des « journaux cartellistes » (de gauche) qui « essayaient de ridiculiser il y a quelques trois ans en l'appelant le bel Adolph, le peintre en bâtiment... le voilà devenu, à la fois président et chancelier du Reich concentrant en ses mains une autorité en apparence absolue et qui dépasse même celle du Kaiser. Hitler est au sommet ».

En effet pour P. Taittinger, « Hitler a contre lui toute la vieille armature allemande, celle des hobereaux et junkers que symbolisait le vieil Hindenburg. C'est une puissance redoutable que celle-là, qui s'oppose sourdement au dictateur. Elle dispose des banques, de la grande industrie, de la presse. Elle dispose de l'argent ».

On connait la suite. D'ailleurs P. Taittinger reconnait « Toutes les personnes qui reviennent d'Allemagne sont formelles : jamais le prestige d'Hitler n'a été aussi grand ». Et de conclure : « Vers quels destins va-t-elle (l'Allemagne) nous entrainer ? »

Point de vue : « Les émeutes de Constantine ». Un jeune soldat en Algérie.

Ce texte est révélateur de la pensée d'AB en train d'écrire son Point de vue. Journaliste, il part d'un évènement d'actualité « Les nouvelles tragiques qui arrivent à Constantine ». Cet évènement lui rappelle des souvenirs personnels précis : « C'est en effet à Constantine que j'ai été jeune soldat », pour son service militaire, (cf le chapitre II « AB le zouave »). Il se souvient de sa première sortie de la caserne où devant le poste de garde se trouvaient des jeunes israélites « qui se payaient notre tête ». Puis viennent quelques détails sur les rues et ruelles :

« La majorité des Israélites constantinois portait encore à l'époque le même costume qu'il y a deux mille ans en Palestine. Ce n'étaient que turbans verts et culottes bouffantes assez grotesques. Les femmes, généralement énormes, portaient de petites vestes sur des chemisettes d'où émergeaient à nu des bras aussi larges que des jambonneaux. Et quelle marmaille! Tout cela piaillant, grouillant et discutant affaires ou querelles de ménage. Seuls, les patriarches, tapis au fond de boutiques étroites et obscures, semblaient attendre avec calme les trompettes de Jehovah. Et l'entrée du quartier israélite était interdite aux tirailleurs : »

Bien évidemment c'est de la caricature, mais avec des expressions « tranchées » : habits « assez grotesques », femmes énormes avec des « bras aussi larges que des jambonneaux ». On comprend également que les autorités interdisaient le quartier israélite aux tirailleurs/zouaves.

Puis AB va rappeler « l'antagonisme racial et religieux qui sépare Musulmans et Israélites (qui) n'a pas diminué d'une parcelle depuis des siècles, d'autant plus qu'il se complique qu'une incidence économique, pourrait-on dire ». AB résume : le cultivateur arabe « grand insouciant » qui a besoin « d'avance » (financière) et se « met avec beaucoup de facilité entre les griffes des usuriers... forcément israélites... et la petite propriété (du cultivateur) sera hypothéquée, saisie et vendue ». AB devine que les récents incidents de la Mosquée (non précisée par AB) « ne fut que le fait insignifiant qui déchainait des ressentiments qui couvaient depuis des années et des années ».

Ce phénomène de l'usure entre israélites et paysans me fut raconté avec insistance lors de mes voyages d'études en Pologne dans les années 2000... alors que de très nombreux juifs étaient partis en Israël depuis longtemps. Enfin AB, après ses commentaires bien « ciblés » termine par des considérations générales... de son « point de vue » : « Il s'est passé là ce qui se passe de façon chronique en Palestine, et ce qui s'est toujours passé là où les deux races coexistent. Ce qui n'en excuse pas la férocité, mais ce qui prouve encore une fois que le monde ne change pas beaucoup et qu'on a beau chasser provisoirement la naturel, il revient toujours au galop. Et on ne trouve pas des Lyautey tous les jours! »

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

Nous laissons aux historiens et politologues le soin d'apprécier ce « point de vue » d'AB à l'aune de ce qui s'est passé depuis en Palestine et aujourd'hui encore, y compris en France.

Si AB termine son point de vue par son cher « Lyautey », en effet dans cette page 1 de l'Echo Rochelais on peut lire un petit article (non signé) : « A La Rochelle sera rendu dimanche au Maréchal Lyautey... hommage au grand colonial disparu ». Un communiqué signé par 16 associations (dont celle des anciens combattants des Jeunesses Patriotes) convie les Rochelais à « cette manifestation patriotique à 9 h.40, aux Quinconces, et se dirigeront en cortège vers le Monument aux Morts, où une palme sera déposée à la mémoire de maréchal Lyautey. Les mutilés, veuves de guerre, la S.S.B.M., l'U.F.F. et les scouts prendront la tête du cortège, les autres Sociétés défilant dans l'ordre qui leur sera indiqué sur le lieu de rassemblement ».

e) Le 10 août 1934. Point de Vue « Décembre »

Un édito très virulent et polémique contre les instituteurs. Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

f) Le 13 août 1934. Point de vue « L'Adjudant et le zouave myope » :

« Le comique côtoyant toujours le tragique, les évènements de Constantine m'ont fait exhumer un vieux papier de souvenir constantinois, que je demande la permission de reproduire ». Bien évidemment le zouave myope est AB qui arrive en 1909 pour faire son service militaire eu 3ème Régime de zouaves à Constantine. « La tradition orale soigneusement conservée admettait qu'il y a avait eu, longtemps auparavant, un « bleu » à lorgnons, mais il avait été réformé d'office. Or pas moi ».

Pourquoi AB n'a-t-il pas été reformé d'office? Ceci ajoute une raison supplémentaire de s'interroger sur le fait qu'à 21 ans AB soit envoyé très loin de Paris et de sa famille (cf les chapitres I « AB et sa famille » et II « AB le zouave »).

« Ce vieux papier » a-t-il été publié dans les années 20 ? Ou bien faisait-il partie d'un projet de « récit de mémoire militaire » non abouti (cf le chapitre « AB le zouave et l'ancien combattant ») ? Il reproduit des anecdotes (« arrangées » ?) que l'on retrouve dans d'autres articles d'AB comme « Il était écrit (mecktoub) qu'il devait tomber de « Caraïbes en Syllabe » comme il disait lui-même.

L'expression « Caraïbes en Syllabe » plaisait à AB et il le met aussi dans la bouche de son adjudant de Constantine. Son point de vue se termine forcément avec un colonel.

Texte d'humour qu'AB a dû avoir plaisir à publier dans L'Echo Rochelais en profitant des évènements de Constantine.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

g) Le 17 août 1934

Les deux tiers de la première page contiennent trois articles : un point de vue d'AB, un article signé JM (Jean Méliès) et un troisième non signé mais consacré à Lyautey (probablement écrit aussi par AB).

• Point de vue : « Tourisme et camping dans le bled marocain »

Présentation inhabituelle_: article en caractères différents du début des point de vue, un paragraphe signé AB: « Maintenant que grâce à Lyautey l'Algérie et le Maroc sont reliés par chemin de fer, il n'est pas sans intérêt de se souvenir de ce qu'était le Maroc Oriental il y a vingt-trois ans ».

Le texte qui suit est-il comme celui du 13 août, un « vieux papier » ? « C'est à l'approche du printemps de 1911 que se confirmeront les bruits selon lesquels notre bataillon était désigné pour partir au Maroc ».

C'est ainsi que les lecteurs de l'Echo Rochelais apprennent qu'AB avait fait son service militaire pendant deux ans en Afrique du Nord. AB fait partager sa bonne humeur à raconter son « tourisme pédestre » au Maroc, peu d'arbres, encore moins d'eau, « camping », sans nos petites « guitounes ». « L'absinthe était interdite, mais on la buvait avec de la grenadine et en plaçant une bouteille à côté des verres, on donnait l'impression de boire un honnête litre de rouge ».

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

« Après l'hommage du Maréchal Lyautey ».

A La Rochelle, après la manifestation patriotique, « la palme déposée a disparu dans la nuit ». S'ensuit une polémique entre les associations et un comité fasciste.

JPC : ce fait divers donne l'ambiance politico-idéologique de l'époque, qui resurgit régulièrement... en France. S'ajoute la polémique avec M. Grasset, au 27 août.

- <u>Deux pleines colonnes, « Sous la férule. Les devoirs de vacances des conseillers généraux</u> » signé J.M/ (AB), sont un florilège de polémique entre l'Echo Rochelais et les amis d'André Hesse, « Le journal intitulé antifasciste... de G. Menon et Co Limited, (qui) contient des réponses d'autres conseillers généraux avec les appréciations des professeurs, MM. Lefèvre, Château et Bertrand, tous trois faisant risette aux communistes et guignant à l'autre le <u>sommet du mât de cocagne électoral</u> (1) ».
 - (1) : Souligné par nous, expression récurrente d'AB

Dans cet article de J.M. tous les compétiteurs au « mât de cocagne » sont cités : Dr Bigois, Perreau, etc... Et à la fin, A. B. l'agnostique se fait le défenseur des « écoles libres » (JPC : catholiques) pour permettre aux « Français qui ne veulent pas que l'esprit de leurs enfants soit empoisonné » par les enseignants « dont les Lefèvre, Château, Bertrand sont les spécimens locaux ».

h) <u>Le 20 août 1934. Point de vue : « Où les grenouilles jouent un rôle stratégique »</u>

Sous-titres de JPC : « <u>Au Maroc</u> : Là où les grenouilles ne chantent plus : Feu » ou « Les grenouilles (dans le rôle) de zouaves du Capitol ! »

Ce n'est plus un point de vue, mais un troisième article de souvenirs d'AB de son service militaire. Si le premier du 8 août prenait pour prétexte l'actualité des évènements à Constantine, le second du 17 août l'hommage à Lyautey, celui du 20 août n'est précédé d'aucun « justificatif » particulier. On entre tout de suite dans le souvenir.

« Le genre de guerre que l'on pratiquait dans le Maroc Oriental, en ce printemps de 1911 était assez décevant et peu propre à satisfaire l'imaginaire de jeunes gaillards désireux de voir quelque chose de nouveau ».

Est-ce encore un « vieux papier » qu'exhume AB ? ou son envie de pouvoir raconter enfin son « printemps de 1911 » au Maroc ? Une nouvelle belle aventure militaire avec quelques

dangers, mais si peu en comparaison avec « Là-Haut » en 1914/1917. J'ajoute deux commentaires à propos du texte « marocain » d'AB. Jusqu'à l'été 2017 j'avais pensé (et écris dans des textes provisoires) qu'AB n'avait laissé aucune trace de son service militaire pour préparer notre livre publié en 2013 et même après je n'avais microfilmé que les points de vue « politiques » dans L'Echo Rochelais sans retenir ceux d'août 1934. Après 1918 l'ancien combattant a probablement souri en portant sur sa veste sa « médaille militaire du Maroc » à côté de ses médailles de « Là-haut ». Effectivement de « Là-bas », en Afrique du Nord, quelques articles d'AB n'auraient pas fait un livre.

Finalement au Maroc il fallait tout de même être prudent. « Un cantinier espagnol qui partit seul dans sa voiture sans attendre le convoi régulier... (fut) retrouver... étendu en travers de la piste, décapité et mutilé à la façon marocaine, la voiture dévalisée et le cheval envolé ». C'est pourquoi quand « un brave adjudant » en opération dans une zone où il devait y avoir « des groupes dissidents » (JPC : contre la présence de l'armée française) s'est aperçu que « le silence se fit dans le marécage. L'adjudant ne douta pas un seul instant que ce silence avait pour cause la présence de l'ennemi, et, de sa meilleure voix de commandement, tout en brandissant son sabre, il tonne : - Là où les grenouilles ne chantent plus : Feu !!! L'attaque fut naturellement repoussée et on retrouve un cadavre de marocain dans la mare à grenouille. Le lendemain, l'adjudant racontait à tout le monde comment il avait pu discerner l'approche de l'ennemi et il ne manquait pas d'ajouter : d'ailleurs, le capitaine m'a dit ce matin que les grenouilles avaient joué pour nous le rôle de « zouaves du capitole » ! »

Nous ne sommes pas certains que tous les lecteurs de l'Echo Rochelais auront fait le rapprochement avec les oies du capitole qui préviennent de l'arrivée de l'ennemi en faisant du <u>bruit</u> d'avec les grenouilles qui alertent de la présence d'un ennemi en faisant le <u>silence</u>. De plus la remarque du Capitaine n'est-elle pas un « ajout » du caporal zouave André Bach, devenu « écrivain », journaliste ?

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

i) Le 20 août 1934, en page 1, « Il s'agirait de s'entendre » par AB :

« M. Rosemberg, chargé d'affaires des Soviets à Paris, a prononcé les paroles suivantes lors d'une récente cérémonie officielle : « Je sais que la France est un pays profondément pacifiste qui, comme l'U.R.S.S., veut la paix dans la sécurité. » Or, les communistes, - qui prennent leurs mots d'ordre à Moscou, - et tous leurs compères « front-communistes » ne cessent de hurler que la France est un pays militariste et qu'il suffit de la désarmer pour avoir la paix dans le monde. Il faut donc supposer que les gens très malins qui dirigent les Soviets, sans demander leur opinion aux prolétaires russes, ont deux politiques : l'une consistant à passer officiellement la main dans le dos des nations « capitalistes », l'autre à entretenir chez ces nations des éléments de trouble et de désordre. Tant que les communistes russes et français n'auront pas accordé leurs violons, nous persisteront à dire qu'ils jouent faux. »

j) Le 22 août 1934. Point de vue « La prison de Mestigmur » (JPC : en Algérie)

AB avait-il bien rangé quelques « vieux papiers » (articles à publier ? ou texte préparatoire pour une future publication ?) ou bien faute d'évènements dans l'actualité d'août 1934 il retrouve quelques souvenirs de son service militaire en Algérie ? :

« Vers le milieu de mai 1911, la rumeur se propagea dans les camps et bivouac que « ça bardait à Fez (Maroc) » et que l'on allait marcher sur la ville ». Puis pas un mouvement pendant des semaines parce que « les Espagnols mettaient les bâtons dans les roues de notre passage sur ce territoire ». Les distractions étaient nulles ou presque. C'est durant

cette période que j'ai grandement perfectionné ma connaissance du noble jeu de manille. Si « nous entretenions des relations de bon voisinage avec les autres troupes blanches du secteur... les légionnaires nous traitaient d'un peu haut, les bataillonnaires (infanterie ?) nous appelaient « zouavettes » ou « modestes » sans doute en raison de l'ampleur de nos culottes ».

Enfin AB raconte ses relations avec un ancien boucher en gros de la Villette qui était fier « six mois de rabiot » car régulièrement pris et mis en prison. « Ce brave X… » préférait dormir dans la prison car plus confortable que sous les tentes.

« Un jour, je (AB) me trouvais donc en sentinelle devant la prison (le Mestigmur) du poste, prison vide et qui par ailleurs n'avait pas de porte. C'eut été un luxe inutile. Je faisais les cent pas sous le soleil, accablé par le sentiment du néant de mon occupation... »

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle (quelques mots illisibles).

Quelques soixante ans plus tard, pendant son service militaire, le petit-fils d'AB a passé des dizaines de nuit à faire la sentinelle au poste d'entrée d'une base de l'ALAT (Aviation Légère de l'Armée de Terre) à Souge près de Bordeaux, alors que tout autour de la piste d'atterrissage il n'y avait aucune clôture et que n'importe qui, de jour comme de nuit, pouvait venir nous visiter (même des copines étudiantes des facultés de Bordeaux). Comme quoi l'Armée avait déjà le souci de faire des économies sans construire des clôtures inutiles.

On peut supposer que les quatre articles « nord africains » d'un format identique, publiés en août 1934 dans L'Echo Rochelais, furent rédigés dans les années 1920, mais non publiés. Ils n'avaient pas leur place dans le livre « Là-haut » (cf le chapitre II « AB zouave et ancien combattant »).

Les cinq articles souvenirs du service militaire du zouave AB (8-13-17-20-22 août 1934) auraient pu être mis dans le chapitre « AB le zouave », avant 1914, chapitre II ci-dessus.

k) <u>Le 27 août 1934, en page 1, « Du Maréchal Lyautey aux émeutes de Constantine. Une nouvelle diffamation de M. Grasset » par André Bach.</u>

Depuis sa « campagne » du Maroc (cf ci-dessus), AB réagit comme un « crapouillotiste » quand son « Lyautey » est mis en cause, surtout quand c'est par Edouard Grasset, leader des socialistes du département et patron de « La Voix Socialiste ». Grasset en est à son deuxième article virulent contre Lyautey. En introduction AB habille Grasset pour le prochain hiver : « Cet homme (Grasset) cache ses trésors de haine sous une apparence « pâte de guimauve » et une poignée de main onctueuse et il ne veut pas être en reste avec son Maître Léon Blum, millionnaire et avocat de grandes firmes capitalistes, pour baver sur tout ce qui est national! »

Puis, sur deux colonnes, AB illustre les bienfaits de l'action de Lyautey au Maroc.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

I) Le 28 août 1934. Point de vue « La Sarre »

Les presses françaises et allemandes vont s'intéresser et prendre position sur le futur plébiscite de janvier 1935 qui doit faire voter les habitants de la Sarre pour le maintien du statu quo avec la France ou le rattachement de ce territoire à l'Allemagne. Tout d'abord AB prend en compte l'origine des populations :

« Que la Sarre soit habitée par une population de race germanique dans sa majorité, c'est un fait absolu, mais cela ne prouve pas grand' chose. Les Alsaciens, les Suisses allemands, les Luxembourgeois, les Autrichiens sont également de race germanique, plus ou moins teintée, mais ils n'ont aucune envie de devenir ou redevenir Allemands. Les circonstances politiques et économiques les ont faits rester indépendants ou rattachés à des nations autres que l'Allemagne. Il faut donc envisager la question de la Sarre sous un autre angle que celui de la race ou de la langue. Le traité de Versailles a concédé provisoirement la Sarre à la S.D.N. au point de vue politique, et à la France au point de vue économique, cette dernière concession à titre de compensation pour la destruction des mines du Nord ».

Puis AB pose la question « qu'adviendrait-il de tout cela si la Sarre redevenait allemande ? C'est très simple, l'industrie sarroise serait en ruine... et pour la France, ce serait la perte d'un débauché d'un milliard et demi de francs ».

Enfin l'édito met en garde l'Allemagne contre une annexe « forcée » :

« Les Sarrois savent encore mieux que nous que la vie en Allemagne est loin d'être idyllique, et que, rentrés dans le giron de la mère Germania, ils pourraient regretter les temps passés... Notre affaire à nous est d'exiger que le plébiscite se fasse en toute liberté. L'Allemand a de la suite dans les idées, comme on a pu le voir depuis 1918, et qu'on soit bien persuadé qu'il met tout et mettra tout en action dans la Sarre pour parvenir à ses fins : menaces, chantage, intimidation, voire interventions armées. Or, dans cette région, on se souvient de Pirmasens et du massacre des séparatistes rhénans, massacre auquel la France assista impassible. Il faut donc que, dès maintenant, on sache en Allemagne et dans la Sarre que le gouvernement français veillera à la sincérité du vote et s'opposera par tous les moyens à l'exercice des représailles allemandes contre les partisans du « statu-quo », dans le cas où la Sarre redeviendrait allemande, pour son malheur ».

AB reviendra sur le sort de la Sarre dans son point de vue du 11 décembre 1934 « Eux, nous et les autres » (cf ci-après).

8) SEPTEMBRE et OCTOBRE 1934 : « A qui la faute ? »

La pagination de ces deux mois fut remplie par les élections cantonales, cf ci-après le B) AB l'échotier ». Pour écrire sur d'autres sujets que la politique, AB « philosophait » à propos de la Loterie dans le Point de Vue « La roue de rechange ».

a) <u>Le 28 septembre 1934 : « Un appel au pays. La France répondra « présent »</u> » par Pierre Taittinger.

Deux colonnes en page 1 : « Lundi soir le président Doumergue a parlé au pays... Quel sujet d'orgueil pour nos camarades, des jeunes patriotes, de voir repris par un homme qui s'élève au-dessus de la mêlée, toutes les parties d'un plan dont nous estimons la réalisation nécessaire au salut du pays, lutte contre le Front commun (de gauche) d'abord ». Puis P. Taittinger développe son « plan » figurant déjà dans des éditos précédents.

b) <u>Le 10 octobre 1934, en page 1</u> : Décès du Roi de Yougoslavie et de Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères après l'attentat à Marseille.

- c) Le 15 octobre 1934, en page 1 : « M. Raymond Poincaré est mort ».
- d) <u>Le 24 octobre 1934. Point de vue</u> : « <u>Sévérité et justice</u> » (JPC : torture dans un « bagne d'enfants »). <u>A qui la faute</u> ?

Un point de vue sur un sujet rarement pris en compte jusqu'à une époque récente : « Dernièrement les faits divers ont mis en lumière certaines pratiques relevées à la charge d'administrateurs ou de surveillants de ce qu'on appelle « les bagnes d'enfants, ces lieux qui sont bien souvent des enfers, si l'on en croit les révélations d'un homme aussi pondéré que Louis Rollin, notre actuel Ministre des colonies. Des gardiens du pénitencier de Belle-lle « ont été frappés de sanction pour des faits de brutalité, disons mieux : de torture commis par eux ».

AB veut être juste et très humain: « Nous avons tous vu passé en correctionnel ou aux assises le malheureux qui a été gosse, dont on dit « il n'y a rien à faire! ». Que ce soit exact, c'est souvent vrai, mais est-on assuré qu'on a toujours été juste envers lui? Prenez le malheureux gosse « de l'assistance » qui n'a jamais connu aucune tendresse et aucune amitié et qui commet très jeune, un larcin mineur. On l'envoie dans une maison de correction, il est perdu! ... et si, après un séjour de plusieurs années dans un de ces bagnes, il en sort pire qu'il n'y était rentré, on a raison de demander : « A qui la faute ? » »

AB se reposera cette dernière question lors de grands procès dont il fera le compte-rendu et livrera ses réflexions dans L'Indépendant des Pyrénées à Pau, cf le sous-chapitre III ci-après « AB le reporter ». « L'épaisseur humaine » d'AB se retrouve notamment dans ses nombreux comptes-rendus des séances au Tribunal Correctionnel dans L'Echo Rochelais (cf « AB le localier » ci-après).

- 9) NOVEMBRE ET DECEMBRE 1934 : « Causer avec les Allemands » ? AB est très sceptique.
 - a) <u>Le 2 novembre 1934 dans L'Echo Rochelais : « La cour confirme la décision</u> (d'exclusion) prononcée contre M. André Hesse par ses pairs (de l'ordre des avocats) ».
 - b) <u>Le 23 novembre 1934. Point de Vue : « Des perroquets de Louis XI à la TSF de M. Doumergue »</u>

La même mésaventure expliqua la chute du gouvernement de Pierre Mendès France pendant la 4^e République. Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

c) <u>Le 11 décembre 1934. Point de vue : « Eux, nous et les autres »,</u>

JPC = <u>Jean Goy et l'Allemagne quand AB fait semblant de s'interroger sur « son camarade » zouave.</u>

Cet édito, à la veille du plébiscite en Sarre (cf Point de vue du 28 août 34), veut « enfoncer le clou » ou « il faut bien s'entendre », deux expressions favorites d'AB, à propos des

Allemands, d'autant que Jean Goy qui était avec AB à Douaumont, de retour d'Allemagne (en 1934), exprime un point de vue différent que celui d'AB. Pour éviter tout malentendu, AB rappelle très régulièrement à ses lecteurs le sentiment des anciens combattants après la querre, toujours de son « point de vue » :

« Je ne me lasserai jamais de répéter, parce que c'est vrai, que le sentiment général des anciens combattants français à l'égard des Allemands après la guerre était fait entièrement de conciliation et de désir d'entente, avec la volonté d'assurer la paix dans le futur. Nous avions fait une guerre que nous ne désirions certes pas : attaqués, nous nous étions défendus de notre mieux, et, pendant quatre ans, nous avions eu ce désir qu'Henri Barbusse mît dans la bouche d'un de ses héros du « Feu » : « Tuer la guerre dans le ventre de l'Allemagne ». Et nous caressions l'espoir que nos voisins, instruits par une leçon assez sévère, penseraient comme nous ».

Puis AB constate que depuis seize ans les évènements ont déçu cet espoir :

« Peut-on dire que, depuis seize ans, les évènements ont prouvé et archi-prouvé que nous nous étions trompés ? On sait ce que, de concession en concession, sont devenus les traités, et la ténacité avec laquelle les Allemands obtenaient sans cesse des avantages au comptant en échange de promesses à long terme qu'ils de tenaient jamais. Et, plus nous étions conciliants, plus chez eux chauffait l'ardeur belliqueuse. La plus belle preuve en fut le triomphe d'Hitler succédant immédiatement à l'évacuation anticipée de Mayence. Ce qui confirmait qu'entre eux et nous il y avait une différence considérable de mentalité ».

Jean Goy a dû s'exprimer dans un journal d'anciens combattants et AB s'interroge, ou plus exactement fait semblant de s'interroger :

« Y a-t-il eu un changement récent et total dans cet ordre d'idées ? C'est ce que je me demande depuis le voyage de Jean Goy en Allemagne et les prémices de prises de contact entre les anciens combattants des deux pays. Je suis assez bien placé pour ne pas douter du patriotisme de Jean Goy, qui a été un de mes camarades du front de 1914 à 1916. Je garde toujours intacte la vision du sergent Goy défendant un boyau quelque part devant Douaumont, sous une pluie de réalités balistiques. Et je ne demande pas mieux que de croire qu'à Berlin, Goy s'est rendu compte d'autres réalités, dont celle du désir des anciens combattants allemands de « causer ». Causer n'est pas dangereux si les deux interlocuteurs sont de bonne foi. Mais, depuis toujours, - et surtout depuis que M. Stresemann a vendu ma mèche de façon posthume, - on peut soupçonner les Allemands d'être un peu trop enclins, nous ne dirons pas à la mauvaise foi, mais à la « finasserie ».

« Or donc, si l'on veut « causer », comme le préconise Goy, il importe de ne pas se présenter le bec enfariné devant des gens qui auraient des idées derrière la tête. Il n'est pas impossible que les Allemands aient changé d'avis sur certains points, qu'Hitler soit moins « finassier » que Stresemann et qu'il fasse montre de bonne foi. On saluerait cette nouveauté avec joie ».

« Or donc » Goy préconise de causer et AB saluerait cette nouveauté avec joie. Remarquons le conditionnel de « saluerait ».

Et AB va « enfoncer le clou » en pensant à la Sarre, car :

« Logiquement, nous ne devrions pas tarder à avoir des preuves tangibles de cette évolution à l'occasion du plébiscite de la Sarre et de ses conséquences éventuelles. Les Sarrois doivent décider eux-mêmes de leur sort. C'est une affaire entendue et ce n'est certes pas le Gouvernement français qui cherchera à les influencer ou à exercer sur eux une pression quelconque. Il n'en est pas de même de l'autre côté. Passe encore pour la propagande effrénée qui est faite dans toute l'Allemagne, on ne saisit d'ailleurs pas bien pourquoi, puis ce ne sont que les Sarrois qui votent, mais il y a eu certaine histoire de falsification de listes électorales qui donne à réfléchir. Il parait que l'on y a mis ordre : nous voulons bien encore le

croire. Nous voulons bien croire aussi que les Allemands s'inclineront si le sort leur est défavorable et qu'ils ne chercheront pas à corriger ce sort par la force. Il est d'ailleurs fort heureux que les « neutres » aient bien voulu se charger de faire la police de la Sarre à cette époque-là, car, si les milices hitlériennes tentaient un coup de mains, il vaut beaucoup mieux qu'elles trouvent devant elles des Anglais, des Italiens et des Hollandais que des Français. Non point parce que, s'il y a des incidents, on ne pourra pas nous en attribuer la responsabilité. Et puis, sui la Sarre redevient allemande, le Reich s'est engagé à payer 900 millions. S'il les paie, ce sera encore une nouveauté que nous saluerons avec joie ».

La conclusion est explicite pour qui connait la manière d'AB à s'exprimer ainsi que sa pensée :

« En un mot, nous sommes tout prêts à nous réjouir, mais, - comme disait l'autre, - pour se réjouir, il faut au moins en avoir les motifs! »

En un mot, AB ne croit pas du tout comme son <u>ami Jean Goy</u> du 4^{ème} zouave, bien que patriote, qu'en causant avec les Allemands et leurs anciens combattants, on pourra « tuer la guerre dans le ventre de l'Allemagne ». AB reste très sceptique. Pour la Sarre et les années suivantes, AB a vu, malheureusement, ses analyses et prédictions se révéler exactes.

Jean Goy (source Wikipédia):

« Né le 16 octobre 1892, fils d'un couple d'instituteurs, il est mobilisé au 4° régiment de zouaves durant la guerre de 1914-18. Il est gazé en 1917, reçoit la croix de guerre avec quatre citations et termine la guerre comme sous-lieutenant. Il mène après la guerre une triple carrière d'industriel dans la région parisienne, de leader du monde combattant et d'homme politique. »

Elu député (de la Seine, gauche radicale) en 1924-1928 et en 1934 dans « des groupes parlementaires centristes opposés au socialisme et au communisme ».

« Il participe à la manifestation du 6 février 1934 à Paris, à la tête du défilé de l'UNC ; il est blessé pendant l'émeute. Lors du congrès annuel de l'UNC, il présente un vœu sur la réforme électorale et la réforme de l'Etat, renforçant le pouvoir exécutif ; il est alors toujours hostile aux partis politiques et il s'en prend à la franc-maçonnerie. Il appuie et anime l'Action combattante, le mouvement civique sinon politique dont se dote l'UNC (1) en 1934-35 ». C'est probablement après 1935 qu'AB ne suivra pas son ami Jean Goy dans ses engagements politiques : en novembre 1935, cofondateur du Comité France-Allemagne en juillet 1940, député ; il vote les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

En 1941, Jean Goy participe à la fondation du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, un parti collaborationniste, et intègre son comité directeur ; il est chargé de l'organisation territoriale ... Il est délégué général des groupements d'anciens combattants de la zone occupée. En 1941 il appelle les anciens combattants à accepter la collaboration franco-allemande. L'année suivante, il tient une réunion pour préconiser l'union des anciens combattants des deux guerres derrière le maréchal Pétain et le gouvernement de Pierre Laval. Le régime de Vichy le désigne en juillet 1942 conseiller départemental de Nogent-sur-Marne. Les autorités parisiennes et des représentants des autorités occupantes, dont Otto Abetz, lui rendent hommage lors de ses obsèques en 1944 ». En 1944 AB était à Buchenwald.

(1) : Union Nationale des Combattants

III) 1935: LES JEUNESSES PATRIOTES DE PIERRE TAITTINGER DANS LA TOURMENTE POLITIQUE. QUE DIRE SUR L'Allemagne ?

1) <u>Premier trimestre 1935 : après le 6 février 1934 et faire face à l'Allemagne.</u>

- a) Le 5 janvier 1935 : Point de vue, « Un an après »
- Les premières lignes de cet édito en donne clairement les sens très précis :
 « Il y aura bientôt un an, exactement le 12 février 1934, notre confrère « la Petite Gironde »
 publiait un article de M. Gustave Gounouilhou sur les origines du 6 février. De cet article
 extrayons simplement les lignes suivantes : « Le Cartel (de gauche), tout-puissant en 1924
 et 1932, s'est suicidé dans les deux cas en moins de deux ans. Dans les deux cas, ce
 monstre n'était pas viable : l'alliance des radicaux-socialistes et des socialistes S.F.I.O. »

 Mais AB conteste que le « monstre » (le cartel des gauches) se soit suicidé. « C'est en
 particulier l'affaire « Stavisky » plus sa politique qui l'a chassé du pouvoir après le 6 février ».
 « Et si M. Flandin gouverne, et si « La Petite Gironde » a eu tout loisir pour faire sa
 campagne en faveur du Tiers Parti cela n'a été possible que parce qu'il y a eu le 6 février »

Comme P. Taittinger, l'édito d'AB récuse que les manifestants du 6 février étaient fascistes. Avec un peu de « recul » et informations documentées, AB aurait convenu que lors de ces évènements du 6 février 1934, il y avait bien la présence de militants d'extrêmes droites fascistes.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

• A côté de cet édito, un petit article annonce que les instances nationales du parti radical-socialiste vont organiser un vote dans la Charente Inférieure pour départager les radicaux-socialistes locaux qui, après moultes querelles, avaient créé <u>deux bureaux</u> du parti dans le département! C'est le début d'une lutte acharnée entre les deux tendances au sein des Radicaux-socialistes et leurs leaders, cf ci-après au B).

b) Le 29 janvier 1935 : « Les Hitlériens ne perdre pas de temps » en page 1

« Pour célébrer congrûment le succès hitlérien dans la Sarre, les sections d'assaut ont commencé par assassiner un ex-préfet rhénan suspect de francophilie! Et les journaux allemands parlent maintenant du « million et demi d'Allemands » qui sont en Alsace-Lorraine. Ces gens-là ne perdent jamais l'appétit. »

Cette « brève » est bien dans la ligne éditoriale des Points de Vue d'AB.

Le 19 janvier, L'Echo Rochelais publie « La Sarre fait retour à l'Allemagne ». Suite au vote dans la Sarre, la SDN « décide à l'unanimité que la Sarre sera rattachée à l'Allemagne le 1^{er} mars (1935) ».

c) <u>Le 8 février 1935</u>, en page intérieure, « <u>Le réveil de l'Ile de Ré (journal de gauche) condamné pour diffamation</u> », <u>laquelle prétendait que Pierre Taittinger avait touché des chèques de l'escroc Stavisky</u>.

d) Le 15 février 1935. Point de vue : « Immigration ». L'antisémitisme d'AB :

« La récente invasion de la France sur les Israélites allemands, les révolutionnaires espagnols et les réfugiés sarrois, en un temps où beaucoup de Français n'ont pas de travail, semble avoir fait atteindre à notre pays le point maximum de saturation en éléments étrangers. A ce propos, quelqu'un me rappelait dernièrement une savoureuse histoire juive qui est assez de circonstance (1). La voici ... Cette petite histoire, méditée avec philosophie (2) peut nous inciter à considérer rétrospectivement comme un âge d'or le temps où nous n'avions pas le privilège d'abriter tous ceux qui sont sortis de chez eux pour des raisons diverses (3). Peut-être la Providence a-t-elle voulu nous donner une leçon, comme le rabbin en donna une à Isaac ? Mais l'histoire ne nous dit pas si le chien de ce dernier avait apporté ses puces. Dans notre cas personnel, c'est ce qu'il y a à craindre (4). »

- (1) : Cette histoire (trois quarts de colonne) n'est pas « savoureuse » car elle est nettement antisémite. Quant aux « circonstances » ... nous sommes déjà en 1935. Cette histoire d'ailleurs devait trainer dans les journaux racistes/antijuifs depuis de longue date, comme aujourd'hui certaines rumeurs sur les réseaux sociaux.
- (2) : AB aurait dû méditer « avec philosophie cette histoire » ... ce qu'il a dû faire plus tard sur son vélo pour aller de Pau à la frontière suisse (cf ci-après le chapitre « AB le résistant »)
- (3) : Historiquement AB a tort
- (4): Les écrits d'AB sur les juifs sont donc à être jugés au vu du contexte de l'époque et de son histoire personnelle: AB le journaliste dans l'Echo Rochelais n'aura pas les mêmes » points de vue » sur les juifs dans L'Indépendant des Pyrénées, cf ci-après le sous-chapitre III et lire « AB le Résistant dès l'année 1940, arrêté par la Gestapo en août 1943, puis déporté à Buchenwald dans le camp de concentration de Buchenwald.
- e) <u>Le 22 février 1935, Point de vue : « Timbrage fiscal</u> », avec humour les tracasseries de l'administration fiscale.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

f) <u>Le 26 février 1935 : « La fin de l'Abricot par le journal Gringoire » sur 2</u> colonnes et demie, un véritable réquisitoire contre le parti radical.

« Sous ce titre, notre confrère Gringoire publie un vigoureux éditorial sur le parti radical qui, hésitant entre le rouge te le rose pâle, reste teinté d'abricot ».

Tous les arguments sont connus et répétés par L'Echo Rochelais. Donnons la conclusion : « Le parti radical n'a jamais eu de programme politique justifiant le rôle considérable qu'il a joué dans l'histoire de notre pays. Il est un syndicat de préjugés, de haines ou d'intérêts. Entre le devoir national et l'intérêt du partisan, il n'a jamais cessé d'opter pour le second contre le premier. Son existence devient une gageure à une époque où les problèmes social et national, qu'il ignore depuis sa fondation, ont pénétré toute la vie du pays. Entre le Front national et le Front commun, il n'y a plus de place pour un parti qui a fait carrière sur les antagonismes éteints du passé, sur l'ambassade du Vatican ou la suppression du Sénat. Le parti radical a perdu toute raison de vivre. Par contre, il a gagné en dix ans quelques raisons supplémentaires de disparaître, dans l'intérêt de la vie nationale et de la probité. »

Donc le parti radical doit disparaître. Pourtant il vivra encore dans les Républiques successives (encore un peu en 2022!). Combien de fois n'avons-nous pas entendu en Béarn la définition suivante du parti radical : « c'est un radis, rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur ».

g) <u>Le 8 mars 1935, en page 1</u>:

- Point de vue au titre « Noyade » relève plus de la rubrique locale.
- « En lisant « Le Républicain » ». Choix sans doute d'AB de quelques petites polémiques politiques. « Le Républicain », journal de gauche, pense que « La République » subit la dictature des jésuites. L'Echo Rochelais répond : « on voit que M. Décile (signataire dans « Le Républicain ») est quelque chose d'important dans la Franc-maçonnerie » (allusion récurrente dans *L'Echo Rochelais*) ... « M. Décile est un type dans le genre de Robespierre, mais un type qui veut faire son beurre. « « Le parti radical-socialiste a été secoué (cf ci-dessus), alors « Le Républicain » s'en prend au sénateur Perreau (JPC : radical-socialiste « modéré ») : « Il semble que ce vénéré vieillard devrait, dans l'intérêt de la république, de son parti qu'il a voulu abandonner et pour sa santé, prendre un repos bien mérité ». Pour L'Echo Rochelais, « MM Décile, Guillaudeau et Péré secouent le cocotier ».

h) <u>Le 12 mars 1935</u>, en page 1, « Front Paysans et Front commun. Rigueur pour les uns et tendresse radicale pour les autres » par Pierre Taittinger

Un édito politique sur deux colonnes complètes :

« ... certaines paroles incendiaires qu'aurait prononcé Dorgeres au cours d'un meeting rural en Seine Inférieure provoquaient l'ouverture d'une instruction judiciaire contre l'animateur du Front Paysans ». P. Taittinger précise que bien qu'être avec lui à des tribunes, nous « n'avions rien de commun ». P. Taittinger voit en parallèle le Front Commun (la gauche dure) qui peut se livrer à de véritables attentats sur la voie publique et assassiner jusqu'à ce que mort s'en suive les gens qui qui ont le malheur de ne point lui plaire. En Algérie et en Afrique du nord, le même Front Commun peut préparer tranquillement l'émeute et faciliter le mouvement qui tend à jeter les Français à la mer... »

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

i) Le 19 mars 1935. Point de vue : « Une surprise pour les aveugles » par A.B.

Les aveugles sont ces Français pacifistes qui ne veulent pas regarder ce qui se passe en Allemagne. Il rappelle les « discours aussi stupides qu'éloquents » de A. Briand à la SDN que « L. Blum et ses amis ont fait tout ce qui « était en leur pouvoir pour empêcher l'armement... ». La fin de l'article confirme que l'éditorialiste sportif est tout aussi attentif à ce qui se passe au Parc des Princes à Paris :

« Dimanche dernier, au Parc des Princes, à Paris, avant le match de football France-Allemagne, les supporters allemands ayant agité trop ostensiblement les fanions à croix gammée et appuyé un peu trop fort sur les strophes du « Deutschland über alles », 40 000 spectateurs français entonnèrent une « Marseillaise » qu'un reporter qualifia de « nerveuse ». C'est la première fois que la chose se produit sur un terrain de sport, les spectateurs laissant généralement à l'orchestre le soin de jouer l'hymne national. Que 40 000 sportifs, - gens de toutes opinions, - aient cru devoir répondre à « l'Allemagne audessus de tout » par « Contre nous de la tyrannie, l'étendard sanglant est levé » constitue une autre surprise, agréable celle-ci. Si cela était l'indice d'un retour au sens national, les Allemands pourraient être surpris à leur tour ».

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

j) Le 28 mars 1935, « Le discours de Vincennes » par P. Taittinger

P. Taittinger est très déçu par le Président du Conseil M. Flandin et conclut son très long article ainsi : « Agissez au lieu de vous plaindre, regardez au dehors au lieu de grogner comme un enfant gâté. Songez que ce n'est pas avec des paroles comme celles de votre discours de Vincennes que vous servirez la paix mais des actes que la France attend aujourd'hui et qu'elle exigera demain. »

k) AB se fait à nouveau un devoir de prendre position face à l'Allemagne dans trois éditos en février et mars 1935.

• Conclusion du Point de vue de 12 février 1935 : « Quand on a affaire à un fou fiévreux (l'Allemagne), trois gardiens de la paix (France, Grande-Bretagne et Italie) ne sont pas de trop pour l'empêcher de faire des bêtises.

AB rappelle qu'en dépit des clauses du traité de Versailles en 1920, « les Allemands se mirent à la reconstitution de leur force militaire avec la persévérance qui leur est propre. Tous les gouvernements, libéraux, conservateurs ou socialistes, travaillèrent avec la même ardeur et Hitler a terminé la tâche. Pendant ce temps on discute à Genève (à la SDN, Société Des Nations) avec ou sans les Allemands ... Souvenez-vous du discours fameux de M. A. Briand lors de l'admission de l'Allemagne à la S.D.N. : « Arrière les canons ! Arrière les mitrailleuses ! » C'était beau, mais les Allemands devaient franchement rigoler en leur for intérieur, de voir des gens aussi naïfs ... au lendemain du plébiscite de la Sarre que certains croyaient devoir mettre fin aux revendications allemandes. Or pas plus tard qu'hier, le Dr Goebbels, bras droit d'Hitler, réclamait un plébiscite ... en attendant le tour de l'Autriche. Ces gens-là sont comme Picrochole (1), jamais rassasié ».

- (1) : Personnage de Rabalais qui a toujours faim
- <u>Le 22 mars 1935</u>, sous le double titre « Les yeux s'ouvrent » et le « Tableau comparatif des effectifs » des forces armées en France et en Allemagne, AB souligne combien les « super pacifistes commencent à ouvrir les yeux et à se frotter la tête. Mais avec répugnance, l'Autriche est toute prête à remettre sa tête dans le sable ». Ce que le Front Populaire fera.

Puis AB cite deux confrères de gauche. M. Suire dans la Dépêche « Le peuple allemand est affublé d'une vanité monstrueuse, véritable tare sociale ». AB : « il faut justement se garder des gens tarés ». Dans « La France », « les députés sont actuellement très troublés. Les hommes de gauche constatent que Hitler entrave l'organisation de la paix à quoi on travaille depuis temps tant d'années ... La vraie sanction observe un radical, c'est la S.D.N., qui eût été capable de la prendre. Mais elle est dépourvue de moyens d'exécution. En refusant de l'armer, les pacifistes absolus ont servi, - sans le vouloir, bien sûr, - le pire militarisme. » Nous avons toujours considéré les parlotes de Genève comme inopérantes, et cela nous a valu les vitupérations de la Défense et de la France (en italique dans le texte). En passant, faisons une curieuse constatation : on ne parle plus de feu Briand. Ça vaut d'ailleurs beaucoup mieux. »

- « Il ressort du tableau comparatif des effectifs qu'en octobre 1935 l'Allemagne disposera d'effectifs supérieurs à ceux de 1914, tandis que La France aura à peine la maîtrise de ceux qu'elle avait à la même époque ».
- <u>Le 25 mars 1935</u>, avec le titre explicite de son Point de vue « <u>L'appétit vient en mangeant</u> », AB répète inlassablement la même analyse :
- « Comme l'habitude est une seconde nature et que l'Allemagne nous a habitués à beaucoup de choses depuis près de seize ans, c'est sans grand effarement que j'ai lu ce matin dans

les gazettes l'annonce de la nouvelle revendication de l'Allemagne : la restitution de ses colonies. Et je serais presque tenté de parler qu'elle obtiendra satisfaction. Dans tous les cas, elle aurait tort de se gêner et de ne pas en demander davantage. Car, elle aussi a pris une habitude, c'est d'obtenir ce qu'elle demande. Quand on ne la lui accorde pas, elle claque les portes, frappe du poing sur la table, fait un foin de tous les diables si vous voyez toutes les chancelleries s'émouvoir, le palais de la S.D.N. grouiller comme une fourmilière, les premiers ministres prendre le train, le bateau ou l'avion, et le tout se termine par des efforts de traction effectués sur les pans de la jaquette de M. Hitler ou d'un autre pour le faire revenir à de meilleurs sentiments ... Ce qui n'empêche les graves informateurs de la grande Presse de télégraphier de Londres que la Presse anglaise insiste sur un point : « La nécessité pour l'Allemagne de reconnaître le caractère sacré des traités. » Si j'étais Hitler, je laisserais pousser ma barbe pour mieux rire dedans! Le caractère sacré des traités! Les Allemands n'ont fait que visiter le traité de Versailles et, à chaque violation, on passait l'éponge en attendant la suivante. Si, un beau jour, l'Europe a une surprise désagréable, elle pourra bien dire qu'elle a couru après. Alors qu'il eût suffi d'une déclaration simultanée ou collective de trois grandes puissances (1) pour mettre les choses au point. Enfin, comme nous n'y pouvons rien, il n'y a qu'à se mettre « en boule » et attendre les évènements. Mais quelle sinistre ironie dans ce fait que les chancelleries considèrent la dernière note allemande comme une base de discussion. Si Machiavel était encore de ce monde, il pourrait ajouter un chapitre à ses œuvres : « Du coup de pied... quelque part considéré comme base de discussion. » »

(1) : France – Grande-Bretagne - Italie

2) <u>AVRIL et MAI 1935. Editos « engagés » et lucides sur la</u> situation politique de la France.

a) <u>Le 9 avril 1935. Point de Vue : « Défense nationale. Contingences « électorales »</u>

AB juge les déclarations du Président du Conseil Flandin avant et après le vote dans la Sarre, face au réarmement de l'Allemagne par Hitler, par une conclusion implacable : « la France est en danger et aurait besoin d'un « Richelieu » :

« Quand les historiens des temps futurs écriront l'histoire des temps présents, ils s'arrêteront longtemps, s'ils en ont le loisir, sur le règne de M. Flandin et, notamment sur ses déclarations successives et variées concernant la politique extérieure et la défense nationale. Je leur promets bien de l'amusement, car il en est de s'amuser comme de sauter, il faut du raout. Ils liront par exemple dans les chroniques de notre époque qu'au début de cette année, - avant le plébiscite de la Sarre, - M. Flandin déclarait en « s'auto-félicitant » que la situation extérieure était tout ce qu'il a d'excellente, qu'elle était exécrable lorsqu'il avait pris les rênes du gouvernement, mais que son action avait tout remis en place. Puis, les choses se gâtèrent quelque peu après le plébiscite de la Sarre, et il faut croire qu'il en arriva quelque chose aux oreilles de M. Flandin, - si haut placées soient-elles, - puisqu'il parla de nuages. Oh! de nuages très peu chargés et qui ne méritaient certes pas de troubler notre sommeil.

Son optimisme était tel qu'il n'admettait pas alors que l'on discutât des deux ans et que, pour un peu, il eût fait mettre au bloc tous ceux qui se permettaient de dire ou d'écrire qu'il faudrait en arriver là.

Que diable! Pourquoi troubler les populations quelques semaines avant les élections municipales, ces élections non politiques, qui doivent quand même avoir une signification politique pour M. Flandin. Et, au lieu de proposer carrément les deux ans, on se contenta de faire fonctionner un vague article 40 de la loi d'un an, puis l'on s'apprêtait à dormir de nouveau lorsque M. Hitler, qui avait sans doute mal interprété l'article 40, tira son coup de canon et annonça le retour au service obligatoire, foulant ainsi aux pieds les stipulations essentielles du traité de Versailles.

Cela fit dans le Landerneau parlementaire et gouvernemental quelque bruit, et comme, dans le même temps, les précisions sur la préparation allemande à la guerre affluaient, on se dit qu'il y avait peut-être quelque chose. La quiétude s'était changée en inquiétude et l'optimisme en pessimisme. Et voici maintenant, que les ministres de la Guerre et de l'Air déclarent ouvertement et légitimement que l'heure est grave et qu'il faut prendre des mesures, dont la première est de maintenir le classé sous les drapeaux.

Parallèlement, on se rend compte que les fortifications de l'Est sont à la merci d'un coup de main des hitlériens, destination pour laquelle elles n'avaient pas évidemment été prévues. On va donc les occuper, mais que l'on veuille bien déguster ce passage d'un communiqué officiel : « A cet effet, QUELQUES déplacements de troupes, D'AILLEURS LIMITES, sont effectués ; un bataillon du 8e T. M. d'Auch, A TITRE PROVISOIRE, sur la Haute-Alsace, et deux bataillons du 80 R. I. de Narbonne, sur Metz. » Nous n'avons aucun doute sur la valeur militaire du 8e T. M. et du 80e R. I., mais nous demandons humblement si c'est avec ces trois bataillons que l'on pense inciter M. Hitler à réfléchir, surtout quand l'on annonce bien haut qu'on ne les envoie qu'à titre provisoire.

Mais n'y aurait-il pas autre chose là-dessous? Et ces précautions de style n'auraient-elles pas pour but d'éviter des ennuis électoraux à M. Blum et à son collègue d'Auch, car chacun sait que ces fougueux contempteurs du militarisme sont très partisans d'avoir des régiments dans leurs secteurs pour faire plaisir au commerce local.

On en serait donc encore là : subordonner des mesures de sécurité nationale à des contingences électorales, ceci au moment même où il faut parler carrément et agir rondement ? M. Flandin ferait bien de se faire tuyauter par M. Herriot, - tout frais rentré de Luçon, - sur un homme d'Etat qui s'appelait, je crois, Richelieu! André BACH »

b) AB signera un article à la une du <u>1^{er} mai 1935</u> pour annoncer « Le Ministère Flandin a été renversé cette nuit à 2 heures pour 353 voix, contre 202 » avec des commentaires assez désabusés et ironiques.

A côté de cet article un long texte de Jacques Bainville « de l'Académie française » au titre de « le point des complications ». Encore à côté et sous le titre « M. Château devient-il patriote ? » (Château : cf ci-dessus et surtout ci-après, en 1936)

c) <u>Le 21 mai 1935. Point de vue : « Sur un couplet de « L'Internationale</u> », en page 1 par AB.

Un édito résolument anticommuniste.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

3) JUIN et JUILLET 1935 : Arrivée de Laval. Pierre Taittinger violent contre les radicaux et les franc-maçons.

a) Le 7 juin 1935, « Au tour de M. Laval ».

En page 1, deux colonnes complètes de commentaires politiques signées AB.

Qui sont les fauteurs de l'instabilité ministérielle ? Pour AB ce sont les radicaux-socialistes qui finissent par renverser les gouvernements successifs après Doumergue, Flandin, Bouisson (ce dernier resté quelques jours).

« Dans notre dernier numéro, quelques heures avant la présentation du ministère Bouisson devant les Chambres, nous exprimons un optimisme certain, quant au proche avenir qui attendait ce ministère. N'avait-il pas tout ce qu'il fallait pour obtenir une large confiance ? Las! Nous nous étions largement trompés, mais, dans cette erreur, nous étions en nombreuse compagnie, puisque la stupéfaction fut quasi générale, le lendemain matin, quand l'on apprit qu'après un premier vote de confiance M. Bouisson s'était vu refuser les pleins pouvoirs par une Chambre désemparée.

Dans cette majorité qui a renversé le ministère Bouisson, comme dans celle qui renversa celui de M. Flandin, il y avait « un peu de tout », comme dirait l'autre, mais surtout des radicaux-socialistes en cohortes serrées, tous les socialistes et tous les communistes. C'est qu'à un an des élections, s'il est une amère pilule à avaler, c'est celle qui consiste à soutenir un ministère qui devra prendre des mesures sévères et vraisemblablement impopulaires. Alors, on aime mieux que ce soit le voisin qui avale la pilule et, comme on est un certain nombre à se tenir le raisonnement, le ministère est flanqué par terre, en quelque sorte à bas de son berceau...

C'est qu'il y a du remue-ménage dans la majorité issue des élections de 1932. (Que ce temps idyllique doit sembler lointain aux cartellistes!)

D'abord, les socialistes qui ont refusé énergiquement de collaborer à quoique ce soit, sinon à la démolition, puis, touchés sans doute par les pleurs des radicaux, ils ont bien voulu étudier une participation et prendre part aux travaux de la « délégation des gauches », cette vieille dame qui était jeune du temps de M. Combes. Mais, encore une fois, ils ont posé des conditions inacceptables et, la mort dans l'âme, les radicaux ont dû dire « non ! » à certains points du programme proposé...

« Au fond, le nœud de la question est peut-être celui qui attache les radicaux et les socialistes, ce nœud que les radicaux n'ont jamais voulu délier malgré toutes les mauvaises plaisanteries que les socialistes ont pu leur faire. Le jeu socialiste consiste à profiter du pouvoir sans en assumer les responsabilités et, en se prêtant à ce jeu, le grand parti radical-socialiste se suicide lentement par asphyxie. Par ailleurs, depuis les récentes élections et les succès communistes, les socialistes ont, à leur tour, une peur bleue d'être devenus réactionnaires. On a souvent dit que la peur était le mobile auquel les assemblées obéissaient le plus… »

Après 1945 les politologues valideront l'analyse d'AB dans ce dernier paragraphe sur ce « nœud » qui attache les radicaux aux socialistes et qui entrainera dans la deuxième moitié du XXè siècle « un suicide lentement par asphyxie » du parti radical-socialiste.

« On alla donc chercher à nouveau M. Pierre Laval et il faut croire qu'il a abouti, puisque, ce matin, on donne la composition de son ministère. Soyons chiches de commentaires sur la composition de ce dernier et ses chances de vie, mais, sans témoigner d'aucun irrespect pour les institutions, nous pouvons néanmoins reproduire une phrase entendue dix fois ce matin dans la rue et ailleurs : - Ah! C'est le nouveau ministère! Alors, ce soir, « boum! » par terre! Car nous en sommes là. »

Ces deux dernières phrases illustrent un humour grinçant qu'exerce AB vis-à-vis des évènements et hommes politiques.

Notons pour la suite à Pau « AB journaliste à L'Indépendant des Pyrénées » dans le souschapitre III, cf ci-après le « <u>parcours politique de</u> <u>Léon Bérard</u> », ce dernier devenant le Ministre de la Justice dans le nouveau ministère de <u>Pierre Laval</u>. b) <u>Le 11 juin 1935</u>, page 1, dans l'article au titre « <u>les coupables</u> », Pierre Taittinger va s'en prendre d'une part à <u>Edouard Herriot</u>, responsable du Cartel avec les radicaux-socialistes et « des alliances monstrueuses de ses amis avec le « cher Blum » et le Front Commun (JPC: de gauche) et d'autre part le « mode de scrutin imbécile », les électeurs ont fait de leurs élus des domestiques, sinon des esclaves. Réclamation, demandes de récompense, de passe-droit, de déclarations, d'avantages personnels, ... et comme c'est à gauche que la démagogie coule à flot qu'on obtient le plus vite et le mieux la satisfaction que l'électeur vote à gauche contre l'évidence ».

L'analyse nous parait un peu réductrice mais donne l'atmosphère politique de la IIIème République après 1918.

AB préfère dans son « point de vue » donner des « <u>informations pré-estivales</u> » venant d'Ecosse, Haute-Marne, Californie et Londres.

- c) Le 14 juin 1935. En page 1, trois articles :
- « Monsieur Léon Blum à la conquête du pouvoir » par P. Taittinger. Livrons la conclusion « En face de cette agitation révolutionnaire de grand style, notre devoir est simple, sans crainte. Dénoncer les manœuvres obscures, dévoiler les mensonges, arracher les masques. Nous sommes en période révolutionnaire, a dit Blum. Il ne tient qu'à nous que cette révolution soit celle de l'ordre ».
- <u>Point de vue</u>: « <u>Où la nature se défend</u> », gentil commentaire d'AB sur les risques que prennent des sportifs, en montagne, dans l'eau et sur les routes. « Certes mais le tout demande préparation physique et prudence ». *Pour monter à l'Aubisque le cyclotouriste AB va s'entrainer. Mais pour descendre, vu ses chutes a-t-il même été toujours prudent ?* (cf le chapitre « AB le sportif ou la passion du vélo »).
- « <u>Autour de la crise</u> ». Dans « <u>quelques échos</u> » dans <u>Gringoire</u>, nous avons choisi le suivant « Hélas ! <u>M. Léon Bérard</u> arrive bien tard place Vendôme » (JPC ; ministère de le Justice) :
- « René Renoult (vénérable d'honneur de la Loge l'Avant-Garde Maçonnique, ancien secrétaire du Conseil de l'ordre du Grand-Orient de France), qui avait reçu cinquante mille francs pour une seule démarche en faveur de Stavisky, est acquitté. Le jour de sa comparution aux Assises, il était convié à dîner par M. Jeannerey, président du Sénat. Scandaleuse invitation, dont son avocat n'a pas manqué de tirer parti! André Hesse (de la Loge l'Unité Maçonnique) (1), Julien Durand (30°, de la Loge Sincérité parfaite, Union et Constante Amitié réunies de Besançon), Gaston Hulin et Dalimier (de la Loge des Philanthropes réunis) n'ont pas été inquiétés. Bonnaure (de la Loge le Réveil ancien du Puy) est en liberté. Proust (18°, le la Loge les Démophiles de Tours) a bénéficié d'un non-lieu. On ne parle plus de l'affaire Prince, ni du coquin Dubois, secrétaire particulier de M. Chautemps (Sublime Prince du Royal secret), qui utilisait le papier du ministère de l'Intérieur pour drainer les millions de l'épargne au profit d'une Société privée dont il était administrateur. On parle moins en moins de Stavisky. Oui, M. Léon Bérard arrive bien tard... »
 - (1) : Ce n'est pas par hasard que L'Echo Rochelais cite ce texte très antifrancmaçon et qui donne le nom de la loge d'A. Hesse.
 - **d)** Le 21 juin 1935, à la une :

• « <u>Dissolution? Oui, mais du Front Commun!</u> » par <u>P. Taittinger</u>.

Il faut remarquer le début de cet édito « Le parti radical-socialiste, expression parlementaire de la franc-maçonnerie vient de donner une fois de plus la mesure de son sentiment national et de l'intérêt qu'il porte à la France ».

Après une fois encore la mention négative sur la franc-maçonnerie, P. Taittinger se fait le chantre des Ligues Nationales, d'une droite de plus en plus « affirmée ».

• « « La France » (de Bordeaux) continue! <u>Où le zèle nuit à l'exactitude</u> ». AB polémique avec le nouveau correspondant à La Rochelle du journal de gauche. « La France de Bordeaux et du Sud-Ouest » qui a fait un compte-rendu malhonnête, d'après AB, d'une réunion « de notre ami Philippe HENRIOT » (JPC : un des dirigeants des Jeunesses Patriotes).

e) Le 28 juin 1934. Point de vue : « Ceux qui se font leur propre fossoyeur »

La France est agitée entre les « fascistes » de droite et les « antifascistes » de gauche. Que fait le ministre de l'Intérieur ? Plus un avertissement aux Radicaux :

« Les nuits de l'honorable M. Paganon doivent être bien troublées depuis qu'il est devenu, ou redevenu, - on finit par ne plus savoir, - ministre de l'Intérieur. Il ne doit plus voir en rêves que des rassemblements gigantesques de fascistes désireux de renverser la République. Et le cauchemar le poursuit même quand il est éveillé : des délégations viennent le sommer de sauver le Capitole en emprisonnant les chefs des Ligues, en dissolvant ses dernières (1), en les réduisant à une vie « dissolue », en confisquant leurs armements que l'hallucination collective de l'extrême-gauche multiplie de facon gigantesque. Bref, ce n'est plus une existence pour ce pauvre homme, et il doit être suspendu au téléphone dans l'attente d'un compte-rendu d'un rassemblement ou pour alerter ses préfets qui ne savent plus où donner de la tête, s'interrogent les uns les autres et se demandent, comme Tartarin rentrant le soir chez lui par les rues désertes de Tarascon : - Vont-ils venir ? Eux, ce sont les Croix de Feu qui se réunissent vingt mille près de Chartres dans une propriété privée, les Jeunesses Patriotes qui vont à Caen et la Solidarité à Bayeux, comme dans la chanson. Il est de même inadmissible que ces gens se groupent autour du drapeau national pour dire leur espoir en des jours meilleurs. C'est un scandale intolérable qui nécessite la mise en action immédiate des signaux de détresse et l'institution d'un Comité de Salut public en carton-pâte. Tandis qi'il est au contraire tout naturel, légal, excellent et réconfortant que 50.000 révolutionnaires, le poing tendu, se réunissent à Montreuil autour d'un agent provocateur allemand, que 150.000 autres célèbrent la Communauté au chant de « L'Internationale », à l'ombre des drapeaux rouges et sous les yeux émus du prédécesseur de M. Paganon! On se demande si, à l'imitation du susdit M. Paganon, on ne rêve pas tout éveillé. Et la panique gagne de proche en proche, au point que certains « vrais-de-vrais » de la gauche en perdent le peu de raison qui leur restait. Que l'on déguste, par exemple, ces quelques lignes tombées de la plume prolixe de « l'Homme-des-Pas-Perdus » de « la France » (de Bordeaux) : « Mais, que voulez-vous, gémit un ministre, les Croix de Feu se réunissent dans des propriétés privées. nous ne pouvons rien faire! Piteuse défaite! Car se sont bien les routes nationales qu'empruntent les factieux pour se rendre dans ces propriétés privées et, 4.000 autos, cela tient de la place. » Il faut déjà s'étonner que « l'Homme-des-Pas-Perdus » ne s'élève pas contre cet autre scandale de routes encore parées du titre de « nationales », ce qui sent déjà terriblement la réaction. Qu'on les baptise « républicaines » ou « antifascistes » sans tarder et que ce scandale cesse sur l'heure. Et puis, qu'on en revienne au bon vieux temps, alors que les villes étaient entourées de remparts, munies de portes avec pont-levis, herses et tous autres accessoires empêchant de passer les véhicules. Qu'on l'on tende des chaînes en travers des routes et que les sections veillent. Que nul « ci-devant » ou suspect ne puisse passer au volant de sa voiture sans qu'on lui mette une lanterne et une pique sous le nez pour lui demander son certificat de civisme. Voilà, brave « Homme-des-Pas-Perdus », ce qu'il faut faire, et pas autre chose. De cette façon, l'avènement du Front Commun arrivera beaucoup plus vite, les socialistes mangeront plus rapidement les radicaux et les communistes gagneront en célérité dans l'absorption des socialistes. Le Grand Soir approchera. Et « l'Homme-des-Pas-Perdus » n'aura plus qu'à écrire l'article nécrologique et l'oraison funèbre de la classe bourgeoise, la sienne et celle des actionnaires et administrateurs de « la France » (de Bordeaux et du Sud-Ouest). Ne sont-ils pas en train de creuser leur tombeau, ainsi que l'exprime une phrase de M. Albert Milhaud dans ce même journal : « L'exemple de Paris et de la Seine, OU LE RADICALISME N'EST PLUS QU'UN GRAND SOUVENIR, dans le passé, et un simple appoint dans le jeu des gauches, dans le présent, DOIT SERVIR D'AVERTISSEMENT AUX RADICAUX PROVINCIAUX. André BACH. »

(1) : Trois mots illisibles

AB se souviendra-t-il à Pau en 1937 et après dans *L'Indépendant des Pyrénées* de la fin de son <u>Point de Vue du 28 juin 1935</u> paru dans L'Echo Rochelais : « ... de cette façon l'avènement du Front commun (1) arrivera plus vite, les socialistes mangeront plus rapidement les radicaux (2) et les communistes gagneront en célérité dans l'absorption des socialistes. Le Grand Soir approchera (3) ... Ainsi que l'exprime M. Albert Michaud « l'exemple de Paris et de la Seine, OU LE RADICALISME N'EST PLUS QU'UN GRAND SOUVENIR, dans le passé, et un simple appoint dans le jeu des gauches (2) dans le présent, doit servir d'avertissement aux radicaux provinciaux (4) ».

- (1) : Futur Front Populaire
- (2) : Cet argument sera utilisé de manière obsessionnelle par l'éditorialiste, très droitier, Henri Sempé, dans son journal *Le Patriote* contre *l'Indépendant des Pyrénées*, journal radical « modéré » au moment où André Bach devient rédacteur en chef de *L'Indépendant des Pyrénées*, cf ci-après la polémique en 1937 entre H. Sempé et A. Bach.
- (3) : En majuscules dans le texte de L'Echo Rochelais
- (4) : Le Grand Soir ne fut pas en France le communiste, mais le pétainisme / collaboration avec l'Allemagne d'Henri Sempé

f) Le 5 juillet 1935, « La mort du parti radical » par P. Taittinger

Violente attaque contre E. Herriot « qui a trahi Doumergue, Poincaré, ... et le parti radical. Après avoir été, comme le radis « rouge en dehors, blanc dedans », il est maintenant comme « certaines espèces de betterave rouge vif » ... le parti radical ne sera bientôt plus qu'un souvenir ... le parti radical-socialiste ne survivra pas à la pitoyable aventure dans laquelle il s'est engagé ... on pourra situer le passage dans l'Histoire du parti radical-socialiste en l'appelant : « la grande faillite du siècle » ... il crèvera par empoisonnement ».

Au moins P. Taittinger a préparé un bel enterrement au futur mort « le Parti radical ». Quand AB deviendra rédacteur en chef de L'Indépendant, journal radical « modéré », fin 1936, se souviendra-t-il de cet édito ?

g) Le 12 juillet 1935, Point de vue « Chorale » par AB

Sous ce titre « musical » se cache un AB « provocateur » : il avait chanté la Marseillaise à la sortie d'un meeting de « L'Internationale » - pour un journaliste de 47 ans, était-ce raisonnable ? - Mais surtout AB voulait répondre au journal socialiste « Le Républicain » qui le dénomme « A. B. : salarié de L'Echo Rochelais ». En soit il n'est pas injurieux d'être salarié de L'Echo Rochelais. En fait « le Républicain » signifie qu'AB est sous les ordres de Pierre Taittinger (droitier soupçonné d'activités factieuses). Le rédacteur en chef du journal « Le Républicain » est aussi aux ordres du parti socialiste.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

h) Le 23 juillet 1935 :

• Point de vue : « <u>Les chevaux de bois</u> ».

Un long texte assez « lourd » contre la gauche et pour défendre mollement le gouvernement Laval, « l'expérience Laval peut réussir... » « Et s'il échoue ? ... » « Et après ? Recommencera-t-on à jouer aux chevaux de bois (1) avec Herriot, Daladier, Chautemps, Bonnet, Bonnet-Blanc et Blanc-Bonnet ».

La suite sera le Front Populaire.

- (1) : Expression d'un titre de Point de vue
- Deux colonnes pour le « <u>Tour de France à La Rochelle</u> ». Cf le chapitre II « AB le sportif »
 - 4) <u>Août Septembre 1935. Des articles très « orientés » sur l'Allemagne et les Francs-maçons</u>
 - a) <u>Le 6 août 1935 « Nuage sur l'Europe » par Pierre Taittinger, Député de Paris</u> (propriétaire de *L'Echo Rochelais*. De fait Rédacteur en chef, Directeur « politique » de *L'Echo Rochelais*)

Au-dessus du titre « Avant que s'embrase un coin d'Afrique.

Ce titre aurait pu être « Pourquoi il faut soutenir l'Italie de Mussolini dans son dessein en Abyssinie ». Dans ce très long article en page une, Pierre Taittinger développe tous ses arguments dont les principaux, déjà connus dans ses publications, qui seront rejetés fréquemment dans les mois et les prochaines années :

« Je pose en principe que tôt ou tard l'Italie aboutira dans son dessein en Abyssinie. Elle est trop avancée pour reculer maintenant et les déclarations du Duce à Henri de Kerillis sont, à cet égard, des plus-claires. Les entraves de la Société des Nations, les froncements de sourcils de l'Angleterre, la sourde opposition japonaise ne changeront rien aux choses. Je crois que M. Mussolini a tout prévu et qu'il est décidé à passer outre pour le bien de son pays, sans se dissimuler qu'il joue une partie décisive. Je ne cache pas que mes préférences vont à une solution pacifique du conflit, qui pourrait être réalisée facilement si le Négus acceptait en Abyssinie une situation analogue à celle du Bey en Tunisie. Malheureusement, cela semble peu probable, et si l'habilité de M. Laval ne peut éviter un conflit sanglant, il faut bien envisager l'attitude que la France sera dans l'obligation de prendre à l'égard de l'Italie. Et ici je veux ne rien dissimuler de ma pensée et de celle de mes amis. La France doit rester l'amie de l'Italie. La France ne doit pas être le soldat de l'Angleterre. Nous n'avons pas, en effet, en la circonstance, à partager les égoïsmes de l'Angleterre, pas plus que nous n'avons à nous associer aux réclamations japonaises ... Que demande, à l'heure actuelle, la grande nation italienne par la voix de son chef? Un domaine colonial, à l'exemple de l'Angleterre et de la France. Est-ce illégitime ? Non, dès l'instant que le « fait colonial » est admis. »

Puis P. Taittinger fait remarquer que « l'Angleterre a constitué le plus formidable Empire colonial qui soit au monde. Puis il présente les différences entre « notre » Maroc (ou Riff et l'Abyssinie) :

« Entre l'opération que nous avons menée au Riff et celle que les Italiens vont entreprendre en Abyssinie, il y a de sensibles différences qu'il convient de noter : les Riffains étaient armés comme nous : tous les rebelles possédaient des fusils à tir rapide et même des canons. En Abyssinie, rien de semblable. Par ailleurs, l'expérience qui nous a d'ailleurs coûté assez cher au Maroc, en hommes et en argent, peut servir à nos amis italiens. Elle leur montrera qu'il faut à la fois affirmer sa volonté, montrer l'efficacité de ses armes et savoir en même temps négocier. L'argent et les arrangements valent parfois mieux que le canon. Le moyen de séduction qui s'appelle la « Cavalerie de St Georges » peut s'employer dans tous les terrains, même ceux qu'on estime les plus impraticables. C'est un procédé où l'Angleterre est passée maitresse. Ce serait peut-être le moyen, pour nos amis italiens, de satisfaire l'amour-propre anglais en employant une de ses méthodes préférées : la corruption à coups de billets de banque. »

Pour conclure Pierre Taittinger va plaider la prudence :

« Au milieu des obscurités et des incertitudes, nous croyons que la France fera bien de suivre de près le développement des évènements et surtout qu'elle évite de se trouver isolée : malheur aux nations seules ! D'ailleurs, la solitude est le fruit de la mauvaise foi et de la duplicité. C'est une politique qui ne saurait être, en aucun cas, celle de notre pays. »

b) <u>Le 13 août 1935 : « De l'autre côté du Rhin. Scènes de la vie allemande</u> » par P. Taittinger

P. Taittinger « éditorialise » de plus en plus fréquemment dans l'Echo Rochelais. Si sa ligne politique et économique est bien connue, en revanche il écrit rarement sur l'Allemagne et les Allemands. Dans son article du 13 août, P. Taittinger donne une analyse, certes parfois caricaturale, mais qui a le mérite d'être claire et qui résume bien ce que de nombreux hommes politiques de « droite » pensaient à l'époque.

<u>P. Taittinger veut expliquer les raisons des violences d'Hitler contre le « Stahlhelm », les catholiques et les juifs :</u>

« Derrière les lourdes bannières, c'était sur le pavé du Reich le lourd martèlement des bottes. C'était l'Allemagne de 14 à 18 et en même temps l'Allemagne d'après-guerre qui, sournoisement d'abord, puis ouvertement ensuite, préparait sa revanche. C'était l'Allemagne qui aime la force et qui ressent comme une volupté la caresse amoureuse du sac sur les épaules... L'Allemagne se reconnaissait dans son Stahlhelm comme dans un miroir. En effet, dans ces formations guerrières se trouvaient, coude à coude, les officiers et les soldats de l'ancienne armée, force nombreuse, disciplinée, disposant de moyens d'action précieux, puisqu'elle avait à sa dévotion une grande partie de la presse allemande, tous les magnats de l'industrie, du commerce et de la banque et que, vers ces casques d'acier se tournaient avec confiance les regards de tous les amis de l'ancien ordre de choses établies... »

Puis P. Taittinger insiste sur le fait qu'à cette force d'après-guerre, « le casque d'acier s'est ajouté la casquette brune du nazi ... un homme se faisant le syndic du nazi... aujourd'hui le Stahlhelm n'existe plus. Ses 1 800 000 membres sont volatilisés, ses chefs sont en prison ou en fuite ... Il ne faut pas oublier qu'Hitler représente au point de vue social un programme beaucoup plus avancé que celui, en France, de la S.F.I.O., voire même des communistes. « Les catholiques constituent une minorité unie, cohérente, apaisante, décidée, ... la lutte est ouverte entre le catholicisme mondial et le gouvernement allemand ».

A l'égard des Israélites, « la lutte est engagée... elle n'a pas simplement le caractère d'une rivalité de race ... il s'agit de reprendre aux Israélites allemands leur influence politique et financière ... la finance internationale, nul ne l'ignore, est aux mains des Israélites. En Angleterre, leur influence est considérable ... à la cité de Londres, à la cour du Roi d'Angleterre ... aux Etats-Unis... »

P. Taittinger résume : « Derrière les Israélites, Hitler s'efforce de briser la haute banque. Derrière le Stahlhelm, Hitler s'attaque aux magnats de l'industrie lourde. Derrière le Catholicisme, il s'en prend non seulement aux influences spirituelles qui lui portent ombrage,

mais encore il essaye d'anéantir certaines hiérarchies qu'il redoute de trouver hostiles à sa politique ». Et de conclure : « L'Allemagne va-t-elle s'absorber dans ses luttes byzantines ? Va-t-elle au contraire chercher à l'extérieur un dérivatif à ses divisions intérieures ? Autant le sujet de préoccupation par les observateurs qui sont les voisins de l'ouest, c'est-à-dire les Français ».

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

Pour une analyse d'experts plus qualifiées que nous.

c) Le 20 août 1935. Point de vue « A côté de Panache »

Un texte consacré « ... au souvenir de la fameuse tenue des zouaves d'avant-guerre ... J'ai entendu une fois une belle histoire de « kilt ». C'était à Londres et devant un whisky, un ancien Cameron Highlandais ... ». AB garde une forte nostalgie du temps où il était à Londres puis zouave avant 1914, le 20 septembre point de vue « Sauveur de la tenue de zouave »

Edito in extenso à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

d) Le 23 août 1935, en page une :

• A côté d'un édito de P. Taittinger, un texte consacré à <u>Louis Dreyfus</u> reproduit un article de « la revue L'Action Anti-Maçonnique ». Titre dans L'Echo Rochelais « <u>Dédié aux agriculteurs</u>. <u>Un magnat du blé</u> ». « M. Louis Dreyfus le plus grand « manipulateur » du blé ». « Comme il est de mode chez nos adversaires d'aller conter aux agriculteurs que tous leurs exploiteurs sont des « fascistes », il n'est pas inutile de souligner ici que M. Louis-Louis Dreyfus est député radical-socialiste des Alpes-Maritimes et qu'en outre il a toujours bénéficié des suffrages socialistes et communistes ».

Puis l'article décline le nom de toutes les <u>sociétés</u> de L. Dreyfus, donne le montant de sa richesse et surtout le nom de sa Loge maconnique.

- En bas de la même page, un <u>grand encadré</u>: « <u>Grand meeting</u> (en très grands caractères) du Front National dimanche 25 août 1935 ». « Le Front National est constitué par les Jeunesses Patriotes, de Solidarité Française plus d'orateurs nationaux et locaux « soucieux de la famille et de la Patrie pour l'Union des Patriotes contre le racisme rouge, refuge des assassins (1) et des pilleurs de l'épargne publique ».
 - (1) : qui a assassiné qui et où ?

« Venez tous à la Châtaigneraie (Vendée) Les dames sont invitées. Vaste terrain complètement ombragé pour le public - Parc autos - Station-service - Pique-niques – Bars – Pâtisseries, etc ... »

e) <u>Le 27 septembre 1935</u> :

Point de vue : « Risette aux paysans »

AB dénonce la duplicité des communistes, en particulier le député communiste, Renaud Jean qui « vient de proposer la création d'un Comité national « sans distinction de parti ni exclusivité d'aucune sorte », une sorte de rassemblement populaire destiné à ramener dans ses filets les agriculteurs qui, généralement, ne mordaient guère à l'appât communiste. Il est vrai qu'en l'occurrence M. Renaud Jean (1) est orfèvre, puisque représentant d'une circonscription d'agriculteurs. Il paraîtrait même que le citoyen Renaud Jean ne verrait aucun inconvénient à admettre dans son rassemblement M. Dorgères (1) et son « Front Paysan ». Oui ! Dorgères lui-même, que les communistes vouaient encore au poteau il n'y a pas si

longtemps. Il est à supposer que, pour amener les paysans à voter « communiste » on enveloppera la pure doctrine de boniments attrayants et qu'on se gardera bien de leur citer l'exemple de leurs collègues de Russie comme le sort enviable auquel on veut les conduire par le truchement du bulletin de vote ».

- (1) : dans les années 1970, collectionnant les A.G. départementales du Centre National des Jeunes Agriculteurs, j'ai pu constater auprès de responsables agricoles seniors l'empreinte et le souvenir laissés par Renaud Jean dans les départements de « gauche » et par Dorgères dans le grand-ouest de « droite ».
- « <u>M. Grasset batifole</u> ». Sur deux colonnes AB répond/commente de manière très critique un numéro spécial, tiré à 20 000 exemplaires de la « Voix socialiste » de M. Grasset pour conclure : « Et pour ce qui précède, on peut juger de la valeur de la documentation et de la sûreté de ses affirmations doctrinales. D'avance nous savons à peu près ce que M. Edmond Grasset nous répondra s'il répond -. Il dira que nous insultons les Républicains ». C'est du classique, mais au vu des précédents échanges entre AB et E. Grasset (lire en B) ci-après), AB le localier en 1934 et 1935 auxquels s'ajoutaient les intenses polémiques entre L'Echo Rochelais / AB et Ouest-Océan / G. Menon (lire le D) ci-après) il se pourrait que les lecteurs de L'Echo Rochelais commençassent à se lasser de ces joutes politico-locales.

Nos commentaires :

- L'analyse de P. Taittinger du <u>13 août</u> sur l'Allemagne ne correspond pas à celle d'AB. Ce dernier exclut que l'Allemagne « va s'absorber dans ses luttes byzantines », mais au contraire prépare une revanche militaire en France.
- Le <u>23 août</u>, un article nauséabond, non signé, sur L. Dreyfus (qui n'était peut-être pas un saint) et l'annonce d'un grand meeting « Front National »
- Le 4 septembre, le nième article d'AB contre le socialiste Edmond Grasset

DANS UN AN, AB QUITTERA L'ECHO ROCHELAIS ET LA ROCHELLE POUR L'INDEPENDANT DES PYRENNES A PAU.

- 5) Octobre et Novembre 1935 : « le manège des chevaux de bois », l'instabilité gouvernementale.
 - a) <u>Le 8 octobre 1935 : « Les Jeunesses Patriotes et les Ligues Nationales</u> » par P. Taittinger : <u>« De tous les côtés, on nous demande de fixer notre situation par rapport aux autres organisations nationales</u> ».

« L'Action française se met avant tout au service de la Patrie, nous ne pouvons avoir, en dehors de nos divergences de doctrine ou d'opinion que des rapports très cordiaux avec elle ». Donc « distance » vis-à-vis de « l'Alliance Française ». Puis P. Taittinger explique que quand la Solidarité Française est créée (JPC: après les Jeunesses Patriotes) « sous l'impulsion énergique du regretté François Coty ... a tenu son premier meeting à la salle Wagram, elle s'est tourner vers nous pour nous demander de l'assister et d'assurer le service d'ordre, nous avons répondu de grand cœur « présents » et depuis lors entre Solidarité Française et Jeunesses Patriotes n'ont cessé de régner les relations les plus amicales pour ne pas dire fraternelle ». Ainsi Jeunesses Patriotes et Solidarité Française forment un « Front National »

Pour les relations avec les Croix de Feu, on sent P. Taittinger gêné : « Les idées des Croix de Feu sont celles que nous défendons depuis onze ans » (JPC : donc création des Jeunesses Patriotes en 1924). Mais « la vérité c'est qu'entre une association et une autre ... il y a un sentiment que l'on n'arrivera jamais à tuer en France, c'est celui du particularisme ». Nous traduisons : dans un même lac il n'y a pas la place pour deux crocodiles : le colonel de La Roque pour les Croix de Feu et Taittinger pour les Jeunesses Patriotes (J. P.).

Dans la même page, un encadré révélateur avec un titre en grands caractères : « <u>A bas les</u> sanctions, à bas la guerre » :

« Les Membres des Ligues ou Associations faisant partie du Front National ou en liaison sont convoqués à la réunion privée de protestation qui aura lieu le Vendredi 11 Octobre 1935, à 21 heures, Salle du Café Français à La Rochelle. Ils sont priés d'inviter leurs amis et ceux qui sont contre les sanctions et la guerre contre l'Italie, à laquelle les tenants du Front Populaire veulent entrainer la France. Au cours de cette réunion, un représentant de chaque organisation prendra la parole. Parmi les orateurs : Decazes, chef régional des Jeunesses Patriotes ; Docteur Cougard au nom des Paysans (1) ».

(1) : Le Docteur Cougard était-il aussi paysan ?

Ce meeting du Front National du 11 octobre fera l'objet d'un article dans l'Echo Rochelais du **15 octobre 1935** : « La séance est ouverte par F. Sidos qui salue la présence des diverses associations dont la Solidarité Française attestant la nécessité de se sentir (1) les coudes en ces présences conjectures… » Article non signé.

(1) : le rédacteur a dû écrire « serrer »

b) Le 11 octobre 1935, Point de vue « Pourquoi nous ? »

AB est bien déçu. Ses amis anglais nous feraient de mauvaise manière avec les Italiens. Comme rien n'est simple, AB essaie d'expliquer.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

c) <u>Le 5 novembre 1935 « Offensive sur tous les fronts »</u> par Philippe Henriot, député de la Gironde, proche de Pierre Taittinger et des Jeunesses Patriotes.

Edito très ciblé contre les radicaux suite à leur Congrès de Wagram au cours duquel « une sommation (a été) adressée aux ministres radicaux de lâcher Laval » et de détailler la « bataille » des radicaux-socialistes, socialistes et communistes contre Laval ». Puis P. Henriot devient très « complotiste » :

« Quoiqu'il en soit, voici la lutte engagée. Le Front Populaire en surveille attentivement les phases. Les pays étrangers aussi. Et parmi eux, surtout l'Angleterre. Car l'Angleterre se dit, je l'ai écrit, qu'Edouard Herriot serait sans doute plus parfaitement docile à ses injonctions que Pierre Laval. Ainsi, le Front Populaire est-il, dans la circonstance, l'allié du Stock Exchange et de la Bourse, le complice des spéculateurs à la baisse du franc et à la dévaluation. Etrange concert, où l'Internationale se croise avec le Good Save the King, où le rictus de Litvinov (1) ait vis-à-vis à la béale fatuité d'Herriot et où les poings tendus saluent du même enthousiasme les verbeuses imprécations de Daladier et les déclarations glacées d'Anthony Eden (2). A bas les Ligues! A bas les décrets lois! A bas l'Italie! C'était le triple cri des congressistes de Wagram (3) et du congrès tumultueux d'où s'élèvent ces clameurs, il semble qu'il en jaillisse une autre qui les résume toutes: « A bas Laval! » »

- (1) : Dirigeant de la Russie bolchévique
- (2) : Premier Ministre de la Grande-Bretagne
- (3) : Congrès des Radicaux

Donc pour P. Herriot, Laval a contre lui toute la gauche française dont les radicaux, la « Finance », le gouvernent de la Grande-Bretagne et la Russie communiste !! Pour Philippe Henriot, on connait la suite après 1940.

d) <u>Le 12 novembre 1935</u>

d) Point de vue : « Si cette histoire vous amuse bis »

Autant comprendre tout de suite que cette future histoire n'amuse pas du tout AB. La gauche et l'extrême gauche va-t-elle renverser le gouvernement Laval ? Il y aura un gouvernement « avec ou sans l'appui de ces quelques modérés – genre Flandin – qui ne demandent qu'une chose : « être ministre ; les radicaux feront un ministère qui n'aura pas l'appui des socialistes et encore moins leur participation. Le gouvernement sera comme celui dont on disait l'an dernier en Espagne, « il flotte mais ne navigue pas » ».

Sauf que ce sera le Front Populaire.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

e) Le 19 novembre 1935. Point de vue : « Qui a fait faillite ? »

AB commence son Point de vue par : « Résumons en quelques lignes l'histoire des différents Gouvernements de gauche qui se sont succédé au pouvoir depuis les élections de 1932, lesquelles portèrent les gauches « aux affaires par un courant populaire « irrésistible », - comme en 1924 et avec le même résultat ».

L'éditorialiste va donc détailler le manège des « Chevaux de bois ».

« Socialistes et radicaux ne pouvant s'entendre, on aboutit rapidement à cette cascade de Ministères, - manège de chevaux de bois, - de 1933 et début de 1934, avec accompagnement de pagaille financière et de menaces contre le franc, ensuite de quoi il fallut recourir aux Ministères d'Union Nationale avec participation des radicaux, M. Herriot en tête. Ce sont ces Ministères, et plus spécialement celui de M. Laval, qui ont « accompli les besognes désagréables » devant lesquelles M. « l'Homme-des-Pas-Perdus » et ses copains rechignent maintenant ».

AB s'interroge : Que veut la gauche qui est majoritaire dans les Assemblées ? :

« Mais si, selon ces Messieurs, les Ministères d'Union Nationale mènent le pays à la ruine, l'amour de ce pays et de la République, - le prestige du régime aussi, - ne leur commandentils pas impérieusement de prendre le pouvoir et de redresser la situation ! Ils le peuvent puisqu'ils sont en majorité à la Chambre et au Sénat. S'ils ne le font pas, on ne peut trouver que deux explications : ou bien ils ne se sentent pas capables de remplacer Laval, et alors toute leur agitation n'est que bluff, ou bien ils subordonnent tout à des succès électoraux et, mise en clair, la prose de « l'Homme-des-Pas-Perdus » se résume à cette proposition : « Périsse la chose publique pourvu que les élections tournent en notre faveur ».

AB analyse la vie politique en trois « cycles »:

« Comme il n'y a aucune raison pour qu'en cas de victoire radicale-socialo-communiste les vainqueurs s'entendent mieux en 1936 qu'en 1924 et 1932, - il y a même des raisons pour qu'ils s'entendent encore moins, - nous serions donc devant la douce perspective de voir ce système, si c'en est un, fonctionner à nouveau à partir de l'année prochaine, et le cycle politique de ce pays serait à trois temps! 1 er temps: Les gauches sont portées au pouvoir « par un courant populaire irrésistible ». 2è temps: Faute d'entente impossible entre radicaux et socialo-communistes sur les principes essentiels, - propriété et capitalisme, - les Cabinets radicaux s'effondrent les uns après les autres avec comme résultat la pagaille financière. 3è temps: Les radicaux s'allient aux modérés et aux semi-modérés pour sortir

du pétrin, mais, aux approches de nouvelles élections, ils renient leurs nouveaux alliés pour s'unir aux anciens, afin d'être à nouveau « portés au pouvoir par un courant populaire irrésistible ». Et, comme dans la chanson, quand c'est fini, on recommence ».

Il est dommage que le journaliste AB n'ait pas pensé à un meilleur titre pour son Point de Vue et par exemple : « Les dangers pour les radicaux de brouter le chou du pouvoir et caresser la chèvre socialiste ».

« Mais il y une chose à laquelle les radicaux doivent tout de même penser un petit peu : c'est ce qui adviendrait si le « courant populaire irrésistible » charriait au pouvoir davantage de socialistes et de communistes que de radicaux ? Il y a encore une autre chose : comme les lois économiques finissent toujours par avoir leur revanche, qu'adviendrait-il si une catastrophe financière, - dévaluation, inflation et chute du franc, - survenait tandis que ces jeux politiques seraient en action ? Les radicaux ont-ils réfléchi aux dangers qu'il y a à vouloir simultanément brouter le chou du pouvoir et caresser la chèvre socialiste ? Pour en avoir abusé, leurs frères, les libéraux de Grande-Bretagne, viennent de se voir réduits à néant. Une gaillarde expression française (1) traduit très bien la position qui consiste à trouver un espace vide entre deux sièges! »

(1) : La « gaillarde expression » non écrite aurait-elle pu choquer les bourgeois de La Rochelle ? Cet édito (texte intégral ci-dessus) résume, comme l'aurait fait un « brillant » étudiant de « Sciences Politiques » de Paris, la vie politico-parlementaire de la France depuis la fin de la « grande guerre ».

f) Le 22 novembre 1935. En page 1 : « Lever de rideau » par P. Taittinger

A nouveau les mêmes écrits que précédemment, très détaillés pour conclure « ... et le rideau va se lever sur un nouvel acte de drame politique que nous vivons depuis le 6 février (1934) ... Cette urne fait peur. Elle hypnotise les 600 députés sortants ». P. Taittinger est hésitant sur la stratégie politico-électorale des Jeunesses Patriotes.

6) <u>Décembre 1935. Les Jeunesses Patriotes : « Au</u> drapeau ! Pas de débandade »

a) Le 6 décembre 1935 : « Le débat sur les Ligues » par P. Taittinger

Depuis les évènements de février 1934, la vie politique française et l'affrontement de la gauche « antifasciste » avec la droite « nationale », s'est cristallisé autour du débat d'interdire ou pas les Ligues dont les Jeunesses Patriotes, Croix de feu et autres. On s'approche d'un vote à la chambre (= Assemblée Nationale). P. Taittinger emploie les bons et mauvais arguments, mais comme il doit bien connaître la carte électorale de la France, il se fait très explicite :

« Je le dis bien net aux radicaux nationaux, aux modérés qui seraient prêts à sacrifier demain les Ligues sur l'autel des intérêts électoraux : qu'ils prennent garde. Les membres des Ligues constituent dans toutes les circonscriptions les éléments les plus actifs, les plus dévoués, les plus courageux des électeurs nationaux. Ce sont eux qui collent les affiches, distribuent les tracts, assurent le succès des réunions. S'il reste 200 modérés à la Chambre, si 100 élus du centre sont arrivés à siéger, si la moitié des radicaux n'a pas eu besoin, pour arriver au Palais Bourbon, de passer sous les fourches caudines des révolutionnaires, c'est

aux membres des Ligues qu'ils le doivent. Qu'ils prennent bien garde, demain, avant de voter ».

Ce « chantage » est très clair : les radicaux et les « modérés de gauche » qui votent l'interdiction des Ligues seront mis en difficulté par « nos militants dans leur circonscription lors des prochaines législatives ».

Et P. Taittinger enfonce le clou :

« Et si, demain, la prochaine Chambre n'est pas envahie par les Marty, les Vaillant-Couturier, les Longuet, les Rucart et toute leur troupe d'émeutiers et de francs-maçons, c'est aux Ligues qu'on le devra. Si, demain, nous ne sommes pas poussés à la faillite, à la guerre civile et, hélas, à la guerre étrangère, c'est encore aux Ligues que la France le devra. Car, pour les Ligues, la défense de la Patrie passe avant tout ».

Les Ligues sont fiévreuses. P. Taittinger rend coup sur coup. Que devient AB dans ce débat relatif aux Ligues ? Il ne s'exprime pas.

b) Le 10 décembre 1935 : « Au Drapeau »

La page 1 est consacrée au divorce entre les Jeunesses Patriotes et les Croix de Feu :

« Croix de Feu et Jeunesses Patriotes », une lettre de P. Taittinger

- P. Taittinger refait l'historique entre les deux associations globalement bien connues. Nous retenons, puisque AB partira à Pau, très proche du Pays basque que :
- « Au lieu de cela, vendredi matin, coup de théâtre (1). Jean Ybarnegaray (2), mon vieil ami de vingt ans, après un discours chaleureux, mais plein de dangers, dont il avait arrêté les termes avec le seul colonel de La Roque, sans consulter aucun des chefs des autres organisations nationales, abandonnait en quelques minutes le terrain que nous avions si péniblement conquis pied à pied au cours de ce dramatique débat. Il s'engageait, avec autant d'imprudence que de générosité, dans une voie qui ne pouvait malheureusement qu'aboutir à une capitulation en rase campagne sous l'ultimatum de Léon Blum ».
 - (1) : lire l'encadré ci-après
 - (2) : ce nom figure dans le texte de l'encadré ci-après. Ybarnegaray : lire ci-après.
 - Sur un tiers de la page 1, un encadré consacré au projet du gouvernement de dissoudre les Ligues Nationales dont voici le texte intégral, sous les caractères de la page 1 de L'Echo Rochelais :
- « PAS DE DEBANDADE! AU DRAPEAU! (en très grands caractères dans L'Echo Rochelais)

Paul BONJOUR, Herriot, CHAUTEMPS, chefs de gouvernements du Cartel, n'ont jamais osé toucher aux Ligues nationales. Le projet les concernant aurait été même ajourné si une aide inattendue n'était venue au Front populaire. Lâchant pied au milieu du combat, la belle association des Croix de Feu a replié son drapeau et, pour apaiser communistes et socialistes, s'est rendue à eux sans conditions. Au lieu d'y voir un geste chevaleresque, le *Populaire* du 7 décembre 1935 le considère comme un signe de *décomposition avant la dissolution*. L'*Humanit*é ajoute : *Jamais d'union sacrée avec les ennemis du peuple*. A l'heure même où, à l'hôpital Beaujon, la dernière victime de la soirée sanglante du 6 février entrait en agonie... M. YBARNEGARY (1) a tendu la main du Front populaire. Le Front populaire a craché dedans! ... (JPC : le 6 décembre). C'est plus grave encore : les Croix de Feu, en offrant leur dissolution, ont mis à découvert toutes les autres Ligues nationales. L'occasion était belle. Le Front populaire en a profité!

La journée du 6 décembre, commencée par une embrassade entre THOREZ, BLUM et le représentant des Croix de Feu à la Chambre, s'est terminée le soir par l'étranglement du

Front national et le triomphe des socialo-communistes. Joli travail en vérité! Nous ne nous laisserons pas abattre par les gestes inconsidérés, les lâchages ou les abdications. Le Front populaire, ivre de son premier succès, compte aller plus avant : Il ne passera pas! Coude à coude avec tous les patriotes, ayant plus que jamais respect et affection pour ceux qui, à Limoges, devant les femmes menacées et leurs libertés en péril, ont agi en braves et en vrais Français. Nous faisons appel à tous ceux qui ne veulent ni trahir, ni capituler, ni même ruser avec le devoir national. Pas de débandade! Pas de nouvelles journées des dupes!

AU DRAPEAU!

Pierre TAITTINGER,
Député de Paris
Président du Parti National Populaire
(Jeunesses Patriotes)
31, avenue de l'Opéra, PARIS (1er) »

(1) : <u>Ybarnégaray</u>, cf aussi le 11 décembre ci-après. Il est à cette époque et depuis plusieurs années le leader de la droite au Pays basque. Il sera ministre à Vichy (cf 1940). Si c'est Léon Bérard, le chef de la droite des Basses-Pyrénées (Béarn et Pays basque), Président du Conseil général et Sénateur et si L. Bérard a toute « autorité » sur les élus béarnais, c'est <u>Ybarnégaray</u> qui est le « parrain » des élus basques, dont la population à 80% est très traditionaliste, votent à droite et sont catholiques.

A bien noter que P. Taittinger et Ybarnégaray se connaissait bien et au-delà du « différent » de 1935, P. Taittinger a pu parler l'été 1936 d'AB à Ybarnégaray ou c'est celui-ci qui s'est renseigné lors de l'automne 1936 sur l'arrivée d'AB à Pau, à L'Indépendant, un journal laïc radical « modéré », face au très catholique et à droite « Le Patriote ». En 1936, Ybarnegaray sera au côté de Léon Bérard pour faire élire le jeune J.L. Tixier-Vignancour à Orthez (cf ci-après le sous-chapitre III : « AB rédacteur en chef de *L'Indépendant des Pyrénées* ».

c) <u>Le 11 décembre 1935</u>, <u>Ouest-Océan</u> a tenu à répliquer sur cette mobilisation des Jeunesses Patriotes dans un article avec le titre « <u>Au Drapeau!</u> ». Il se moque de Blum et Thorez (qui) « embrassent <u>Ybarnegaray</u>, mais c'est pour mieux l'étouffer ». P. Taittinger est la cible de Civis (= G. Menon) :

« Il parait que quand l'on accorde, il y en a à qui cela déplaît ? Deux plaideurs renoncent-ils à aller en justice, avocats et avoués ne sont pas satisfaits. Le malade va-t-il mieux, que médecins et chirurgiens se retirent la tête basse. Droite et gauche font la paix, et aussitôt les trublions et pêcheurs en eau trouble de s'écrier à la trahison. M. Ybarnégaray a tendu la main, le front populaire a tendu la sienne, faisant par ce geste un arrêt à la guerre civile. Ca, c'est un fait. Le ministère Laval est resté debout, la Bourse a remonté et en France, il y a eu une détente certaine. Vous pensez peut-être que cela a donné satisfaction à certains. Mais on leur enlève ainsi le pain de la bouche. Leur métier est de salir, d'insulter et de calomnier. Si tout le monde est d'accord c'est immédiatement leur inutilité. Les Croix de Feu deviennent des traîtres, Laval va être un bandit. Le Front populaire crache dans la main ouverte qui se tend vers lui, Blum et Thorez embrassent Ybarnégaray mais c'est pour mieux l'étouffer. Et la botte soldatesque revient, le souvenir du militaire reparaît. Il ne passera pas. L'autre Français, c'est l'ennemi. Ces gens renoncent difficilement à la guerre civile dont la préparation est leur pain quotidien. Et on distribue une cochonnerie dans les boîtes aux lettres. On se rend odieux à la population. On rend même odieux M. Taittinger malgré lui. Alors qu'il tend à revenir sur la gauche, empruntant au Parti radical de la rue de Valois quelques-unes de ses théories. On le qualifierait bien lui aussi de traître, si ce n'était que l'on craint qu'il ferme les cordons de sa bourse et son ... magasin. Et alors ce sont les Croix de Feu qui prennent : « Lâchant pied au milieu du combat », « replié son drapeau », « rendue sans conditions », « mis à découvert les autres ligues ». Traîtres! Vendus! Salopiauds! Gestes inconsidérés! Lâchages! Abdications! Ah! leurs amis J. P. leur en passent de belles. Quand je disais que certains de ses collaborateurs prenaient M. Taittinger pour un jardinier sur lequel, avec précision, ils lancent le pavé de l'ours (1), je ne croyais si bien dire.

Consolons-nous! Si M. Laval a été obligé de dissoudre les ligues, c'est qu'elles se sont montrées odieuses à la majorité des Français et qu'elles ont profité de la tolérance de MM. Boncour, Herriot, et Chautemps pour se permettre des manifestations intolérables plus longtemps. Le Front populaire a agi loyalement. Devant une main tendue, au lieu de cracher dedans, comme le dit le tract, il a tendu la sienne. Personne n'a triomphé, mais on a évité la guerre civile! Et c'est ce que quelques-uns (2) qui émargent au budget de M. Taittinger ne voudraient pas. CIVIS »

- (1) : Les allusions par G. Menon et aussi par AB du « pavé de l'ours » dans les textes de leurs journaux nous paraissent toujours mystérieuses
- (2) : Qui sont les « quelques-uns » ?

d) Le 13 décembre 1935, Point de Vue : « L'espoir en gros et en détail »

En pleine tempête politique, à Paris, AB profite à La Rochelle d'un vendredi 13 (décembre) pour remplir toute une colonne sur « <u>le gros lot de la prochaine tranche de loterie</u> ». Ce n'est ni le premier, ni le dernier journaliste qui, pour remplir la colonne prévue, deux heures avant de porter le papier au marbre, est obligé de « tartiner ». Le sujet a l'avantage d'être plus consensuel que celui des Ligues, même pour la majorité des « biens pensants » du département.

e) <u>Le 13 décembre 1935 : « L'erreur du 6 Décembre » et « Le noir de la rue Damrémont »</u>

« Rassemblement » par P. Taittinger. La lecture de l'édito du Président des Jeunesses Patriotes ne permet pas de comprendre l'essentiel de ce qui s'est passé depuis 10 jours à Paris. Retenons que P. Taittinger cite le journal « Jour » qui met en cause <u>Ybarnégaray</u> : « Le désarmement proposé par <u>Ybarnégaray</u> au nom des Croix de Feu constituait un acte d'une générosité indéniable ; Mais il ne tenait pas compte des gens auxquels il s'adressait et qui ne désarmeront jamais ». Et, un peu plus loin, « Jour » ajoute : « Ceux des groupements qui n'ont pas été engagés dans l'affaire Ybarnégaray ne doivent-ils rien relâcher de leur vigilance. Mais, pour se garder de l'ennemi du dehors, il est bon de ne pas attiser des inimitiés de l'intérieur du parti national. <u>Pierre Taittinger</u>, dans une lettre à Kerillis, justifie son attitude avec beaucoup de franchise. Et il est évident que ses Jeunesses Patriotes ont le droit de penser que leur chef n'a pas démérité de leur confiance. Qu'il soit remercié de ce témoignage public de la franchise de la netteté de notre attitude ».

Puis P. Taittinger se fait à nouveau l'avocat des Liques et des Jeunesses Patriotes :

« Les Ligues n'attaquent personne. Elles ne provoquent personne. Elles ne sont que les gardiennes de l'ordre, de la liberté, de l'idéal national. Les Jeunesses Patriotes, depuis dix ans, n'ont jamais fait usage d'armes à feu et, depuis leur fondation, toujours nous avons donné des ordres formels pour que tout emploi d'armes soit sévèrement interdit chez nous. Le soir de la rue Damrémont, j'avais personnellement donné des instructions sévères pour que le service d'ordre soit sans armes. Nous avons pleuré nos morts et soigné nos blessés. Nous ne les avons pas vengés. Le désarmement n'est pas une chose nouvelle pour nous. Les J. P. n'ont, comme armes, que leurs bras et leurs cœurs. Les Jeunesses Patriotes sortent de ces journées fiévreuses plus fortes que jamais, plus unies que jamais ».

f) Le 20 décembre 1935, Point de vue « Deux démissions » par AB

AB commente la démission de S. Hoare, ministre britannique des Affaires étrangères et E. Herriot, Président du parti radical. Il conclut de manière optimiste pour 1936, ce qui était peu perspicace :

« Sir Samuel Hoare, ministre britannique des Affaires étrangères, coupable d'avoir cherché un arrangement au conflit italo-éthiopien, vient d'être contraint de donner sa démission. Cette nouvelle, baptisée coup de théâtre, plonge dans la joie tous ceux qui voient dans le conflit une excellente occasion d'essayer de se débarrasser du régime qui a sauvé l'Italie. M. Léon Blum écrit : « L'un des deux signataires du plan dès à présent expié la faute commise contre la paix, mais l'autre ? » L'autre, c'est M. Laval, et M. Léon Blum marque son tour (L. R). Ainsi, les choses sont devenues tellement compliquées que deux hommes cherchant à mettre fin à une guerre sont accusés de travailler contre la paix. Comprenne qui pourra ... La démission de Sir Samuel Hoare et la menace contre M. Pierre Laval veulent-elles dire que les sanctions (1) vont redoubler, - à tous risques, - et que les forces occultes qui mènent la S.D.N. veulent un conflit général pour abattre le fascisme ? Manière bizarre d'envisager la conciliation.

La démission de M. Edouard Herriot de la présidence du parti radical est l'autre fait du jour. Le maire de Lyon est victime des extrémistes du parti radical, qui veulent abattre M. Pierre Laval. Entre ces derniers et les radicaux qui ont encore le sens national, M. Herriot n'a jamais su que louvoyer et larmoyer à chaque difficulté... Ce ne sont pas les objurgations théâtrales de M. Daladier (2) qui nous feront croire que l'aile gauche du parti radical regrette ce départ. Ainsi, ce parti (3) se trouve-t-il coupé en deux, toujours pour n'avoir pas su se séparer nettement de son aile socialisante et de l'emprise dangereuse de M. Léon Blum... Recrudescence des sanctions, risques de guerre, chute possible de M. Laval, son remplacement par les excités d'extrême-gauche, ce sont les perspectives de demain... Demain ; qui est le 1er janvier, jour où l'on formulera des souhaits de bonne année. Heureusement que l'optimisme existe (4) ».

- (1) : Contre l'Italie
- (2) : Président du parti radical
- (3) : Parti radical-socialiste
- (4) : Mais AB y croit-il?

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

g) Le 27 décembre 1935, Point de vue (1) « Neutralité »

Très long développement sur le différent entre la France et l'Angleterre à propos de la politique italienne en Ethiopie. L'Angleterre envoie sa marine en Méditerranée mais ses bateaux peuvent être menacés par le bâtiment de guerre italien. « La Grande-Bretagne a bien demandé à la France, comme à la Turquie ou la Grèce ou l'Irak, d'accueillir dans ses ports (Toulon – Bizerte) ». « Laval fait (à la Grande-Bretagne) une réponse d'Auvergnat » (JPC : « de normand » ?). Le point de vue d'AB correspond à la position exposée par P. Taittinger à l'Assemblée nationale le jour même et qui sera reproduite in extenso dans L'Echo Rochelais du 31 décembre. Il demande la neutralité (de la France) entre la Grande-Bretagne et l'Italie à propos de l'Ethiopie.

(1): Les « Points de Vue » sont toujours d'AB

h) Le 31 décembre 1935, Point de vue « Bonne Année »

« 1935 a vu la continuation du gâchis politique en France, gâchis encore aggravé par les conséquences du conflit italo-éthiopien, plutôt italo-britannique sur la politique intérieure et les menaces de guerre générale que ce conflit contient en germe ».

AB se montre inquiet pour 1936 à propos des élections législatives : « Il est à craindre que ce soit encore dans la confusion et que les pêcheurs (JPC : la gauche), en eau trouble, en profitent ».

Les résultats des élections en 1936 donnèrent finalement raison à AB dans son pronostic « global » : la victoire du Front populaire. Mais AB livrera et perdra son dernier combat électoral à La Rochelle aux élections législatives de 1936.

IV) 1936 : VICTOIRE DE LA GAUCHE EN France ET A LA ROCHELLE

- 1) <u>Janvier 1936 : La chute de Laval</u> (et le poilu AB se souvient du futur roi Edouard VIII en novembre 1914 près d'Ypres)
 - a) Le 7 janvier 1936, Point de vue sur deux colonnes : « La partie continue »

Un édito sur la politique extérieure. Russie – SDN (Société des Nations) – USA – sans nouveauté par rapport aux écrits antérieurs d'AB.

- b) Le vendredi 10 janvier 1936, en page 1 :
- « La période électorale est courte. Où allons-nous ? » par P. Taittinger
- P. Taittinger rappelle 1924 « Le Bloc National » est écrasé. Herriot, tout gonflé de sa victoire (électorale) arrive au pouvoir. Il constitue le « Bloc des gauches » pour échouer. Nouvel échec du « Cartel des Gauches » après 1932. P. Taittinger en appelle à ne pas répéter ces échecs qui « nous conduirait à la guerre étrangère ».
- « <u>Mister Puck manque de mémoire</u> » par AB. Une polémique suite à un article dans « La défense républicaine » qui rendait un écho mensonger, d'après L'Echo Rochelais, sur une réunion locale des Croix de Feu.
 - c) Le 17 janvier 1936 : Point de vue : « A quand le 14 juillet ? »
- « ... La ligue des Droits de l'Homme qui ne fait pas de politique comme on sait (1) désirait faire connaître son point de vue sur la Banque de France (2). En l'occurrence cette vénérable vieille dame est qualifiée de « Bastille à prendre » ... et faire que la Banque de France appartienne enfin à la France ».
 - (1) : A La Rochelle, la ligue des Droits de l'Homme est en majorité très à gauche et laïque
 - (2) : Pour celle-ci il s'agit du « réescompte des bons à court terme émis par le Trésor. Ainsi l'Etat pourrait trouver facilement et à faible intérêt les fonds dont il a besoin ».

AB va démonter cette proposition car cette émission « en échange desquels la Banque donnerait des billets fraichement imprimés. Cela s'appelle l'inflation... il n'y a que le citoyen

Léon Blum pour estimer que les citoyens pourront danser allègrement devant des caisses vides ou les poches pleines de billets sans valeur ».

C'est ce qui va arriver quelques mois plus tard.

AB, dans ce long Point de Vue montre à nouveau qu'il possède une bonne culture économique et financière.

- d) <u>Le 21 janvier 1936</u>: Après la démission du cabinet Laval, P. Taittinger, député de Paris, Président du Parti National Populaire en « <u>Appelle au bon sens des radicaux</u> » (titre).
- P. Taittinger espère encore qu'une partie des députés radicaux accepteront de former un gouvernement « présidé par Laval », composé d'hommes politiques de gauche (modérée), du centre et de son Parti National Populaire. « Il (ce gouvernement) ne saurait, sans bouffonnerie, passer pour un gouvernement de dictature. Il (maintiendra) l'ordre, la paix et le franc ».

Il est difficile de savoir si P. Taittinger y croit vraiment ou si c'est une posture tactique avant les élections législatives du printemps prochain qui s'annoncent comme un affrontement contre une gauche socialo-communiste et une droite de moins en moins modérée.

e) Le 24 janvier 1936. En page 1, « Après la chute du cabinet Laval » :

• « La crise ministérielle » par AB :

« M. Léon Blum ayant, selon sa propre expression, « secoué le premier radical » pour en faire choir M. Pierre Laval, et M. Edouard Herriot ayant, selon son habitude, semé des pelures de bananes sous les pas du char a dû donner sa démission au chef de l'Etat. Ce dernier a sollicité M. Laval, puis M. Bouisson, qui ont refusé ; c'est donc M. Albert Sarraut qui a bien voulu essuyer de former un ministère dont les dernières nouvelles disent qu'il serait « de concentration, mais plus à gauche que le précédent ». Il serait hardi de prétendre que ce sera un homme « nouveau » avec une formule « nouvelle ». Mais l'essentiel de l'opération Blum-Herriot a réussi : le « traître Laval » (1) est descendu du prunier radical et les tenants du « Front Populaire » ont tout espoir de prendre en main les leviers de commande et en poche les fonds secrets avant les élections. Après il pourrait ne plus s'agir de prunes, mais d'un autre fruit. En effet, si les socialistes et les communistes arrivent à déraciner le prunier, ce sont les radicaux qui auront été des poires ».

(1) : C'est sans doute après cette crise ministérielle que Laval n'a plus cru à un centrisme de gauche avec des radicaux modérés. De son côté son ami Léon Bérard va s'orienter vers la droite dans les Basses Pyrénées, cf ci-après dans « AB rédacteur en chef de L'Indépendant des Pyrénées » d'octobre 1936 à août 1943.

« <u>La règle du jeu</u> » par P. Taittinger.

A nouveau c'est le radical Herriot qui est ciblé : « ... Nous avons dit : Herriot a trahi Poincaré. Herriot a trahi Doumergue. Herriot est en train de trahir Laval... Allez-y Herriot! Nous demandons à voir... D'un revers de main vous détruisez l'équilibre gouvernemental et parlementaire en proclamant la France en danger. A vous de la sauver et à vous seul... ». Pour conclure « Sinon, vous (Herriot) n'êtes qu'un pitre, un démagogue et un inconscient ».

• Quand AB se souvient du Prince de Galles en bicyclette en novembre 1914 L'ancien poilu et passionné de vélo ne résiste pas à raconter un souvenir de novembre 1914 à l'occasion du décès de Georges V roi de Grande-Bretagne. AB commence par donner son opinion sur le nouveau roi Edouard VIII et les Anglais : « Nous avons souvent entendu demander, ces jours derniers, si le nouveau roi Edouard VIII est francophile ou bien si, au contraire et comme on le prétend, il est suspect de germanophile. A ceci, on peut répondre sans crainte de se tromper que le nouveau roi est essentiellement britannique, c'est-à-dire qu'il place avant tout les intérêts de la nation sur laquelle il va régner, ce qui est naturel. Mais l'ex-prince de Galles connait admirablement notre pays et l'estime au plus haut point. Il parle très bien notre langue, - comme son père, - quoiqu'avec un accent très prononcé dont se souviennent fort bien les anciens combattants français qui eurent le privilège de l'approcher entre 1914 et 1918 ».

Puis AB raconte un spectacle « pittoresque » :

« Car Edouard VIII fit la guerre, et véritablement la guerre. Alors tout jeune lieutenant de vingt ans, dès novembre 1914, il était dans le secteur d'Ypres et apportait quelque variété dans ses fonctions d'officier d'Etat-Major, ceci au grand désespoir de ses « anges gardiens ». Et il a été donné une fois à des « poilus » français d'assister à un spectacle pittoresque : le jeune prince, revenant des tranchées où il était « monté » subrepticement sur la bicyclette boueuse d'un agent de liaison, s'arrêtant à un passage à niveau fermé, faisant passer sa bicyclette par-dessus les barrières, franchissant lui-même ces dernières d'un classique saut avec appui d'une main, reprenant sa bicyclette et continuant sa route dans un style que n'aurait pas désavoué un coureur du Tour de France. Les « poilus » français connurent l'illustre identité de ce cycliste par des officiers britanniques présents. »

AB conclut de manière très anglophile :

« Depuis, toute la vie du nouveau roi a été marqué de traits de caractère de ce genre ; il a toujours été celui qui veut voir et se rendre compte par lui-même. Ses nombreux voyages en font foi. Il n'y a donc aucun doute que, sous son règne, les relations cordiales existant, - malgré quelques nuages passagers, - entre les deux pays se continueront et se resserreront. »

f) Le 28 janvier 1936. A la une « Préparation du nouveau gouvernement » :

• Point de vue « Rien de changé » :

« M. Marcel Lucain, journaliste neutre et objectif, écrit ce matin dans « La Petite Gironde » (1) : la politique générale du Gouvernement issu de la crise déclenchée par la démission des ministres radicaux peut-elle s'éloigner beaucoup de celle du président Cabinet ? » Il répond un peu plus loin à cette question en ajoutant : « Et l'on ne comprendrait pas un bouleversement de la politique française pour se simples raisons de convenance ou de tactique électorale de tel ou tel parti. Et, à l'appui de son opinion qu'il n'y aura rien de changé, M. Marcel Lucain expose que, dans le Cabinet Sarraut, le nombre de modérés et de socialistes français est exactement le même que dans le Cabinet Laval et que, si M. Edouard Herriot est parti, il est remplacé par M. Paul-Boucour. En somme, seuls les noms ont changé. Il y aurait donc eu crise ministérielle pour le simple plaisir d'une crise ministérielle. Au fait, si cela fait plaisir à ses messieurs, nous serions bien mauvais caractère si nous y trouvions un inconvénient... Alors? C'est que le petit jeu des chevaux de bois (2) ministériels recommence et que toute la politique consiste à se placer le mieux possible avant les élections. L'un pourra dire aux électeurs : Mais rien n'a été changé à la politique de M. Laval! » Celui-ci, c'est le parlementaire qui a besoin des voix modérées pour être élu. L'autre, celui qui a besoin des voix d'extrême-gauche, dira : « En un temps si court, nous n'avons pas eu le temps de réparer les fautes du Ministère Laval, mais vous allez voir maintenant! » Et on ne verra rien du tout, ni d'un côté, ni de l'autre ».

Pour conclure : « La morale de l'histoire : Il n'y en a pas ! »

- (1) : AB apprécie les écrits de son confrère de La Petite Gironde. En octobre 1936 AB quitte L'Echo Rochelais pour « L'Indépendant des Pyrénées » acheté par « La Petite Gironde », cf ci-après
- (2) : AB aime bien cette expression déjà utilisée pour le titre d'un précédent point de vue ... nostalgie des « Chevaux de Bois » de son enfance ?

g) Le 31 janvier 1936 :

« Pourquoi nous votons contre Sarraut » par P. Taittinger

Conclusion : « Loyauté – Moralité – Défiance logique. Les trois raisons – auxquelles nous ne mêlons aucune considération de personne (1) – nous dictent notre devoir. Elles devraient le dicter aux égarés et aux hésitants »

(1) : P. Taittinger a pourtant souvent ciblé Herriot et autres personnes, surtout les francs-maçons.

<u>NB</u>: A partir de février nous ne citerons plus les éditos de P. Taittinger, sauf celui du 26 juin, qui se feront de plus en plus nombreux à l'approche des élections législatives, puis après l'installation du Front Populaire au pouvoir. Sur le fond ils ne varieront guère des écrits passés de Pierre Taittinger et il est donc facile d'en deviner le contenu.

• Point de vue : « Cocktail »

Dans le style « Canard Enchainé » AB dénonce la proximité d'un homme très riche « M. Nicolle dans les rangs du Ministère Sarraut ... proche de M. Guernut, grand « manitou » d'une certaine Ligue des Droits de l'Homme ». Pour conclure « M. Nicolle, à côté de M. Guernut; M. Sarraut, ex-ennemi du communisme, neutralisant les communistes par sa bienveillance envers Eberlain (1); le pacte franco-soviétique en voie de ratification et un emprunt aux Russes en voie de négociation, c'est un cocktail. Mais le cocktail abimant l'estomac ».

(1) : Eberlain, ancien agitateur communiste soviétique en Amérique du sud « pris la main dans le sac (en France) mais faisant l'objet de bienveillance. Son procès est remis aux calendes, le silence officiel (Sarraut) se fait autour de son affaire.

2) <u>Février 1936 : Le Parti National Populaire (Jeunesses Patriotes) de P. Taittinger est de plus en plus actif.</u>

a) Le 4 février 1936, Point de vue d'AB : « Où l'on fait bon ménage avec les « marchands de canon » »

« Signalons que Le Populaire, l'Humanité, la Voix Socialiste dénonçaient autrefois M. Mercier, capitaliste qui subventionne les Croix de Feu. Depuis qu'il est converti au bolchévisme et que le « Populaire » et « l'Humanité » encaissent sa publicité, M. Mercier est devenu un homme honorable ».

b) Le 14 février 1936, Point de vue : « Bourrage de crânes »

AB revient sur un de ses sujets préférés « ... aboutir à la suppression du système pédagogique consistant à bourrer des crânes au-delà de leur capacité normale (JPC : des enfants). En somme il s'agit de réaliser l'inverse de ce que préconise une publicité bien connue : enfoncez-vous ça dans la tête... (1) » Et de citer tout ce qui allait mieux avant. « ... Résultat du bourrage de crâne et de la standardisation des programmes qui privent la jeunesse de ses heures de jeux et de sommeil sont exécrables, barbares, condamnable, il faut les changer (2) ... Puisque maintenant l'écolier qui traduit : « O fortunatos nimium... » (3) ne pense qu'à la conquête du parchemin qui lui permettra de postuler un emploi de contrôleur de métro ».

- (1) : Pourtant des titres de Point de Vue ressemblent à cette publicité
- (2) : Ce qui est souligné est en majuscule dans le texte
- (3) : AB écrit des citations latines comprises uniquement par les curés lecteurs de *L'Echo Rochelais*

Hasard de la pagination : à côté du « Bourrage de crânes », un autre titre « <u>Parti National Populaire</u> (JPC : de P. Taittinger). <u>Sur une colonne, l'activité en Charente Maritime</u> » avec plusieurs comptes-rendus de conférences et manifestations publiques du Parti National Populaire, des Jeunesses Patriotes à Vanzac, Montendre, Saujon et La Rochelle. Nous notons dans les conférenciers MM. F. Sidos et Alain qui ... cf ci-après.

c) Le 21 février 1936, Point de vue : « Ce bloc enfariné »

Edito très anti URSS, Staline, les pacifistes, les antimilitaristes, pour dénoncer « un piège dans ce pacte franco-soviétique que M. E. Herriot, sa large main sur le cœur, adjure la Chambre d'adopter pour le salut de la France et celui de l'humanité par ricochet ... Alors comme toujours il s'agirait de s'entendre (1) ... ce bloc enfariné (JPC : socialistes, communistes, soviets) ne nous dit rien qui vaille »

(1) : L'une de des expressions favorites d'AB, reprise dans les titres de points de vue annonce un raisonnement pour « enfermer » celui qui a des idées ou des analyses contraires aux siennes.

d) <u>Le 28 février 1936</u>

• <u>Point de vue : « De quoi rassurer le bourgeois</u> ». Après quelques rappels classiques, l'éditorialiste AB poursuit :

« Et c'est cette obscurité qui me ferait frémir si j'étais un de ces bons et gros bourgeois, ou un de ces bons et gros industriels et commerçants, ou un de ces bons si gros rentiers ou fonctionnaires radicaux-socialistes qui votent toujours plus à gauche parce que tel est leur sentiment et leur opinion, qui votent à gauche parce là est leur cœur, tandis que leur portefeuille est dans la poche intérieure droite, leur veston soigneusement boutonné dessus. Ces braves révolutionnaires-conservateurs-sociaux devraient méditer bien à loisir la lettre de M. Jean Hocher (1), qui, sans fard, les prévient de ce que les électeurs attendent d'un gouvernement de « Front populaire » solidement assis sur une majorité compacte. Et un mot comme en cent, on attend de lui le chambardement de régime capitaliste et économique sous lequel nous vivons vaille que vaille, mais certainement tout aussi bien, peut-être mieux, que beaucoup d'autres peuples. Et M. Jean Hocher prévient M. Daladier que si lui et ses amis ne répondaient pas aux espérances mises en eux, ça pourrait « barder cinq minutes ». La révolution de bon gré ou par la violence, voici les deux faces de l'alternative devant laquelle MM. Daladier et Herriot ont amené leurs bourgeois. Mais ne plaignons pas trop ces

derniers puisqu'auparavant ils vont faire un copieux repas au menu duquel figurent des « fascistes » mis à toutes les sauces ».

(1): Lettre à Daladier

- Dans un grand encadré, en haut de la page 1, à côté du Point de vue d'AB « <u>Parti National Populaire</u> P.N.P. (en très grands caractères), section de La Rochelle. Mercredi 4 mars 1935, à 20 h 45 précises. Gde réunion privée et contradictoire (1) (en grands caractères) (parmi les conférenciers) F. Sidos (2), Vice-Président de la Fédération départementale du P.N.P. sur « le programme du P. N. P. ». Les dames seront les bienvenues. Participation aux frais ».
 - (1) : Privée et contradictoire ??
 - (2) : F. Sidos semble être le patron du P. N. P. du département aux côtés de P. Taittinger

3) Mars 1936: Le Front Populaire est « en marche »

a) Le 6 mars 1936, Point de vue : « Ceinture rouge »

AB prend l'air, loin de La rochelle : « Le hasard m'a conduit l'autre jour dans une commune de la banlieue » (1), hasard d'une sortie en vélo ». AB résume le scandale du fond de chômage dans une municipalité évidemment communiste. Pour s'assurer une réélection, les conseillers en promettant l'indemnité chômage aux électeurs, sauf qu'ils oublient d'encaisser la caisse. A force de guerre, sabotage, les industriels quittent la commune. Les ouvriers qui avaient fait grève sont au chômage et la caisse est vide ».

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

b) Le 10 mars 1936, Point de vue : « Après la casse »

AB refait, en très résumé, l'histoire de son point de vue, de la politique extérieure de la France depuis douze ans. La politique de Briand « a été un échec ». « Les zones « démilitarisées » ne seront pas évacuées par les Allemands. A-t-on oublié que depuis 1919 ils (les Allemands) ont toujours fait ce qu'ils ont voulu, répudié leurs dettes et réduit en lambeaux le Traité de Versailles, ... canons et mitrailleuses sont maintenant en vue de Strasbourg ... les Allemands sont entrés en Mayence dimanche. Alors que va-t-on faire ? ... Mais dire que vingt ans de Sociétés des Nations et les milliards de dépenses à Genève nous a conduit là ! Que la paix était belle entre 1914 et 1918 ».

Cette dernière phrase pour conclure donne bien l'état d'esprit, plein d'amertume et d'inquiétude d'AB, déjà en mars 1936.

Texte intégral à lire sur le site internet de la Médiathèque de La Rochelle.

c) Le 20 mars 1936, en page 1 :

- Point de vue : « La mi-carême de la SDN » signé d'une croix. AB est-il en vacances ?
- « <u>Traiter n'est pas se soumettre</u> » par P. Taittinger
- <u>Titre : « Le congrès départemental des prêtres anciens combattants</u> ». Un très long_compte-rendu par F. Sidos sur 4 colonnes. Ce dernier cite abondamment le discours de

l'abbé Bergey, aux idées très ressemblantes de celles des Jeunesses Patriotes : « La faillite de tous les systèmes, le peuple français est divisé. Nous subissons la dictature de la rue » etc...

d) Le 24 mars 1936

- Apparition d'une rubrique « <u>D'un jour à l'autre par Pierre Taittinger</u> ». Avec en dessous, 2 articles : « Les maîtres de l'heure savent-ils où ils vont » et « La grande misère des mécontents ».
- P. Taittinger va écrire de plus en plus d'éditos et AB de moins en moins.

• Point de vue : « De l'autre côté des monts ».

Les trois quarts de cet édito sont consacrés à <u>l'Espagne</u> qui donne la liste des actions très hostiles des républicains (gauche) contre les franquistes (droite), contre les églises, les journaux, banques et maisons de commerce ... Suite aux élections, les portes des prisons ont été ouvertes aux condamnés politiques et de droit commun.

« Les électeurs (JPC : espagnols) n'avaient évidemment pas voulu cela mais il est bien difficile de freiner l'enthousiasme consécutif à un triomphe du Front populaire (en Espagne) ... il parait que nous aurons prochainement en France un triomphe du Front populaire :

Mais comme l'esprit démagogique et le désir d'être élus peuvent les pousser à des excès de langage au cours de la campagne électorale, il serait à craindre que ces paroles tombent dans les oreilles de citoyens prenant trop les choses au pied de la lettre. Et qu'ayant entendu parler de la nécessité de mettre la main sur l'or de la Banque de France et de supprimer les deux cents familles qui oppriment le pays, ces citoyens naïfs ne prennent cela pour argent comptant. On a déjà vu ça auparavant. Et bien avant que la lumière nous vienne du Midi, c'est-à-dire d'au-delà des Pyrénées ».

• Le même jour, L'Echo Rochelais dans sa « Chronique électorale » annonce « M. André Hesse sera candidat » (cf le B) ci-après).

C'est dire, avec ces quatre articles du 24 mars, que l'actualité donnait matière à remplir la première page de L'Echo Rochelais.

Il en sera de même le 27 mars.

e) Le 27 mars 1936 :

- Comme annoncé par AB « le chancelier Hitler repousse les propositions des quatre puissances signataires du traité de Locarno et refuse d'évacuer la Rhénanie ».
- «L'URSS rompt ses pourparlers commerciaux avec l'Allemagne » et « La CGT contre la paix » par P. Taittinger.
 - Tous les jours la « Chronique électorale », cf le B) ci-après.
- f) <u>Le 31 mars 1936</u>, il n'y aura pas comme pour le 27 mars de place pour le Point de vue d'AB : quatre colonnes sur six sont consacrées aux élections. Deux, sous le nom de la rubrique « D'un jour à l'autre par P. Taittinger : « comment va voter la jeunesse » et « une courageuse enquête ».
- « Chronique électorale » : 54 électeurs plébiscitent M. André Hesse ». « <u>Le Docteur Cougard sera candidat</u> » (détails dans le B) ci-après).

4) Avril et mai 1936. La victoire du Front populaire

Les unes sont consacrées à 80% aux élections (cf dans le D) ci-après) et des pages intérieures à la campagne électorale des législatives dans le département, tout spécialement à La Rochelle puis à ses résultats.

En avril 1936, aucun édito signé de P. Taittinger ou d'AB.

En mai 1936, nous avons noté 11 éditos de P. Taittinger et seulement 2 d'AB.

a) Le 19 mai 1936, Point de vue : « Recommencement »

AB ironise sur l'écart entre les exigences immédiates des citoyens qui ont voté pour le Front populaire et Léon Blum qui déclara « Sapristi! Ne soyez donc pas pressé! Il faut faire les choses en règle. Les troupes n'ont pas compris tout de suite. Et elles ont encore moins compris par la suite ... une fois sacré futur premier ministre, M. Léon Blum s'est « embourgeoisé, ce qui entre parenthèses n'a pas dû lui coûter trop cher » ? Les socialistes et communistes ne sont pas d'accord. L'aile droite radicale a du mal à remonter à la surface. « M. Léon Blum va-t-il connaître à son tour les angoisses qu'il a fait connaître aux radicaux ? Cela ne manquerait pas de sel ».

b) <u>Le 29 mai 1936, Point de vue : « Ça ne traine pas ». Les radicaux</u> « fourriers » de la SFIO et des communistes

AB fait la liste bien détaillée dans toute la presse de droite des conséquences de l'élection du Front populaire. C'est connu. Il note dès le début de son édito « Vraiment ça n'a pas trainé et le parti communiste n'a pas perdu une minute pour faire connaître à M. Blum que s'il ne participait pas à son travail gouvernemental, sa participation serait effective sur le terrain des revendications », (grève de la CGT) et les communistes de dire à la SFIO, d'après AB, « Vous avez un programme et vous êtes au pouvoir. Et bien nous allons vous faire voir que, chez nous, c'est comme chez le fameux Nicolas des foires d'antan : de plus fort en plus fort! » Le but est que Léon Blum devienne « un traitre à la cause ouvrière... Et puis ce milliard (JPC : pour le sport) ou l'infortuné (1) M. Vincent Durial, grand argentier de demain ou ira-t-il le chercher?

(1) : « infortuné » pour un grand argentier (Ministre des finances) !!

« Mais que deviennent là-dedans leurs alliés du Front populaire, les radicaux et aussi, un peu, les SFIO réformateurs ? ... n'empêche que les communistes (JPC : députés élus) ont bénéficié des voix radicales et socialistes. Alors ? » Et de conclure : « car nous croiront plutôt que, de même que les radicaux furent les fourriers (1), de socialistes révolutionnaires, les SFIO sont destinés à être les fourriers (1) du communisme ... les électeurs pourront alors utiliser « les loisirs organisés » qu'on leur a promis à se mordre les doigts »

(1): les victimes consentantes ou les « cocus » inconscients, mais AB cinq mois plus tard devient journaliste dans un journal (L'Indépendant des Pyrénées) ... certes antifront populaire mais qui représentait les radicaux/laïques, les « fourriers » face au journal Le Patriote bien positionné à droite et catholique.

5) JUIN 1936. Après la victoire des partis du Front populaire

a) Le 5 juin 1936, Point de vue : « La mouche dans le bol de lait »

« Depuis le 3 mai, tout était à la joie dans les milieux d'extrême-gauche ; un succès complet obtenu au moyen d'un hymne super-démagogique excellement orchestré et exécuté avec discipline avait rempli d'allégresse toutes parties qui aspirent à devenir « prenantes ». Mais voici que le récent Congrès socialiste a révélé que tout n'irait pas comme sur des roulettes. L'exécution du duo Ziremski-Marceau Pivert a jeté quelque trouble dans la chorale, et si ce Congrès s'est terminé sur une motion votée à l'unanimité, cette unanimité n'est que relative, si l'on peut dire. Ce n'était pas « l'unanimité plus une voix », comme avait coutume de le dire un humoriste, mais l'unanimité moins les voix des amis de Ziremski-Pivert (1). Elles ont pu ne pas être nombreuses au moment du vote d'une motion du genre dit « nègre-blanc », mais elles se sont enflées lorsque M. Marceau Pivert demanda le vote d'une autre motion signifiant à M. Léon Blum de faire la révolution totale dans le plus bref délai ».

(1) : Leaders de l'extrême-gauche au sein de la SFIO (le « Mélenchon » de l'époque)

Un journal très à gauche, « La France », a annoncé une éventuelle opposition de gauche à Léon Blum (citation de ce journal, en grands caractères) dans L'Indépendant :

« « IL EXISTE UNE OPPOSITION VIRTUELLE A LEON BLUM AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE. L'EXERCICE DU POUVOIR RISQUE DE LA RENDRE DOMINEE SUREMENT PAR LA MAJORITE QUI SUIT PAUL FAURE, SEVERAC, LEBAS ET LEON BLUM LUI-MEME ». Voilà la mouche, - ou le cafard, - dans le bol de lait, ou le ver dans le fruit, comme l'on voudra. »

« Léon Blum ayant avalé les radicaux, il sera avalé par Ziremski-Marceau Pivert, qui, de leur côté, craignent d'être avalés par les communistes, lesquels trouvent eux-mêmes à qui parler sur leur gauche. N'a-t-on pas vu cet incident de grève au cours duquel un nouveau député communiste vint dans une usine rappeler les grévistes à la modération et se fit variement rabrouer! Les communistes deviennent les réactionnaires de la C.G.T.U. Ainsi tourne la ronde! Ceci sur le terrain intérieur, mais les oppositions sont encore plus nettes sur le terrain extérieur entre les S.F.I.O., partisans du désarmement français, des sanctions et des super sanctions contre l'Italie, et les communistes, qui, hantés par la crainte qu'Hitler inspire à Moscou, veulent une France forte et une Italie tournée contre l'Allemagne. Ce n'est plus une mouche, mais un essaim que contient le bol de lait que M. Léon Blum devra boire ».

Très vite, la droite française a espéré l'échec rapide du Front populaire en grande partie du fait des excès des communistes / CGT, des tensions au sein de la S.F.I.O., de l'affaiblissement des radicaux, des difficultés financières et économiques et des conséquences des grèves. Finalement la France en paiera les conséquences lors de son effondrement militaire en mai/juin 1939-1940 (cf ci-après le sous-chapitre III « AB rédacteur en chef de L'Indépendant des Pyrénées »).

b) Le 9 juin 1936, Point de vue : « Autour des grèves »

Après une analyse des différents titres de journaux dépendant des communistes d'une part et des socialistes d'autre part, plus les déclarations de divers leaders « des » gauches, AB résume en conclusion :

« Il ne faut pas être grand-chose pour inférer de tout cela que le contrôle communiste et cégétiste va être particulièrement pesant pour la S.F.I.O. et qu'il faudra beaucoup de courage civique à ces derniers pour dire fermement un jour : nous allons aller jusque-là (JPC : dans les réformes) et pas plus loin ! Ceci leur sera aussi difficile qu'à un incendiaire de se transformer en pompier ».

Donc AB ne croit pas au succès du Front populaire.

c) Le 16 juin 1936, « La brèche dans le mur »

Titre de JPC: Quand le bourgeois et propriétaire révolutionnaire commence à avoir peur : « C'est du mur de la propriété dont il s'agit, ce mur qui, avec son frère, « le mur de la vie privée », constituait une des pierres angulaires de nos institutions. Or, ce mur de la propriété est très largement ébréché maintenant, et chacun sait que si des soins efficaces ne sont pas rapidement apportés à une brèche, même petite, elle devient rapidement une très grande brèche, par où tout le monde peut passer. Et, du moment que tout le monde passe, la propriété n'est plus une propriété. On nous a dit si, on nous dira encore que l'occupation des usines et des magasins n'a pas constitué une atteinte à la propriété, vu qu'il n'y a pas eu de casse à l'intérieur. Nous ne demanderions pas mieux de le croire, mais, pour cela, il ne faudrait pas que les amis (???) de ceux qui veulent nous rassurer tiennent des propos qui tendent à prouver le contraire. C'est pour cela que nous détachons tout exprès une simple phrase d'un discours prononcé dimanche dernier, à Lille, par le camarade Maurice Thorez, généralissime des troupes communistes :

« LES OUVRIERS N'ONT COMMIS AUCUNE DEGRADATION, a-t-il dit, PARCE QU'ILS SAVAIENT QUE LEURS USINES DEVIENDRAIENT LEUR PROPRIETE ». Voilà au moins un homme qui parle franc.

Cette simple phrase devrait mériter un quart d'heure de méditation dans le cerveau des bourgeois et propriétaires révolutionnaires qui, dimanche dernier, alors que le citoyen Thorez parlait, défilaient dans les cortèges célébrant le succès du Front populaire à grand renfort d' « Internationale », de « Carmagnols », de poings tendus et aussi de menottes fermées, car on avait mobilisé jusqu'aux enfants à la maternelle pour enterrer la réaction, pendre le mannequin baptisé Laval. Que ces bourgeois et propriétaires aient manifesté leur joie d'avoir vu triompher leur bord, rien de plus légitime, mais, une fois les lampions éteints, si la phrase de M. Thorez leur est tombée sous les yeux, ont-ils été jusqu'au bout de son implacable logique ? Il est vrai que chacun espère toujours que c'est le voisin qui sera touché, le voisin que l'on considère comme plus gros que soi-même, ce « soi-même » qui bénéficiera du fait que l'on a bien voté. Voire ! N'a-t-on déjà pas crié à Paris, autour des usines : « A bas Blum ! Les Soviets partout ! »

Le camarade Marcel Cachin a complété la pensée du camarade Thorez de ce dernier et a conclu que « DANS LE FRONT POPULAIRE. LES COMMUNISTES RESTERONT DES COMMUNISTES INTEGRAUX, LEUR BUT RESTE L'ETABLISSEMENT DES SOVIETS, NON PAS EXACTEMENT COMME ON L'A FAIT EN RUSSIE, MAIS A LA FRANCAISE ». Il est évident que la sauce change selon le pays, mais le plat reste le même. Et, dans ce plat, il y a le bourgeois. D'ailleurs, le bourgeois a déjà pris peur et il l'a fait connaître par la voix du parti radicalsocialiste (1), parti de bourgeois dans sa grande majorité, qui commence à se demander ce qu'il est venu faire dans cette galère (1). On sait que certains chefs radicaux ont fait part à M. Léon Blum de leurs alarmes à la vue du droit de propriété menacé, sans que le chef du gouvernement fasse quoi que ce soit pour la faire respecter. Alors, M. Salengro (JPC: ministre de l'Intérieur) a manifesté sa volonté de faire respecter l'ordre, c'est-à-dire la loi dans laquelle est inscrit le susdit droit de propriété. M. Salengro s'est en quelque sorte mis devant la brèche. Mais réussira-t-il à arrêter les copains, ces copains qui l'ont fait monter là où il est? Ou bien les copains passeront-ils sur le corps de M. Salengro pour rejoindre M. Thorez qui les appelle de l'autre côté du mur? « That is the question », disait Shakespeare ».

- (1) : AB, dans les prochaines semaines, sera recruté par un journal « radical-socialiste modéré », *L'Indépendant des Pyrénées* à Pau que La Petite Gironde (Cendre droit modéré) vient d'acheter, cf le sous-chapitre III ci-après.
- « Le mouvement gréviste à La Rochelle et à La Palice » par AB Une colonne sur les nombreuses grèves dans la région.

d) Le 26 juin 1936 :

• L'esclavage des radicaux va-t-il durer ? » par P. Taittinger :

« Les radicaux ont-ils enfin compris dans quel guêpier ils se sont fourrés ? Ils ont marché avec le Front Populaire aux élections pour avoir des sièges et ils en ont perdu. Ils ont apporté leur voix au ministère Blum et ils sont effrayés de sa politique sociale, de sa politique financière et de sa politique étrangère. Ils sont bouleversés par les idées que M. Georges Monnet entend mettre en œuvre pour rendre un peu de souffle à notre agriculture. Quant à la défense nationale, leur chef, M. Daladier, que nul ne saurait suspecter de fascistes, ne dissimule pas ses appréhensions. Il est tout de même temps, pour les radicaux, de réfléchir et de mesurer les conséquences de leur attitude. Personne en France, dans aucun des grands partis ou groupements de partis constitués, ne dispose de la majorité. Minorité, les socialistes et les communistes, même étroitement unis, ce qui n'est pas le cas. Minorité, les radicaux isolés. Le Front Populaire, compte tenu des radicaux réticents, ne représente, dans l'ensemble de ses nuances bariolés et contradictoires, que 52 p. 100 des votants. Le Front National en groupe, nettement, solidement, 48 p. 100. A l'heure présente, M. Blum gouverne au nom de vingt pour cent d'électeurs, avec l'appui solide de communistes en nombre à peu près égal. L'expérience s'avère désastreuse pour le franc, les affaires, la liberté, la sécurité. Les radicaux le savent. Leurs électeurs ruraux le leur rappellent durement par lettres, par visites, par coups de téléphone. Aucun des élus valoisiens ne dissimule son anxiété, de Campinchi à Léon Meyer, en passant par Potut et Marchandeau. Qu'attendent-ils pour en finir? Je parle ici avec une pleine liberté d'esprit, n'ayant rien à attendre ni à souhaiter des radicaux. Je les crois nationaux et tricolores. Je crois que la voix de Pierre Dominique n'est pas isolée. Au contraire. Alors ? Il faut agir. Qu'attendent les radicaux ? Si l'irréparable survient, ils en porteront la responsabilité. Une fois pour toutes. »

Si P. Taittinger, après avoir tiré à boulet (bleu) contre les radicaux et les appelle à quitter le « Front Populaire » pour rejoindre le « Front National », c'est que la situation est très grave pour P. Taittinger.

- <u>Point de vue : « A la manière de Panurge</u> ». Edito classique contre le Front Populaire.
- « Pavois » par AB. « Le journal « La France » (de gauche) tente de se gausser des gens qui arborent des drapeaux tricolores, des cocardes tricolores ou qui chantent « La Marseillaise ». Nous savons que c'est un sujet ultra-sensible pour l'ancien combattant AB. Pour répondre AB « préfère passer la plume à un journaliste du même bord (La France) que dans le journal « La République » très radical-socialiste » qui écrit l'inverse que « La France ». Pour terminer AB : « Quand « La France » sera d'accord avec « La République » nous voulons dire les journaux qui portent ces noms on en reparlera! »
- « P. S. Un aimable, quoique anonyme, lecteur veut bien me reprocher de n'avoir pas arboré les trois couleurs à *l'Echo Rochelais*. En apparence, il a raison, mais en réalité, qu'il sache qu'il était très difficile de se procurer des drapeaux tricolores parce que le stock disponible avait été absorbé dans les villes qui ont déjà pavoisé. J'espère que, depuis, notre lecteur a bien voulu repasser rue Chef-de-Ville (siège de L'Echo Rochelais). A. B. »
 - 6) <u>Juillet Août 1936. AB n'oublie pas « les ménagères », l'Algérie et les instituteurs.</u>

a) Le 3 juillet 1936 :

• Point de vue : « La grande pagaille »

AB prend quatre exemples de « pagaille » :

- « Tout d'abord des <u>jeunes socialistes en uniforme qui crient</u> « à bas la défense nationale », alors que L. Blum dit qu'il faut lui conserver « le prestige et la puissance ».
- L'édito cite la déclaration (1) dans « La Petite Gironde » de l'honorable sénateur, M. René Caillier : « un peuple n'est pas fort lorsque son gouvernement se démet au moment où il doit assurer le respect des propriétés et la sauvegarde des libertés. Un peuple n'est pas fort lorsque l'Etat ne peut faire descendre les emblèmes séditieux (JPC : drapeau rouge) plantés au mât de dizaines de bâtiment de la République ».
 - (1) : AB semble lire avec attention et sympathie « La Petite Gironde ». Les premiers contacts entre cette dernière et AB ont-ils déjà eu lieu ? Cf ci-après, AB part en octobre 1936 pour Pau journaliste à L'Indépendant qui vient d'être acheté par la Petite Gironde de Bordeaux.
- Des sénateurs, bien qu'opposés à l'application du programme du Front Populaire pensent que pour l'instant « <u>il faut laisser faire</u> ». « Voir ! S.F.I.O. et communistes ne sont pas en majorité (JPC : au Sénat) et ceux qui écrivent que M. Blum a tout le pays derrière lui sont des fumistes. On commence à le voir. Il est si facile de laisser faire ».
- AB dénonce l'attitude et agissement de la gauche au Maroc. C'est pourquoi « la morale de cette histoire c'est que nous sommes en pleine pagaille ».

En dessous de ce Point de vue, « Il n'y a plus de grève à La Rochelle. Mais il peut en éclater de nouvelles. »

b) Le 10 juillet 1936, Point de vue : « Et les ménagères »

AB est-il devenu féministe, sous l'influence de son épouse Germaine?

Pour l'un de ses derniers points de vue dans L'Echo Rochelais l'éditorialiste s'interroge sur la conséquence des décisions du Front Populaire et tout particulièrement les quarante heures et les quinze jours de congés payés sur les ménagères (qui ne travaillent que chez elles) :

« Mais il semble qu'encore une fois, on a oublié une classe des plus intéressantes, mais qui n'a pas la possibilité de se mettre en grève : les ménagères ! Au fait, il serait intéressant de les voir se croiser les bras, faire la grève sur le tas, ou plutôt, devant le fourneau, la lessiveuse, le balai et les gosses à soigner. Quelles têtes feraient les revendicateurs les plus intransigeants devant ce spectacle ? On peut supposer qu'ils trouveraient « qu'il y a de l'abus », comme on dit au faubourg. Et pourtant, les ménagères sont loin de se faire la semaine de 48 heures, que l'on vient d'enterrer, voire celle de soixante heures ; leur journée commence bien avant celle de l'homme et finit considérablement après.

Quant aux vacances, on pourrait compter sur ses doigts, - sans manquer d'instruments de calcul, - celles de notre connaissance qui connaissent ce luxe. Il y a beaucoup de prolétaires qui s'en rendent compte, mais ce n'est pas la grande majorité, et, en règle générale, quand l'homme emmène « la bourgeoise » une fois par semaine au cinéma, lui paie un bock à l'entracte et lui fait faire un tour de promenade le dimanche après-midi, il se considère comme un homme généreux et magnanime. Au préalable, il a d'ailleurs fallu que la ménagère astique les souliers, prépare les vêtements et en revêtisse ses rejetons, avec toujours ce risque de voir le petit Nénesse sacrifier à son penchant favori, qui est de se rouler par terre dès qu'il est « habillé propre ». Et, encore, existe-t-il des prolétaires

conscients et organisés qui sont de véritables satrapes à domicile, qui exigent de trouver les repas prêts à l'heure, le complet repassé, et qui, la dernière bouchée avalée, s'en vont jouer à la belote sans se soucier de ce que devient la pauvre esclave laissée derrière avec toute sa fatigue et ses soucis! Je sais bien que, dans certains milieux, on a tendance à trouver que la femme qui reste à la maison est une espèce de rentière, qui doit s'estimer bien satisfaite de ne point travailler dehors. Qu'on aille donc voir quel est son sort!

Et il y a aussi celles, innombrables, qui sont tout à la fois ménagères et travailleurs au dehors et dont on se demande souvent par quel miracle elles peuvent fournir à de multiples tâches. Bref, je me permets de penser qu'un formidable oubli a été commis durant ces dernières semaines à l'égard des ménagères. On a pensé à tout le monde, sauf à elles, qui, bien souvent, ont supporté le poids des grèves et des occupations d'usines, de magasins et d'ateliers, beaucoup plus durement que leurs seigneurs et maîtres. Je réclame donc une diminution de la semaine de travail pour elles et des loisirs pour échapper au cercle, souvent infernal, de leurs occupations quotidiennes.... Oh! Je sais que des gens très graves et nourris de vieux clichés crient à l'envie que la place idéale de la femme est dans son ménage.

On a même prétendu que les soins ménagers représentaient la forme idéale du sport et de l'éducation physique pour le sexe faible. Que le sexe fort y aille donc voir ; quand il aura manié le « O' Cedar Mop » pendant trois cent soixante-cinq jours, brandi la lavette à vaisselle pendant cinquante-deux fois six jours et rapetissé les fonds de culotte à longueur de journées, il nous donnera son opinion. Il est probable qu'alors il trouvera que c'est monotone et épuisant. Et que de cette monotonie et cet épuisement souffrent des centaines de mille de femmes françaises. Car, faites le compte des maris qui collaborent aux soins du ménage et allègent le fardeau, vous trouverez que l'effectif est restreint ».

A côté de ce Point de vue par P. Taittinger « <u>Les radicaux inquiets ou les yeux qui</u> s'ouvrent »

« ... si nous soulignons avec plaisir l'attitude nouvelle des radicaux au Sénat et de la presse valoisienne (JPC : souvent reprise par L'Indépendant de Pau) », P. Taittinger les met en garde : « Seriez-vous comme le déclare le « Temps » des « suicidés par persuasion » ? Dans ce cas, vous n'êtes pas des hommes et vous n'avez qu'un droit : celui de vous taire ». Cette conclusion de P. Taittinger est violente contre les radicaux ... et AB dans trois mois va travailler pour des « suicidés par persuasion » en Béarn !

c) Le 17 juillet 1936, Point de vue : « Emigrés et immigrés » (en Algérie) :

Si le début de l'article est classique dans les écrits d'AB, il veut préciser sa pensée sur « un sombre malentendu » :

« En Algérie, il y a pire qu'un malentendu, il y a une iniquité dont souffre la tranquillité de trois départements. On sait la part admirable qu'ont prise les indigènes nord-africains à la dernière guerre et qu'ils avaient prise à celle de 1870. Or, de suite après cette dernière, qui naturalisa-t-on français d'autorité ? Non point ceux qui avaient payé l'impôt du sang, mais bien les israélites, qui n'avaient pas servi. Cette injustice persiste et il faut y voir une des raisons principales du mécontentement des indigènes. Oh ! Qu'on ne voit pas là la moindre trace d'un antisémitisme que mon cœur ignore absolument. J'ai connu et apprécié trop d'israélites, braves gens et excellents Français, pour verser dans ce travers, pas plus que dans celui de la xénophobie. Mais les faits sont là ! Les statistiques vous apprendront, par exemple, que deux mille médecins étrangers ont été admis à exercer en France cette année, alors que tant de médecins français sont sans clientèle et que d'innombrables jeunes gens de chez nous cherchent des débouchés. Si encore ces immigrés se contentaient de profiter de l'aubaine, de notre cœur hospitalier, qui leur permet de prendre la place des nôtres pendant que ces derniers font leur service militaire, cela passerait encore, mais quand on les

voit s'agiter frénétiquement au sein des partis politiques et jeter l'exclusive sur des vieux gars de chez nous, cela peut vous chauffer un peu les oreilles (1). D'autant plus que le jour où il faudrait encore aller se faire casser la figure, peut-être en vertu du pacte franco-soviétique, ce sont encore les mêmes, « les descendants des émigrés de Cobenzl », qui iraient se la faire casser, tandis que les immigrés « républicains cent pour cent » continueraient leurs petites affaires! »

(1) : Pour certains sujets les oreilles et la tête d'AB chauffent trop vite!

d) <u>Le 7 août 1936, en page 1, les derniers éditos d'AB dans l'Echo</u> Rochelais :

Point de vue : « Facéties monstrueuses »

POUR SON DERNIER POINT DE VUE dans L'ECHO ROCHELAIS, AB s'en prend d'abord aux « instituteurs extrémistes ». Lors de leur dernier congrès, l'un de leurs orateurs a été applaudi pour avoir « déclaré qu'en cas de conflit, il fallait saboter la mobilisation générale et il (l'orateur) a été unanimement applaudi ». Le sang d'AB a dû avoir encore un coup de chaud!

AB note face au Front Populaire et ses instituteurs : « Quand au Sénat, il a toujours été considéré comme le rempart de la République, il fait partie intégrante de cette dernière dont le « Front Populaire » s'est annexé l'exclusivité contre les fascistes, voire contre les radicaux-socialistes qui se permettent de formuler des réserves sur certains points ».

Dans peu de temps, AB aura l'occasion de s'en prendre à nouveau aux « instituteurs extrémistes » dans L'Indépendant des Pyrénées à Pau.

« Pourquoi Euphémisme » par « A. B. »

En commentant la « Défense Républicaine » AB n'imaginait pas, début août 1936, que la guerre civile en Espagne allait le rattraper encore plus près pour écrire ses éditos à Pau dans L'Indépendant des Pyrénées ... sur ce sujet, sa ligne éditoriale sera constante d'un journal à l'autre :

« Je lis dans La Défense Républicaine, et sous le titre « Charmant euphémisme » : « Notre confrère de l'Echo Rochelais, essayant de rendre compte des évènements d'Espagne, écrit : Le parti dénommé rebelle, etc... » Et la Défense me fait reprocher de ce « dénommé ». Pour elle, Franco et Molla sont des rebelles; et encore plus : des traitres. La mémoire de la Défense est bien courte. De qui est composé, en effet, le gouvernement espagnol? D'anciens rebelles, qui peuvent le redevenir demain si, par hasard. Ils perdaient le pouvoir. Dans ce cas, je suis sûr que la Défense serait remplie de sympathie pour eux. Et puis, qui renversa Primo de Rivera, sinon l'armée ? A cette époque-là, je suis encore sûr que la Défense ne traitait pas de traitres les officiers qui obligèrent le dictateur à partir. Ils étaient pourtant en rébellion contre un gouvernement aussi établi et reconnu que le gouvernement actuel, lequel, d'ailleurs, ne semble pas gouverner beaucoup, mais obéit visiblement aux éléments communistes et anarchistes. Encore une chose : il semble que les républicains catalans soient en conflit virtuel avec le gouvernement de Madrid, puisqu'à nouveau, ils ont proclamé l'indépendance de la Catalogne. Sont-ils aussi des rebelles et des traitres ? La vérité est que l'Espagne était le pays le moins préparé de l'Europe à vivre en régime démocratique, et tous les soubresauts qui l'agitent depuis quelques années le prouvent. Il y a deux ans, en septembre 1934, les provinces basques, - y inclus le Guipuzcoa, qui semble bien attaché à la République, - se soulevèrent contre l'ingérence du gouvernement de Madrid. Un mois après, c'était la sanglante révolte des Asturies, organisée par les communistes. Dès l'accession au pouvoir du « Frente Popular », les excès et les atrocités

commencèrent. La Défense considérait-elle les républicains basques et les communistes asturiens comme des rebelles ? Alors ? »

e) Le 21 août 1936, en page une de L'Echo Rochelais :

• « A La Rochelle. Si M. le Maire disait chiche » par André Bach.

Ces deux colonnes auraient pu être mis :

- Dans le B) ci-après, car c'est pour AB l'épilogue de la législative de mai dernier qui voit un « Château » d'extrême gauche devenir député en battant le candidat de la droite au 2ème tour, le maire de La Rochelle, Léon Vieljeux.

Mais nous le mettons dans le D) ci-après pour deux raisons :

- AB, le 21 août, n'est peut-être pas encore formellement embauché par « L'Indépendant » à Pau, mais il sait qu'il va quitter très prochainement La Rochelle. Il va donc, par avance et à sa manière, donner son dernier Badaud « autour du Conseil » afin de dire une dernière fois tout le bien qu'il pense du Maire Léon Vieljeux.
- C'est donc avec ironie qu'il donne un rendez-vous à Château et ses nouveaux soutiens à la rentrée. Seul G. Menon, à force d'annoncer le départ d'AB, ... est parti d'Ouest-Océan avant lui.
- « Après, eh bien, comme je ne suis pas méchant (1), je me contente de donner rendez-vous à mon confrère sur les bancs de la presse au Conseil municipal où cette éventualité (1) se produirait »
- (1) : Si AB n'est pas méchant, il peut avoir la dent dure et ... s'amuser par avance à avoir poser un lapin à son confrère à la prochaine séance du Conseil car AB sait qu'il n'assitera pas au prochain Conseil municipal de La Rochelle.

 <u>Lire le texte intégral dans le D) ci-après.</u>
- Espagne : « Le Front Populaire en déroute met l'Espagne à feu et à sang » « Les troupes gouvernementales emploient des gaz lacrymogènes et fusillent prisonniers et otages. L'arraisonnement d'un navire allemand au large des côtes d'Espagne crée un très grave incident. »
 - « Malgré les promesses de Salengro, les grèves recommencent. »
- <u>Page Spectacles</u>. « Casino du Mail » par « G. H. » dans une colonne et demie : « La Veuve Joyeuse » que des compliments ; « Les 11 jours de clairette » ; « Vaudeville difficile à jouer ... les auteurs » on fait l'impossible pour sauver et rendre possible un texte qui ne l'est pas ; « nous avons eu lundi soir le grand plaisir de voir une belle salle applaudir « Le vertige » ... Lys Gauty est une artiste rare. Elle peut tout dire, tout se permettre, dans n'importe quel genre, c'est toujours parfait. » Et G. H. continue à écrire ce qu'elle pense.
 - f) <u>Le 28 août 1936 : « L'armée allemande comptera désormais 1.200.000</u> soldats », titre en très grands caractères, en page 1, par Pierre Taittinger.

« Hitler a rétabli le service militaire de deux ans. Nécessite pour la France de voir les réalités en face et d'agir ».